

Livre VIII : 2. Le monde plongé dans la guerre froide

En 1950, commença une période au cours de laquelle les caractéristiques centrales de l'ordre politique mondial semblaient de plus en plus figées et inamovibles, quoi qu'il puisse se passer ailleurs. Puis, après un quart de siècle, le rythme du changement s'est accéléré, atteignant son apogée dans les années 1980. En 1990, des monuments tenus pour acquis depuis trente ans et plus avaient disparu (parfois presque du jour au lendemain) tandis que d'autres étaient déjà remis en question.

Cela s'est produit après une longue période pendant laquelle un antagonisme soviéto-américain prolongé et acerbe a éclipsé presque tous les autres aspects de la vie internationale, imposant un fléau sur la majeure partie du monde et constituant une source de crime, de corruption et de souffrance pendant trente ans. La guerre froide était loin d'être la seule force qui a façonné l'histoire, et peut-être pas la plus fondamentale de ces années-là, mais elle a été au cœur des trois décennies entre 1950 et 1980.

Les premiers conflits sérieux appartenant à la guerre froide ont eu lieu en Europe, où la phase initiale de l'histoire d'après-guerre [avant que la guerre froide ne fige tout] fut brève et on peut estimer qu'elle s'est terminée avec la prise de pouvoir par les communistes en Tchécoslovaquie ¹.

À cette époque, la reprise économique du continent venait à peine de commencer. Mais il y avait des raisons d'espérer concernant d'autres problèmes plus anciens. Les faméliques agressivité et menace allemandes avaient disparu. Sa grande puissance d'autrefois faisait partie des morts de la Seconde Guerre mondiale. Maintenant c'était un pays démocratique temporairement administré par les Alliés, dont la partie russe allait entrer dans le giron de l'empire soviétique et être un satellite stalinien particulièrement odieux, et dont la partie ouest allait devenir la République fédérale d'Allemagne, une démocratie libérale exemplaire.

1. Quand le président Benes (1884, 1948) a été forcé de céder le pouvoir aux staliniens en 1948.

Pour l'instant, les anciens adversaires de l'Allemagne devaient lutter contre le vide du pouvoir au centre de l'Europe.

Plus à l'est, les changements de frontières, le nettoyage ethnique et les atrocités de guerre ont laissé la Pologne et la Tchécoslovaquie sans les problèmes d'hétérogénéité ethnique qu'elles avaient connus avant 1939.

Pourtant, d'une nouvelle manière, l'Europe était divisée comme jamais auparavant et ce fait était ancré dans le conflit soviéto-américain d'échelle mondiale dont les origines exactes ont été et sont encore disputées par les historiens².

En un sens, pourrait-on dire, la guerre froide a été une manifestation tardive et spectaculaire de la rupture de l'histoire idéologique et diplomatique en 1917³, même si certains cherchent ses origines

2. Ce sont tous deux des pays relativement neufs (nés réellement seulement au début du XVIIIe siècle pour la Russie, et à la fin du XVIIIe siècle pour les États-Unis), qui se sont étendus sur des territoires pour une large part vierges ou occupés par des populations beaucoup moins développées que les conquérants, enfin qui ont eu des attitudes impérialistes, soit sur leur propre territoire, soit sur le monde plus large.

Les Américains sont arrivés, avec leurs pratiques religieuses et leur mentalité de commerçants (pour ceux d'origine anglaise), et avec l'idée d'être libres par rapport aux contraintes et rigidités des sociétés européennes, et enfin avec un fort sentiment de détenir la vérité morale.

Les Russes sont un peuple plus brutal, en partie héritier des Tatars de la Horde d'Or, qui ne s'embarrasse pas de justification morale, hormis la plus caricaturale et mensongère (cf. invasion de l'Ukraine en 2022 « car c'est un pays tenu par les nazis », « et du reste c'est un pays qui n'existe pas », etc.).

3. Les révolutionnaires russes se sont retirés de la Première Guerre mondiale où la Russie combattait aux côtés des Européens de l'Ouest et ont signé un armistice avec le Reich allemand en décembre 1917, puis le traité de Brest-Litovsk en mars 1918 [où les Allemands écrasaient les Russes].

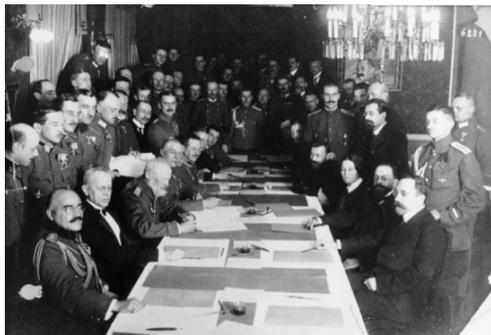


Figure VIII.2.1 : Signature de l'armistice le 15 décembre 1917 entre les Allemands (à gauche) et les Russes (à droite).

plus loin dans le temps, à l'époque où les États-Unis et la Russie s'étendaient sur leurs continents respectifs au XIXe siècle, formant des États dont la taille et le contenu messianique ne ressemblaient à rien de ce qui avait été vu auparavant en Europe.

Même si tel était le cas, c'est la Russie communiste qui, dès le début, a abordé les affaires internationales d'une manière nouvelle et particulièrement problématique. Pour elle, la diplomatie n'était pas seulement un moyen pratique de faire des affaires, mais une arme pour faire avancer une révolution. Cela aurait eu bien moins d'importance si l'histoire n'avait pas donné naissance, en 1945, à une nouvelle puissance mondiale, la *Russie modernisée* tant attendue, bien mieux placée que n'importe quel empire tsariste pour suivre sa propre voie en Europe de l'Est et faire avancer ses ambitions dans d'autres parties du monde.

La diplomatie soviétique après l'accession au pouvoir de Staline était souvent parallèle aux ambitions historiques de la Russie, et les intérêts de l'État soviétique, façonnés par la géographie et l'histoire, s'avèreraient indissociables de la lutte idéologique. *Les communistes et ceux qui sympathisaient partout avec eux croyaient qu'ils devaient sauvegarder l'Union soviétique, le champion de la classe ouvrière internationale et, en fait (affirmaient les vrais croyants), le gardien des destinées de l'humanité tout entière. Quelle que soit la manière dont ils l'ont nuancé dans la pratique, lorsque les bolcheviks avaient déclaré que leur objectif était de renverser les sociétés non communistes, ils le pensaient sincèrement, en ce qui concerne le long terme. Après 1945, d'autres États communistes ont vu le jour, dont les dirigeants ont accepté, au moins formellement, ce credo, et ont ainsi contribué à imposer une division idéologique en Europe et dans le monde.*

Si l'Union soviétique était un nouveau type d'État, les États-Unis l'étaient aussi. Ses concepts de libertés individuelles et religieuses, de droits de propriété, de libre marché, de possibilités de consommation, et de sens de l'égalité de valeur entre tous les hommes étaient – même s'ils n'étaient pas toujours appliqués dans leur pays – révolutionnaires dans un contexte européen ou asiatique. *La plupart des Américains pensaient que ces concepts avaient une portée universelle et que d'autres pays devaient les mettre en œuvre pour réussir*⁴. Malgré le souhait de rapatrier chez eux les soldats qui avaient combattu outre-mer, il existait également en Amérique le sentiment profond que les États-Unis avaient mainte-

4. Bref, les ennemis étaient tous deux messianiques.

nant combattu et sacrifié une partie de leur jeune génération deux fois au XXe siècle pour redresser le monde, et que les autres pays qui avaient bénéficié de l'altruisme américain avaient désormais le devoir d'empêcher toute récidive en suivant les prescriptions américaines en matière de développement et de progrès. Contrairement à ce qui s'était passé après la Première Guerre mondiale, cette fois-ci, aucun Américain ne se détournerait du monde, en partie parce que le nouveau président, Harry Truman, avait commencé à assimiler le communisme de Staline au nazisme d'Hitler, une idéologie expansionniste et dangereuse destinée à maintenir le monde à l'écart des bénédictions des valeurs américaines.

Les événements en Europe de l'Est ont beaucoup troublé les Américains. En 1948, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, et la Pologne avaient cessé de compter des non-communistes dans leurs gouvernements, tandis que les communistes dominaient celui de la Bulgarie. Ensuite, l'ouverture du plan Marshall⁵ [appelé aux États-Unis le Marshall Aid program] a été presque immédiatement suivie de ce qui allait s'avérer être la première bataille de la guerre froide, sur le sort de Berlin.

Cette bataille [sur le sort de Berlin] fut décisive dans la mesure où elle établit apparemment une ligne au-delà de laquelle, en Europe, les États-Unis étaient prêts à se battre. Il ne semble pas que ce résultat [l'établissement de cette ligne] ait été anticipé par les Soviétiques, bien qu'ils l'aient provoqué en cherchant à empêcher l'émergence d'une Allemagne occidentale économiquement puissante sous contrôle américain et britannique. Les actions des Soviétiques étaient contraires aux intérêts des puissances occidentales – qui étaient, pour les Occidentaux, de relancer l'économie allemande, au moins dans leurs propres zones de tutelle, et ce, avant même que la future forme politique de l'Allemagne ne soit fixée, car les Occidentaux avaient la certitude que le redressement de l'Allemagne de l'Ouest était vital pour le redressement de l'Europe occidentale dans son ensemble.

En 1948, sans l'accord des Soviétiques, les puissances occidentales introduisirent une réforme monétaire dans leurs propres sec-

5. Il a certainement aidé les pays d'Europe occidentale à se relever de la guerre, mais il a aussi donné un coup d'accélérateur à l'industrie américaine. Il n'échappe pas non plus totalement au paradoxe qui dit que quand on aide quelqu'un on le prive aussi de la possibilité de développer ses propres capacités. Il y a un certain parallèle avec l'Espagne du Siècle d'Or (couvrant en réalité les XVIe et XVIIe siècles) qui a été *appauvrie* pour l'immense quantité de métaux précieux qui sont arrivés venant de l'empire espagnol.

teurs. Cela a eu un effet galvanisant, en lançant le processus de reprise économique en Allemagne occidentale. Faisant suite à l'aide du Plan Marshall, qui, après la décision des Soviétiques de la refuser pour eux et leurs satellites, fut versé uniquement aux zones occupées par l'Ouest, cette réforme monétaire, plus que toute autre mesure, coupa l'Allemagne en deux.

Puisque la reconstruction de la moitié orientale ne pouvait pas être intégrée à celle de l'Europe occidentale, une Allemagne occidentale revivifiée pourrait désormais émerger des ruines de la Seconde Guerre mondiale sur le territoire allemand.

Que les puissances occidentales s'emploient à remettre sur pied leurs zones avait sans aucun doute un sens économique, mais l'Allemagne de l'Est se trouvait désormais de manière définitive de l'autre côté du rideau de fer. La réforme monétaire a également divisé Berlin, nuisant ainsi aux chances des communistes d'organiser un putsch populaire dans la ville, pourtant isolée au sein de la zone d'occupation soviétique.

La réponse soviétique fut de perturber la communication entre les zones occupées en Allemagne occidentale et Berlin. Quels que soient les motifs initiaux, le conflit s'est intensifié. Certains responsables occidentaux avaient déjà anticipé, avant cette crise, que Moscou chercherait vraisemblablement à séparer Berlin-Ouest des trois zones occidentales ; le mot « blocus » avait été utilisé et les actions soviétiques étaient désormais interprétées dans ce sens.

Les autorités soviétiques ne remirent pas en question le droit des alliés occidentaux d'avoir accès à leurs propres forces dans leurs propres secteurs de Berlin, mais elles perturbèrent intentionnellement et vigoureusement le trafic qui assurait l'*approvisionnement* des Berlinois dans ses secteurs occidentaux, à partir des zones allemandes sous tutelle alliée.

Pour maintenir cet approvisionnement, les Britanniques et les Américains organisèrent un *pont aérien* vers la ville.

Les Soviétiques voulaient démontrer aux Berlinois de l'Ouest que les puissances occidentales ne pouvaient pas rester à Berlin si les Soviétiques ne le voulaient pas. Les Soviétiques [c'est-à-dire le pouvoir russe à Moscou] espéraient ainsi lever l'obstacle que la présence d'autorités municipales élues non communistes présentait pour le contrôle soviétique de Berlin.

Une épreuve de force était donc en cours. Les puissances occidentales, malgré le coût énorme du maintien d'un tel flux, par la

voie des airs, de nourriture, de carburant et de médicaments pour maintenir Berlin-Ouest en activité, ont annoncé qu'elles étaient prêtes à le maintenir indéfiniment. C'était la déclaration implicite que l'action de protection de Berlin par les Alliés ne pouvait être arrêtée que par la force. Les bombardiers stratégiques américains retournèrent à leurs bases de guerre en Angleterre. Aucune des deux parties ne voulait se battre, mais tout espoir de coopération en Allemagne sur la base d'un accord issu de la Seconde Guerre mondiale était mort.



Figure VIII.2.2 : Allemagne et Europe centrale après-guerre.

Le blocus terrestre imposé par les Russes, et contourné par les Alliés grâce au pont aérien, a duré plus d'un an. Ce fut une réussite logistique remarquable de maintenir ainsi l'approvisionnement des zones occidentales de Berlin. La plupart du temps, plus de *1000 avions par jour* assuraient la livraison quotidienne en moyenne de 5000 tonnes de charbon et de toutes les autres marchandises nécessaires.

Néanmoins, la véritable signification du bras de fer entre les Soviétiques et les Alliés était politique. L'approvisionnement allié n'a pas été interrompu et les Berlinoises de l'Ouest n'ont pas non plus été intimidés.

À la suite de leur défaite dans le bras de fer, les autorités soviétiques ont fait preuve de mesquinerie en divisant délibérément la ville et en refusant au maire l'accès à son bureau.

Entre-temps, les puissances occidentales avaient signé un traité établissant une nouvelle alliance, la première création de la guerre froide à transcender l'Europe. *L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)* a vu le jour en avril 1949, quelques semaines avant la fin du blocus lui-même par un accord⁶.

Les États-Unis et le Canada en étaient membres, ainsi que la plupart des États d'Europe occidentale (seuls l'Irlande, la Suède, la Suisse, le Portugal et l'Espagne n'y ont pas adhéré).

La mission de l'OTAN était explicitement défensive, prévoyant la défense mutuelle de tout membre attaqué, et donc une nouvelle rupture avec les traditions isolationnistes aujourd'hui presque disparues de la politique étrangère américaine.

En mai 1949, un nouvel État allemand, la République fédérale d'Allemagne (RFA), émergea des trois zones d'occupation occidentales et, au mois d'octobre, la République démocratique allemande (RDA) fut créée à l'est. Il semblait désormais qu'il y aurait deux Allemagnes, et la guerre froide se déroulerait le long d'un rideau de fer qui les séparait, et non plus, comme Churchill l'avait décrit en 1946, plus à l'est, de Trieste à Stettin. Néanmoins une phase particulièrement dangereuse en Europe était terminée.

6. Les Alliés auraient le droit de relier par la route leurs zones à l'Ouest et Berlin à l'Est, traversant la zone soviétique, dans une sorte de couloir autoroutier dont ils n'auraient pour aucun motif le droit de sortir.

Cela fournit d'amples occasions d'actions à l'espionnage et d'amples sujets à la littérature et au cinéma spécialisés dans ce domaine (livres de John Le Carré, films sur le personnage fictif de James Bond, etc.).

Bientôt il semblerait probable qu'en plus de deux Europe, il pourrait même y avoir deux mondes divisés par la guerre froide. En 1945, la Corée avait été divisée le long du 38e parallèle, le nord industriel étant occupé par les Soviétiques et le sud agricole par les Américains. Les dirigeants coréens voulaient une réunification rapide, mais seulement selon leurs propres conditions, et les communistes qui prirent le pouvoir dans le nord n'étaient pas d'accord avec les nationalistes soutenus par les Américains dans le sud. La réunification étant suspendue, les Américains et les Soviétiques reconnurent respectivement en 1948 aux gouvernements de leur zone l'autorité sur l'ensemble du pays.

Les forces soviétiques et américaines se retirèrent toutes deux, mais les forces nord-coréennes envahirent le sud en juin 1950 avec la connaissance et l'approbation de Staline. Deux jours plus tard, le président Truman envoya des forces américaines pour les combattre, agissant au nom des Nations Unies. Le Conseil de sécurité avait en effet voté en faveur de la résistance à l'agression nord-coréenne et, comme les Soviétiques boycottaient à ce moment-là le Conseil, ils ne pouvaient pas opposer leur veto à l'action des Nations Unies.

Les Américains ont toujours fourni l'essentiel des forces de l'ONU en Corée, mais d'autres pays ont rapidement déployé des contingents. En quelques mois, ils opéraient largement au nord du 38e parallèle. Il semblait probable que la Corée du Nord serait renversée. Cependant, lorsque les combats approchèrent de la frontière mandchoue, les forces communistes chinoises sont intervenues. Le danger d'un conflit bien plus grave existait désormais. La Chine était le deuxième plus grand État communiste au monde et le plus grand en termes de population. Derrière elle se tenait l'URSS ; il était possible (du moins en théorie) de marcher d'Helsinki à Hong Kong sans quitter une seule fois le territoire communiste. La menace d'un conflit direct, éventuellement nucléaire, entre les États-Unis et la Chine est apparue⁷.

Prudemment, Truman insista sur le fait que les États-Unis ne devaient pas s'impliquer dans une guerre plus importante [que l'intervention sous l'égide de l'ONU en Corée] sur le continent asiatique. Ceci dit, les combats ultérieurs montrèrent que même si les Chinois parvenaient à maintenir les Nord-Coréens à flot sur le terrain, ils ne pouvaient pas renverser la Corée du Sud contre la volonté américaine.

7. La Chine a fait exploser sa première bombe atomique seulement en 1964. Mais l'URSS aurait pu lui en fournir.

Des pourparlers d'armistice furent entamés. La nouvelle administration américaine, entrée en fonction en 1953 [celle du président Eisenhower, qui dura jusqu'au 19 janvier 1961], était républicaine et résolument anticommuniste, mais savait que son prédécesseur avait suffisamment démontré sa volonté et sa capacité de défendre une Corée du Sud indépendante et estimait que le véritable centre de la guerre froide se trouvait en Europe plutôt qu'en Asie.

Un armistice a été signé le 27 juillet 1953 à Panmunjeom entre les deux Corées mettant fin à la guerre de Corée.



Figure VIII.2.3 : Carte du début de la guerre de Corée.

Les efforts ultérieurs pour en faire une paix formelle [avec un traité] ont jusqu'à présent échoué. Soixante ans [et même soixante-dix ans] plus tard, le risque de conflit restait élevé entre les deux Corées⁸. Mais en Extrême-Orient comme en Europe, les Américains avaient empêché les communistes de remporter les premières batailles de la guerre froide. En Corée, ce furent de véritables batailles ; les estimations suggèrent que la guerre a coûté 3 millions de morts, pour la plupart des civils coréens.

8. D'autant plus que la Corée du Nord s'est dotée d'armes atomiques dans les années 2000, et que son dirigeant actuel, Kim Jong-un (né en 1983, et au pouvoir depuis 2011), est très belliqueux et agressif.

La guerre de Corée a pris fin parce que Staline est mort au début de 1953. Le dirigeant soviétique pensait que maintenir les combats en Corée n'était pas une mauvaise affaire pour les Soviétiques – cela permettait aux Américains de mener une guerre de plus en plus impopulaire contre les Chinois. L'Union soviétique ne pouvait qu'en bénéficier, pensait-il.

Ses successeurs pensaient différemment. Ils craignaient que la guerre en Corée ne conduise à une guerre totale que l'Union soviétique n'était pas prête à mener, et souhaitaient une réduction des tensions avec l'Occident.

Le nouveau président américain, Eisenhower, restait toutefois méfiant à l'égard des intentions soviétiques et, au milieu des années 1950, la guerre froide était plus intense que jamais. Peu après la mort de Staline (1878, 1922, 1953), ses successeurs avaient révélé qu'eux aussi possédaient l'arme nucléaire améliorée connue sous le nom de bombe à hydrogène [ou bombe H]. Ce fut le dernier cadeau de Staline à l'Union soviétique, garantissant (si qui que ce soit en avait douté) le statut de grande puissance de l'URSS dans le monde d'après-guerre.

Staline avait poussé jusqu'à leurs ultimes conclusions logiques les politiques répressives de Lénine, mais il était allé bien plus que son prédécesseur dans la compréhension de la doctrine soviétique. Il avait reconstruit la plus grande partie de l'empire tsariste et avait donné à la Russie la force de survivre (grâce à l'aide d'alliés puissants) à l'heure des épreuves les plus graves qu'elle vécut [durant la Seconde Guerre mondiale].

Mais les erreurs de calcul de Staline avaient également conduit au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, et le système coûteux et inefficace qu'il avait mis en place – ainsi que la terreur qu'il avait installée – ont eu pour conséquence que les Soviétiques ont payé le prix le plus élevé possible pour leur victoire [un prix plus élevé que ce qu'ont payé les autres pays alliés, y compris ceux qui ont eu la guerre sur leur sol].

L'Union soviétique était une grande puissance mais, parmi les régions qui la constituaient, il ne fait guère de doute qu'un jour au moins la Russie serait redevenue une grande puissance, même sans l'URSS et sans le communisme. [charabia logique]

Néanmoins, en 1945, les peuples composant l'URSS n'avaient été récompensés de leurs souffrances que par l'assurance qu'ils formaient ensemble une grande puissance de stature internationale.

La vie domestique après la guerre était plus dure que jamais ; la consommation est restée restreinte pendant des années et la propagande à laquelle les citoyens soviétiques ont été soumis ainsi que les brutalités du système policier semblent avoir été intensifiées après la guerre.

La division de l'Europe, autre monument de Staline, était plus visible que jamais à sa mort. En 1953, la moitié ouest était déjà bien reconstruite, grâce au soutien économique américain, et prenait à sa charge une part plus importante de ses propres coûts de défense. La République fédérale d'Allemagne et la RDA s'éloignaient de plus en plus l'une de l'autre. Dans une série de nouvelles en mars 1954, les Soviétiques annoncèrent que la république démocratique possédait désormais la pleine souveraineté, et le président ouest-allemand signa l'amendement constitutionnel autorisant le réarmement de son pays. En 1955, l'Allemagne de l'Ouest rejoignit l'OTAN.

La riposte soviétique fut le Pacte de Varsovie, une alliance de ses satellites.

L'avenir de Berlin était encore incertain, mais il était clair que les puissances de l'OTAN lutteraient pour résister à des changements de statut, sauf aux termes d'accords négociés.

À l'est, la RDA parvint à un accord avec un vieil ennemi : la ligne Oder-Neisse constituerait la frontière avec la Pologne.

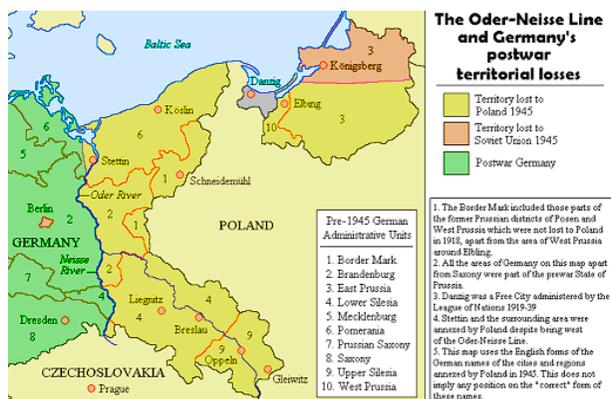


Figure VIII.2.4 : Ligne Oder-Neisse (en bleu) séparant l'Allemagne de l'Est (en vert) de la Pologne (en jaune). La carte montre les territoires pris par la Pologne sur l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale.

Le rêve d'Hitler de réaliser la grande Allemagne des nationalistes du XIX^e siècle s'était soldé par l'anéantissement de l'Allemagne bismarckienne. La Prusse historique⁹ était désormais gouvernée par des communistes révolutionnaires, tandis que la nouvelle Allemagne de l'Ouest était une structure fédérale, non militariste dans ses sentiments et dominée par des politiciens catholiques et sociaux-démocrates, que Bismarck aurait considérés comme des « ennemis du Reich ».

Ainsi, sans traité de paix¹⁰, le problème du confinement de la puissance allemande qui avait dévasté l'Europe à deux reprises par la guerre était enfin réglé.

En 1955 furent tracées les frontières terrestres définitives entre les blocs européens. L'Autriche réapparut en tant qu'État indépendant et les forces alliées d'occupation s'en retirèrent. De même les dernières troupes américaines et britanniques se retirèrent de Trieste, avec un règlement de la dispute concernant la frontière entre l'Italie et la Yougoslave.

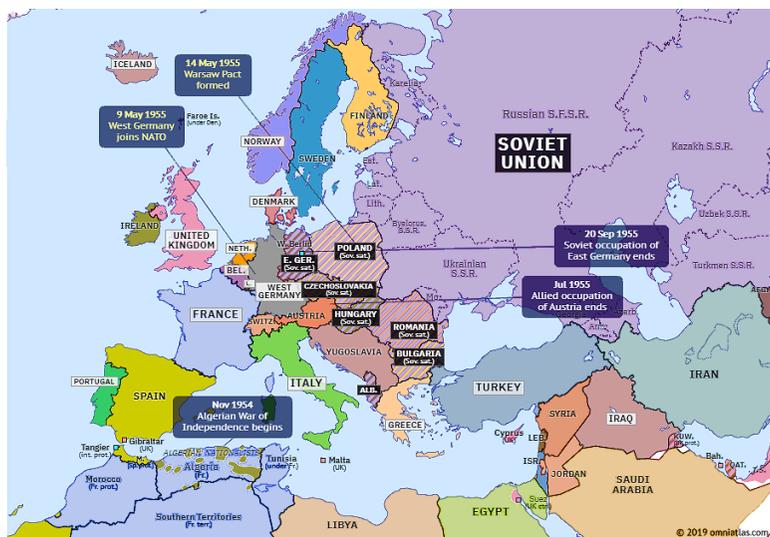


Figure VIII.2.5 : Europe politique en 1955.

9. La Prusse historique couvrait une partie de l'Allemagne et une partie de la Pologne montrées sur la figure VIII.2.4.

10. Il n'y eut en effet jamais de traité de paix signé après l'armistice de 1945 entre les Alliés et l'Allemagne.

Après l'établissement du communisme en Chine [en 1949], une division est apparue dans le monde entier entre ce que nous pourrions appeler les économies capitalistes¹¹ et les économies dirigées (ou prétendument dirigées).

Les relations commerciales entre l'Union soviétique et d'autres pays ont été entravées par des considérations politiques depuis la révolution d'Octobre. Lors de l'énorme perturbation du commerce mondial dans les années 30, les économies capitalistes avaient plongé dans la récession et cherchaient leur salut dans les protections tarifaires (voire dans l'autarcie).

Après 1945, cependant, toutes les divisions antérieures de l'économie mondiale ont été transcendées ; deux méthodes d'organisation de la production et de la répartition des biens et services divisèrent de plus en plus, d'abord le monde développé, puis la plupart des autres régions du monde.

Le moteur essentiel du système capitaliste était *le marché* – bien qu'il s'agisse d'un marché très différent de celui envisagé par l'ancienne idéologie libérale du libre-échange et, à bien des égards, très imparfait, tolérant à la fois un degré substantiel d'intervention et d'oligarchies financières.

Dans le groupe de nations sous contrôle communiste (et dans de nombreux autres, comme l'Inde et la Scandinavie), l'autorité politique était censée être le décideur économique de la production et de la répartition des biens et services. Cela pouvait être total, comme dans le monde communiste, ou partiel mais avec un interventionnisme élevé comme en Inde ou en Scandinavie.

Les échanges commerciaux se sont poursuivis et se sont développés, même entre les deux systèmes de la guerre froide [le monde communiste et le monde libre], mais à un niveau moindre qu'avant la guerre de 14.

Aucun des deux systèmes n'est resté figé ; tous les deux évoluèrent. Les contacts entre eux se multiplièrent au fil des années. Néanmoins, ils ont longtemps semblé offrir au monde des modèles alternatifs [et très différents] de croissance économique.

11. On l'appelait aussi, à l'Ouest, le « monde libre », car les citoyens pouvaient voyager comme ils voulaient à l'étranger – ce qui n'était pas le cas des citoyens du bloc communiste.

Quand de grands scientifiques russes voyageaient à l'Ouest, ils étaient toujours accompagnés d'un membre du KGB qui s'assurait qu'ils ne fassent pas défection. Cf. <https://lapasserelle.com/documents/invites.pdf>

Leur concurrence a été exacerbée par les stratégies militaires de la guerre froide et a en fait contribué à étendre ses antagonismes. Cela ne pouvait cependant pas rester une situation statique.

Bientôt, le caractère dominant politiquement des États-Unis sur le monde libre [qu'ils avaient solidement contribué à libérer de la volonté de domination allemande et japonaise] diminua par rapport à ce qu'il était à l'époque du plan Marshall, autour de 1950.

L'emprise de l'URSS sur le monde communiste diminua aussi un peu, par rapport à ce qu'elle était en 1950, mais beaucoup moins¹².

Les deux systèmes participèrent (bien qu'à des degrés très différents) à la croissance économique continue dans les années 1950 et dans les années 1960, mais ont ensuite divergé car les économies de marché progressaient plus rapidement.

La distinction entre les deux systèmes économiques est néanmoins restée un élément fondamental de l'histoire mondiale de 1945 aux années 1980, notamment en raison des choix que de nombreux nouveaux États d'Afrique et d'Asie ont dû faire en matière de structure de la société et mode de fonctionnement économique.

L'entrée de la Chine dans le monde de ce que l'on appelait les systèmes économiques socialistes a d'abord été considérée presque uniquement en termes de guerre froide et comme un changement d'équilibre stratégique. Néanmoins, au moment de la mort de Staline, il y avait de nombreux autres signes que la prophétie faite par l'homme d'État sud-africain Jan Smuts (1870, 1950) plus d'un quart de siècle auparavant, selon laquelle « la scène s'était déplacée de l'Europe vers l'Est et le Pacifique », avait été réalisé. Même si l'Allemagne restait au centre de la stratégie de la guerre froide, la Corée était la preuve dramatique que le centre de gravité de l'histoire mondiale se déplaçait une fois de plus, cette fois de l'Europe vers l'Orient.

L'effondrement de la puissance européenne en Asie devait inévitablement être suivi de nouveaux changements à mesure que les nouveaux États asiatiques prenaient conscience de leurs intérêts et de leur puissance (ou de leur absence de puissance). Les formes politiques et les structures unifiées que leur donnèrent leurs anciens maîtres ne survécurent souvent pas longtemps aux empires ; en 1947, le sous-continent indien tourna le dos à moins d'un siècle

12. Nous le verrons par les diverses interventions militaires brutales de Moscou chez ses satellites où des vellétés de liberté se manifestaient : RDA 1953, Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968, pour ne mentionner que les principales.

de cohésion politique, tandis que la Malaisie et l'Indochine commençaient déjà, en 1950, à subir des changements importants, pas vers des systèmes libéraux, dans l'organisation de leurs gouvernements.

Des tensions internes troublèrent certaines nouvelles nations. Les grandes communautés chinoises d'Indonésie avaient un poids et un pouvoir économique disproportionnés et tout ce qui se passait dans la nouvelle Chine nécessairement les perturbait.

En outre, quelle que soit leur situation politique, tous ces pays avaient une population en croissance rapide et étaient économiquement faibles. Pour de nombreux Asiatiques, la fin formelle de la domination européenne fut donc moins importante que la victoire progressive sur la pauvreté (même si pour certains, les deux étaient évidemment liées).

Le contrôle de l'Europe sur les destinées asiatiques a été pour l'essentiel intermittent. *Bien que les Européens aient influencé la vie et le sort de millions d'Asiatiques pendant des siècles, la culture européenne n'a touché le cœur et l'esprit que de peu de gens en Asie, même parmi les élites dominantes.* En Asie, la civilisation européenne a dû faire face à des traditions plus profondément enracinées et plus puissantes que partout ailleurs dans le monde. Les cultures asiatiques n'avaient pas été (parce qu'elles ne pouvaient pas l'être) balayées comme celles de l'Amérique précolombienne.

Comme dans le monde du Moyen-Orient, les efforts directs des Européens et la diffusion indirecte de la culture européenne par le biais d'une modernisation auto-imposée se sont heurtés à de formidables obstacles. Les couches les plus profondes de la pensée et du comportement restaient souvent intactes, même chez ceux qui se croyaient les plus émancipés de leur passé : des horoscopes sont encore établis dans les familles hindoues instruites lorsque des enfants naissent et des mariages sont contractés. Les marxistes chinois s'appuyèrent sur la conception indiscutable de sa supériorité morale par leur peuple, conception fondée sur les attitudes chinoises séculaires à l'égard du monde non chinois.

Afin de comprendre le rôle récent de l'Asie dans l'histoire mondiale, il faut distinguer deux zones de la civilisation asiatique restées importantes et différentes depuis des siècles.

1. Une sphère d'Asie occidentale [et méridionale] est délimitée [au nord] par les chaînes de montagnes du nord de l'Inde, les hauts plateaux birmans et thaïs et l'immense archipel dont

l'Indonésie est la composante majeure. *Son centre est l'océan Indien* et au cours de son histoire, les influences culturelles majeures ont été au nombre de trois :

- la civilisation hindoue s'étendant de l'Inde au sud-est ;
 - l'islam (qui s'est également répandu vers l'est) ;
 - et l'impact européen, ressenti d'abord à travers le commerce et le christianisme missionnaire, puis pendant une période de domination politique beaucoup plus courte.
2. L'autre sphère est celle de l'Extrême-Orient, *dominée par la Chine*. Cela tient dans une large mesure au simple fait géographique de l'immense masse de ce pays, mais aussi au nombre et, parfois, à la migration de sa population et, plus indirectement et de manière plus variable, à l'influence culturelle de la Chine sur la périphérie de l'Extrême-Orient – en particulier le Japon, la Corée et l'Indochine – tous font partie de l'explication. Dans cette zone, la domination politique européenne directe sur l'Asie n'a jamais eu autant d'importance que plus à l'ouest et au sud, en termes d'étendue et de durée.

Il était facile de perdre de vue des différences aussi importantes, ainsi que bien d'autres choses imposées par l'histoire, dans le monde de la guerre froide après 1945.

Dans les deux zones, il y avait des pays qui semblaient suivre la même voie de rejet violent de l'Occident, en utilisant le nationalisme occidental et des concepts démocratiques [venant aussi d'Occident] et en faisant appel à l'opinion mondiale selon des méthodes depuis longtemps familières.

L'Inde a absorbé en quelques années à la fois les États princiers qui avaient survécu au Raj britannique et les dernières enclaves françaises et portugaises du sous-continent, au nom d'un puissant nationalisme qui ne devait que peu de choses à la tradition nationale. Bientôt, les forces de sécurité indiennes réprimèrent énergiquement toute menace de séparatisme ou d'autonomie régionale au sein de la nouvelle république.

Cela n'aurait peut-être pas dû être surprenant. L'indépendance indienne était, du côté indien, l'œuvre d'une élite éduquée et instruite à l'occidentale, qui avait importé d'Occident les idées de nation, d'égalité et de liberté, même si elle n'avait au début recherché que l'égalité et le partenariat avec le Raj. Une menace contre la position de cette élite après 1947 pouvait souvent être plus facilement (et sincèrement) vue comme une menace contre une nationalité indienne qui, en fait, restait encore à créer.

C'était d'autant plus vrai que les dirigeants de l'Inde indépendante avaient hérité d'un grand nombre des aspirations et des institutions du Raj britannique. Les structures gouvernementales, découpées en ministères, les organes constitutionnels, la répartition des pouvoirs entre les autorités centrales et provinciales, l'appareil de l'ordre public et de la sécurité ont tous été repris, estampillés maintenant avec des insignes républicains pour les rendre « indiens », et ont continué à fonctionner comme avant 1947.

L'idéologie dominante et explicite du gouvernement était un socialisme modéré et bureaucratique pas très éloigné du mode britannique alors en vigueur, et pas très éloigné en esprit des grands travaux et du despotisme éclairé, délégués à des dirigeants locaux, pratiqué par le Raj dans ses dernières années.

Les réalités auxquelles étaient confrontés les dirigeants indiens incluait une profonde réticence conservatrice, parmi les notables locaux qui contrôlaient les votes, à perturber les privilèges traditionnels à tous les niveaux inférieurs à celui des anciens princes.

L'Inde était néanmoins confrontée à de profonds problèmes : croissance démographique, retard économique, pauvreté (le revenu annuel moyen par habitant des Indiens en 1950 était de 55 dollars), analphabétisme, division sociale, tribale et religieuse, et grandes attentes quant à ce que l'indépendance devrait apporter. Il était clair qu'un changement majeur était nécessaire.

La nouvelle constitution de 1950 n'a rien changé à ces faits, dont certains ne commenceront à peser lourdement seulement au cours de la deuxième décennie d'existence de la nouvelle Inde [i.e. dans les années 60].

Même aujourd'hui, une grande partie de la vie dans l'Inde rurale se déroule pratiquement comme par le passé, lorsque la guerre, les catastrophes naturelles et le banditisme des puissants permettaient quand même de vivre. Cela implique une pauvreté flagrante pour certains.

En 1960, plus d'un tiers des ruraux pauvres vivaient encore avec moins d'un dollar par semaine¹³ (et dans le même temps, la moitié de la population urbaine gagnait moins que ce qui était suffisant pour maintenir l'apport calorique quotidien minimum accepté pour être en bonne santé).

13. Ce genre de mesure – pour magazine grand public – est absurde, car elle suggère implicitement que les gens vivaient avec ce qu'on pouvait acheter avec un dollar. C'est évidemment faux. D'une part l'autarcie et le troc étaient très importants. D'autre part les rares choses à acheter – pour ceux qui achetaient quelque chose – étaient elles aussi très peu cher.

Le progrès économique a été englouti par les inégalités et la croissance démographique. Dans ces circonstances, il n'est guère surprenant que les dirigeants de l'Inde aient incorporé dans la Constitution des dispositions prévoyant des pouvoirs d'urgence aussi drastiques que ceux jamais accordés à un vice-roi britannique, prévoyant comme ils l'ont fait la détention préventive et la suspension des droits individuels, pour ne rien dire de la suspension du gouvernement des États et de la soumission des États au contrôle de l'Union dans le cadre de ce qu'on appelait le « régime présidentiel »¹⁴.

Les faiblesses et le malaise d'une « nouvelle nation » ont aggravé la situation lorsque l'Inde s'est disputée avec son voisin le Pakistan à propos du Cachemire, où un prince hindou dirigeait une majorité de sujets musulmans. Les combats y ont commencé dès 1947, lorsque les musulmans du Cachemire ont tenté de réaliser une union avec le Pakistan ; le Maharajah demanda l'aide des Indiens et rejoignit la république indienne.

Pour compliquer encore les choses, les porte-parole musulmans du Cachemire étaient eux-mêmes divisés.

L'Inde a refusé d'organiser le plébiscite recommandé par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Les deux tiers du Cachemire sont alors restés aux mains des Indiens, ce qui constitue un véritable fléau dans les relations indo-pakistanaïses. Les combats ont cessé en 1949, pour reprendre en 1965-1966 et 1969-1970, le conflit étant progressivement de plus en plus infecté par la guerre froide.

En 1971, une nouvelle série de combats éclata entre les deux États lorsque le Pakistan oriental, une région musulmane mais de langue bengali, se sépara pour former un nouvel État, le Bangladesh¹⁵, sous patronage indien (démontrant ainsi que l'islam à lui seul ne suffisait pas pour constituer un État unifié viable).

Le Bangladesh fut bientôt confronté à des problèmes économiques encore pires que ceux de l'Inde ou du Pakistan.

Dans ces périodes troublées, les dirigeants indiens ont fait preuve de grandes ambitions (allant peut-être parfois jusqu'au souhait de réunifier le sous-continent) et d'un mépris parfois flagrant des intérêts des autres peuples (comme les Nagas).

14. On se souvient aussi que l'Inde après 1947 avait quasiment un régime de parti unique – le *Congrès national indien*. Celui-ci gouverna jusqu'à 1991. Il y eut ensuite des coalitions. Depuis 2014, le Congrès national indien est dans l'opposition, le dirigeant de l'Inde étant Narendra Modi (né en 1950).

15. Noter que le Bangladesh est un État de 148 000 km² qui couvre l'aval du bassin Gange-Brahmapoutre-Meghna. Mais il y a encore une région qui fait partie de l'Inde à l'est.

L'irritation suscitée par les aspirations indiennes s'est d'ailleurs encore aggravée avec la guerre froide. Le dirigeant indien, Nehru (1889, 1964), avait rapidement insisté sur le fait que l'Inde ne prendrait pas parti. Dans les années 1950, cela signifiait que l'Inde entretenait des relations plus chaleureuses avec l'URSS et la Chine communiste qu'avec les États-Unis. En effet, Nehru semblait apprécier les occasions de critiquer l'action américaine. Cela a contribué à convaincre certains sympathisants de la cause indienne que c'était une démocratie progressiste, pacifique et « non alignée ».

Ce fut donc un choc d'autant plus grand pour eux et pour le public indien d'apprendre en 1959 que le gouvernement de Nehru se disputait depuis trois ans avec les Chinois au sujet des frontières nord, sans le dire. Fin 1962, des combats à grande échelle éclatèrent. Nehru prit la décision improbable de demander une aide militaire aux Américains et, plus improbable encore, l'obtint, en même temps qu'il recevait également l'aide militaire et diplomatique de l'Union soviétique. Son prestige, qui avait été à son apogée au milieu des années 1950, en fut sérieusement écorné.

Logiquement, le jeune Pakistan n'avait pas courtisé les mêmes amis que l'Inde. En 1947, le pays était beaucoup plus faible que son voisin, avec seulement une petite fonction publique compétente (les hindous avaient en effet peuplé l'ancienne fonction publique indienne en bien plus grand nombre que les musulmans¹⁶), divisé géographiquement en deux dès le début, et presque aussitôt il avait perdu son chef le plus compétent, Jinnah (1876, 1948).

Même sous le Raj, les dirigeants musulmans ont toujours (peut-être de manière réaliste) fait preuve de moins de confiance dans les structures démocratiques que le Parti du Congrès. Le Pakistan a généralement été gouverné par des militaires à poigne qui cherchaient à assurer la survie militaire face à l'Inde, le développement économique (y compris la réforme agraire) et la sauvegarde des traditions islamiques. Mais l'expérience n'a pas été un succès. Dans les années 1970, bien avant le début des guerres en Afghanistan, le Pakistan était un pays profondément incertain quant à son identité ainsi qu'à son modèle de développement.

Le fait qu'il soit formellement musulman alors que sa grande voisine était constitutionnellement laïque et non confessionnelle a toujours contribué à éloigner le Pakistan de l'Inde (une position apparemment « occidentale », mais pas difficile à concilier avec la tradition culturelle synchrétique de l'Inde). Cela devait conduire le

16. Et donc, lors de la séparation, quand les hindous retournèrent en Inde, le Pakistan se retrouva avec peu de fonctionnaires compétents.

Pakistan à renforcer la conduite islamique de ses affaires intérieures. Les différences religieuses, cependant, devaient moins affecter les relations extérieures du Pakistan que la guerre froide.

La guerre froide a semé encore plus de confusion dans la politique asiatique lorsqu'une association de nations soi-disant neutres ou « non alignées » a émergé après une réunion des représentants de vingt-neuf États africains et asiatiques à Bandung en Indonésie en 1955.



Figure VIII.2.6 : Conférence de Bandung des pays non alignés, 1955. Principaux leaders. De gauche à droite : Nehru (Inde), Nkrumah (Ghana), Nasser (Égypte), Sukarno (Indonésie), Tito (Yougoslavie).

La plupart des délégations autres que celle de la Chine étaient originaires de pays qui avait fait partie des empires coloniaux. Ils furent bientôt rejoints par la Yougoslavie, un pays communiste européen en quête d'une nouvelle identité après sa rupture avec les Soviétiques en 1948. La plupart de ces nations étaient également pauvres et nécessiteuses, et se méfiaient à la fois des États-Unis et de l'URSS, bien que moins en conflit avec cette dernière.

On en est venu à les appeler les nations du « tiers monde », un terme apparemment inventé par un commentateur français dans une réminiscence consciente du « tiers état » français juridiquement défavorisé de 1789, qui avait fourni une grande partie de la force motrice de la Révolution française¹⁷.

17. Il s'agit du démographe Alfred Sauvy (1898, 1990), <https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/tiers-monde/97289>

L'implication du terme « Tiers Monde » était qu'il s'agissait davantage d'un projet politique que géographique. C'étaient ces pays qui étaient négligés par les grandes puissances et exclus des privilèges économiques des pays développés. Aussi plausible que ce groupement puisse paraître, l'expression « Tiers Monde » masquait en réalité dès le début d'importantes différences entre les membres du groupe, notamment en termes de projets de progrès économique. Dans les années 1950 et 1960, les principes de solidarité mutuelle, de développement et de non-alignement ont rendu le concept de tiers monde viable, et ce n'est que lorsque les exigences économiques ont pris le dessus dans les années 1970 que le groupe s'est séparé.

La cohérence du tiers monde n'allait donc pas s'avérer très durable et, au XXI^e siècle, bien plus de personnes avaient été tuées dans les guerres et les guerres civiles à l'intérieur de ce monde que dans les conflits extérieurs. Néanmoins, dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la conférence de Bandung a forcé les grandes puissances à reconnaître que les faibles avaient du pouvoir s'ils parvenaient à le mobiliser. Ils gardaient cela à l'esprit lorsqu'ils cherchaient des alliés dans la guerre froide et sollicitaient des votes à l'ONU.

En 1960, des signes clairs montraient déjà que les intérêts soviétiques et chinois pouvaient diverger¹⁸, chacun recherchant le leadership sur des pays sous-développés et peu engagés.

Il s'agissait finalement d'une compétition mondiale. L'un des premiers résultats fut le paradoxe suivant : au fil du temps, le Pakistan se rapprochait de la Chine (en dépit d'un traité avec les États-Unis) et l'URSS se rapprochait de l'Inde. Lorsque les États-Unis ont refusé de fournir des armes lors de la guerre contre l'Inde en 1965, le Pakistan a demandé l'aide de la Chine. Les résultats ont été bien inférieurs à ceux espérés, mais c'était là le premier signe d'une nouvelle fluidité qui commençait à marquer les affaires internationales dans les années 1960. Pas plus que l'URSS ou la Chine, les États-Unis ne pouvaient l'ignorer. En effet, la guerre froide allait produire un changement ironique dans le rôle des Américains en Asie.

18. On a vu que jusqu'à la victoire maoïste en 1949, les Soviétiques hésitaient entre soutenir les nationalistes et soutenir les communistes. Après l'avènement de Mao, l'URSS soutint la Chine communiste, à la manière d'un grand frère. Les Chinois envoyèrent beaucoup d'étudiants, en ingénierie ou en science politique, à Moscou. Moscou aida la Chine à s'industrialiser et se développer. Mais comme l'explique les auteurs, cette association devint distendue au début des années 60.

D'ardents mécènes de l'anticolonialisme et de démolisseurs des empires de leurs alliés, les États-Unis ont commencé parfois à ressembler plutôt à des successeurs des anciennes puissances impériales, bien que dans la sphère de l'Extrême-Orient [voir pages 1881-1882] plutôt que dans la sphère de l'océan Indien (où des efforts longs et infructueux ont été déployés pour apaiser une Inde sur ses gardes ; avant 1960, elle recevait plus d'aide économique des États-Unis que tout autre pays).

Un exemple tout à fait représentatif des nouvelles difficultés auxquelles étaient confrontées les grandes puissances a été fourni par l'Indonésie. Sa vaste étendue englobait de nombreux peuples, aux intérêts souvent très divergents. Bien que le bouddhisme ait été la première religion du monde à s'y établir, l'Indonésie comptait la plus grande population musulmane au monde sous un même gouvernement, tandis que les autres religions constituent désormais des minorités.

Mais l'Indonésie comptait également une communauté chinoise bien implantée qui, pendant la période coloniale, avait joui d'une part prépondérante de la richesse et des emplois administratifs. Et les différences, même entre communautés musulmanes, pouvaient être grandes.

Le nouvel État postcolonial souhaitait créer une Indonésie intégrée, mais était toujours sous la pression de la pauvreté et d'une économie sous-développée.

Dans les années 1950, le gouvernement central de la nouvelle république créait de plus en plus de mécontentement ; en 1957, il fut confronté à une rébellion armée à Sumatra et ailleurs.

Le procédé traditionnel consistant à désamorcer l'opposition à l'aide d'un enthousiasme nationaliste (dirigé contre le maintien de la présence néerlandaise dans l'ouest de la Nouvelle-Guinée) ne fonctionnait plus ; le président Sukarno (1901, 1970) ne parvint pas à regagner le soutien populaire.

Son gouvernement s'était déjà éloigné des formes libérales adoptées à la naissance du nouvel État et il penchait de plus en plus vers un régime autoritaire, en alliance avec un parti communiste local fort. En 1960, le Parlement fut dissout et en 1963, Sukarno fut nommé président à vie.

Les tentatives américaines pour le conserver dans le camp du monde libre ont permis à Sukarno d'avaloir (au grand dam des Néerlandais) un État potentiel indépendant qui avait émergé de l'ouest de la Nouvelle-Guinée (Irian occidental).



Figure VIII.2.7 : Partie occidentale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (appelée aussi Irian occidental), absorbée par l'Indonésie.

Sukarno s'en est ensuite pris à la nouvelle fédération de Malaisie, constituée en 1957 à partir de fragments de l'Asie du Sud-Est britannique. Avec l'aide britannique, la Malaisie a maîtrisé les attaques indonésiennes contre Bornéo, le Sarawak et la péninsule continentale malaise.

Ce revers semble avoir été un tournant pour Sukarno. Ce qui s'est passé exactement est encore obscur, mais lorsque la pénurie alimentaire et l'inflation sont devenues incontrôlables, un coup d'État a été tenté (il a échoué) derrière lequel, selon les dirigeants de l'armée, se trouvaient les communistes.

Les généraux se sont retournés contre le Parti communiste, qui était autrefois considéré comme le troisième parti communiste au monde. Les estimations du nombre de tués varient entre un quart et un demi-million, dont un bon nombre de Chinois ou d'Indonésiens d'origine chinoise, dont la plupart n'avaient aucun lien avec les communistes.

Sukarno lui-même fut progressivement poussé vers la sortie au cours des années suivantes. Un régime résolument anticommuniste fut mis en place [avec à sa tête le président Suharto (1921, 1967, 2008)]. Il rompit les relations diplomatiques avec la Chine (elles ne seront renouées qu'en 1990). La dictature devait durer 31 ans jusqu'en 1998.

Le président Kennedy avait un faible pour Sukarno ; cette faveur pour le dirigeant tiers mondiste reflétait la conviction que des États nationaux forts et prospères constituaient le meilleur rempart contre le communisme.

L'histoire de l'Asie du Sud-Est et de l'Extrême-Orient au cours des quarante dernières années [de 1970 à 2010] peut certes être lue de manière à conforter ce principe, mais il a toujours dû être appliqué spécifiquement dans des contextes difficiles et complexes.

Quoi qu'il en soit, dès 1960, le fait stratégique dominant à l'est de Singapour était la renaissance de la puissance chinoise.

La Corée du Sud et le Japon ont résisté avec succès au communisme, mais eux aussi ont bénéficié [indirectement] de la révolution chinoise : cela leur a donné un moyen de pression auprès de l'Occident [en menaçant, sinon, de sombrer dans le communisme].

Les Asiatiques d'Extrême-Orient, de même qu'ils ont toujours mieux résisté aux Européens que les pays de l'océan Indien, ont montré après 1947 leur capacité à consolider leur indépendance sous des formes communistes et non communistes, et à ne pas succomber à la manipulation directe, même de la part des Chinois.

Certains historiens ont lié cela au conservatisme profond et aux multiples facettes des sociétés qui se sont inspirées pendant des siècles de l'exemple chinois.

Grâce à leurs réseaux sociaux disciplinés et complexes, leur capacité à déployer des efforts sociaux constructifs, leur faible préoccupation pour l'individu, leur respect de l'autorité et de la hiérarchie et leur profonde conscience d'eux-mêmes en tant que membres de civilisations et de cultures fièrement distinctes de l'Occident, les Asiatiques d'Extrême-Orient avaient davantage sur quoi s'appuyer [dans leur culture passée] que de nombreux peuples qui s'étaient heurtés à l'Occident et à son expansionnisme.

L'essor de l'Extrême-Orient à la fin du XXe siècle n'est compréhensible que dans un contexte dominé par quelque chose lui-même d'immensément varié dans ses expressions et loin d'être résumé de manière adéquate par l'expression passe-partout « valeurs asiatiques ».

Avec la victoire et l'installation au pouvoir des communistes chinois en 1949, Pékin redevint la capitale d'une Chine formellement réunifiée. Mao Zedong et son parti voulaient construire une société socialiste sur le modèle de l'Union soviétique, et Mao lui-même a effectué son premier voyage à l'étranger, à Moscou bien sûr, quelques mois seulement après la fondation de sa nouvelle République populaire de Chine. Il y signa une alliance avec Staline, malgré les incertitudes de ce dernier quant au dévouement et aux capacités de ses camarades communistes chinois.

Compte tenu des préoccupations des grandes puissances ailleurs dans le monde, liées à la guerre froide, et de l'effondrement du Kuomintang, la nouvelle Chine communiste n'avait en fait pas besoin de l'alliance contre une menace extérieure. Mao souhaitait davantage l'aide soviétique pour entreprendre la difficile tâche de modernisation que comme une garantie contre les Américains ou les Japonais. Les partisans de Tchang Kai-chek, enfermés à Taiwan, pouvaient être ignorés, même s'ils étaient pour l'instant sous protection américaine et inamovibles.

Lorsqu'une menace majeure est apparue, quand les forces des Nations Unies s'approchèrent de la frontière du fleuve Yalu en Mandchourie en 1950 [durant la guerre de Corée], la réaction chinoise a été forte et immédiate : ils ont envoyé une armée importante en Corée.

Mais la principale préoccupation des nouveaux dirigeants chinois était la situation intérieure du pays.

La Chine avait été en pleine mutation depuis le renversement de la dynastie Qing, trente-huit ans avant la victoire finale des communistes. Même si elle n'avait finalement pas perdu grand-chose en termes de territoire (à l'exception de la Mongolie extérieure, qui représente bien sûr une grande superficie [pour la plus grande part désertique]), l'ère républicaine (1911-1949) avait été marquée par l'instabilité politique, et il n'y avait pas eu de progrès social.

Les progrès économiques réalisés pendant l'ère républicaine avaient été en grande partie détruits par la guerre avec le Japon. La pauvreté était partout dans le pays. La maladie et la malnutrition étaient répandues. La construction et la reconstruction matérielles étaient attendues depuis longtemps, la pression démographique sur les territoires [et donc sur leur capacité à nourrir la population] était plus grave que jamais et le vide moral et idéologique créé par l'effondrement de l'ancien régime au cours du siècle précédent devait être comblé.

Le nouveau gouvernement commença par la paysannerie. Depuis les années 1920, les communistes chinois avaient expérimenté des réformes agraires dans les régions qu'ils dominaient, et ils avaient ainsi gagné la loyauté de nombreux paysans parmi les plus pauvres.

En 1956, les fermes chinoises furent collectivisées dans le cadre d'une transformation sociale des villages censée donner le contrôle des nouvelles unités à leurs habitants, mais qui les remit en réalité entre les mains du Parti communiste chinois (PCC) [voir le film *Le Sorgho rouge*].

Le renversement des chefs de village et des propriétaires locaux fut souvent brutal ; ils constitueraient une grande partie des 800 000 Chinois que Mao rapporta plus tard comme ayant été « liquidés » au cours des cinq premières années de la République populaire.

Dans le même temps, l'industrialisation était poussée en avant, avec l'aide soviétique, la seule sur laquelle la Chine pouvait compter. Le modèle choisi pour cela était également le modèle soviétique : un plan quinquennal annoncé et lancé en 1953 marqua le début d'une brève période au cours de laquelle les idées staliniennes dominèrent la gestion économique chinoise.

La nouvelle Chine exerça bientôt une influence internationale majeure. Néanmoins, sa véritable indépendance a longtemps été masquée par l'unité de façade du bloc communiste et son exclusion continue des Nations Unies à l'insistance des États-Unis¹⁹.

Le traité sino-soviétique de 1950 a été interprété – notamment aux États-Unis – comme une preuve supplémentaire de l'entrée de la Chine dans la guerre froide.

19. « La Chine » fut longtemps représentée à l'ONU exclusivement par Taïwan. La Chine communiste n'était pas reconnue par les grandes puissances occidentales. Le premier dirigeant occidental à reconnaître la « République populaire de Chine » fut de Gaulle (1890, 1970) en 1964.



Figure VIII.2.8 : Le général de Gaulle et le ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville (1907, 1999), recevant les lettres de créance de l'ambassadeur de la République populaire de Chine, Huang Zhen.

Certes, le régime était communiste et parlait de révolution et d'anticolonialisme, et ses choix étaient forcément limités par les paramètres de la guerre froide. Cependant, dans une vue à plus long terme, des préoccupations beaucoup plus vastes semblent désormais évidentes dans la politique communiste chinoise depuis le début.

Très tôt, la préoccupation première de rétablir la puissance chinoise dans la zone qu'elle avait toujours eu tendance à occuper au cours des siècles passés s'est manifestée.

La sécurité de la Mandchourie et les liens de longue date avec les communistes coréens [en Corée du Nord] suffisent à eux seuls à expliquer l'intervention militaire chinoise en Corée, mais cette péninsule était aussi depuis longtemps une zone de conflit entre la Chine impériale et le Japon.

L'occupation chinoise du Tibet en 1951 a transformé une région qui avait été pendant des siècles sous suzeraineté chinoise en un nouvel État national en train de prendre forme.

Dès le début, dans l'objectif du contrôle de la périphérie chinoise, la revendication la plus véhémement de la Chine communiste a toutefois été l'expulsion du gouvernement du Kuomintang de Taiwan. L'île avait été occupée par les Qing au XVII^e siècle, saisie en 1895 par les Japonais puis brièvement restaurée en 1945 sous le contrôle des nationalistes du continent. *Le contrôle de Taiwan est devenu un problème majeur pour le PCC*²⁰.

En 1955, le gouvernement des États-Unis était si profondément engagé dans son soutien au régime du Kuomintang que le président annonça que les États-Unis protégeraient non seulement l'île elle-même, mais également les petites îles proches de la côte chinoise, considérées comme essentielles à sa défense.

Sur cette question, et dans un contexte psychologique constitué par un sentiment inexplicable de rebuffade de la part d'une Chine longtemps patronnée par la philanthropie et l'effort missionnaire américains, l'opinion des Américains sur les affaires chinoises s'est focalisée pendant plus d'une décennie de manière si obsessionnelle que la queue du chien, que représentait le Kuomintang, semblait agiter tout le chien, que représentaient les États-Unis.

20. Il semble l'être toujours pour Xi Jinping en 2023. Il veut « récupérer Taiwan » avant le 100^e anniversaire de la révolution maoïste. Mais c'est aussi un de ces objectifs agressifs extérieurs pour fédérer une population et lui faire oublier son manque de liberté, ses misères domestiques, et la forte corruption de l'administration chinoise.

Quelle serait votre opinion si la Vendée avait fait sécession en 1793, et le reste de la France depuis lors voulait la récupérer ?

À l'inverse, au cours des années 1950, l'Inde et l'URSS ont soutenu Pékin au sujet de Taiwan, insistant sur le fait qu'il s'agissait d'une question d'affaires intérieures chinoises; cela ne leur coûtait rien ni ne leur rapportait rien [à part la sympathie des Chinois continentaux] de le faire. L'étonnement fut d'autant plus grand que la Chine se révéla engagée dans une lutte armée avec les deux pays [i.e. avec l'Inde dans l'Himalaya du côté du Tibet, et avec l'URSS dans la région de la Mandchourie du côté de Vladivostok].

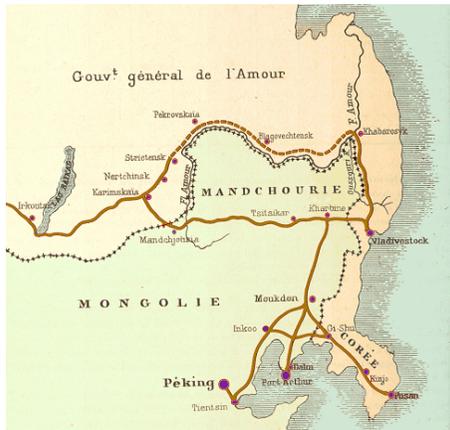


Figure VIII.2.9 : Mandchourie et Vladivostok.

La querelle avec l'Inde est née de l'occupation chinoise du Tibet. Lorsque les Chinois ont encore resserré leur emprise sur ce pays en 1959, la politique indienne semblait encore fondamentalement favorable à la Chine. Une tentative des exilés tibétains de mettre en place un gouvernement sur le sol indien a été étouffée. Mais les conflits territoriaux avaient déjà commencé et avaient donné lieu à des affrontements.

Les Chinois ont annoncé qu'ils ne reconnaissaient pas la frontière avec l'Inde tracée par les négociations anglo-tibétaines en 1914 et jamais formellement acceptées par aucun gouvernement chinois. Une quarantaine d'années de coutume frontalière n'avait guère d'importance dans la mémoire historique millénaire de la Chine.

En conséquence, les combats furent beaucoup plus violents à l'automne 1962, lorsque Nehru envoya des troupes et exigea le retrait chinois de la zone contestée. Les Indiens s'en sortirent mal, même si les combats cessèrent à la fin de l'année à l'initiative des Chinois.



Figure VIII.2.10 : Revendications indiennes et chinoises pour la frontière dans la région d'Aksai Chin (au Tibet) : la ligne Macartney-MacDonald, la ligne du ministère des Affaires étrangères, ainsi que la progression des forces chinoises alors qu'elles occupaient des zones pendant la guerre sino-indienne, du 20 octobre au 21 novembre 1962.

Presque aussitôt, au début de 1963, le monde fut stupéfait d'entendre soudain les communistes chinois violemment dénoncer l'Union soviétique. Les Chinois prétendaient que l'URSS avait aidé l'Inde et qu'elle avait, dans un geste hostile, interrompu son aide économique et militaire à la Chine trois ans plus tôt.

La deuxième accusation suggérait des origines complexes à cette querelle, et n'allait en aucun cas au fond du problème.

En réalité, la confrontation avait commencé des années auparavant, même si peu de personnes dans le monde extérieur en avaient compris l'importance. Il y avait des communistes chinois (dont Mao) qui ne se souvenaient que trop bien de ce qui s'était passé lorsque les intérêts chinois avaient été subordonnés à l'intérêt international du communisme, tel qu'interprété par Moscou, dans les années 1920.

Depuis lors, il y a toujours eu une tension dans la direction du parti chinois entre les pro-soviétiques et ceux qui se méfiaient des Soviétiques. Mao lui-même admirait l'Union soviétique et voulait l'imiter, mais sans être vassalisé par les Russes.

À la fin des années 1950, la politique de Mao avait commencé à dériver vers la gauche. Déçu par ce qu'il considérait comme la lenteur de l'industrialisation de la Chine, Mao lança un certain nombre de campagnes visant à propulser la Chine plus rapidement vers la modernité qu'il désirait tant.

Il craignait que les Soviétiques fassent obstacle à des initiatives aussi radicales. Cependant, étant donné que le ressentiment chinois à l'égard de la politique soviétique devait être présenté au reste du monde dans le jargon marxiste, il était souvent difficile de voir sur quoi portait au juste la querelle.

Au cœur de tout cela se trouvaient le radicalisme de Mao et son besoin de prendre ses propres décisions²¹, indépendamment de l'Union soviétique. Il était également mécontent de ce qu'il considérait comme une attitude condescendante de l'Union soviétique à l'égard de la Chine – un vestige du passé de Mao et de la Chine, sans aucun doute.

En 1963, les observateurs non chinois auraient également dû se souvenir d'un passé encore plus lointain. Bien avant la fondation du PCC, les révolutionnaires chinois avaient formé un mouvement de régénérescence nationale. L'un de ses principaux objectifs avait été de reprendre aux étrangers le contrôle de la Chine sur son propre destin.

Désormais, les Soviétiques prirent eux aussi leur place parmi les étrangers qui cherchaient à exploiter la Chine.

À sa grande surprise, étant donné ce que les Soviétiques avaient fait pour la Chine dans les années 1950, le dirigeant soviétique Khrouchtchev se souvint des gains de territoires soviétiques de l'ère tsariste. Avec plus de 6000 kilomètres de frontière commune (si l'on inclut la Mongolie), le potentiel de friction sur toute sa longueur était immense.

Les autorités soviétiques se plaignirent de 5000 violations de la frontière chinoise en 1960. Une zone représentant environ un cinquième de la taille du Canada était officiellement contestée et, en 1969 (année au cours de laquelle il y eut de nombreux combats et de

21. En outre à la fin des années 50, l'étoile de Mao brillait moins intensément au sein du Parti communiste chinois (PCC) après les échecs des *Cent Fleurs* – campagne en 1957 soi-disant pour rapprocher les intellectuels du peuple, en réalité conduite par Mao pour renforcer son pouvoir – et du *Grand Bond en avant* – nom donné à une partie du second plan quinquennal (1958, 1962), voir plus loin (page 1898). Au début de la décennie des années 60, Mao va être marginalisé et doucement poussé vers la sortie par le PCC, mais Mao va parvenir à soulever le peuple contre le PCC. Ce sera la *Révolution culturelle*, qui rétablira pleinement le pouvoir de Mao jusqu'à sa mort en 1976.

nombreux morts), les Chinois parlaient d'une dictature « fasciste » à Moscou et se préparaient ostensiblement à la guerre.

La querelle sino-soviétique qui a finalement entraîné et embrouillé tout le monde communiste a également été attisée par le manque de tact des Soviétiques. Les dirigeants soviétiques semblent avoir été aussi insouciants que n'importe quel impérialiste occidental des sentiments de leurs alliés asiatiques : un dirigeant soviétique a un jour fait remarquer de manière révélatrice que, lors d'une tournée en Chine, lui et d'autres Soviétiques « étaient tordus de rire en voyant leurs formes primitives d'organisation ».

Le retrait de l'aide économique et technique soviétique en 1960 avait été un affront grave et d'autant plus blessant qu'il survenait au moment où la Chine était confrontée à la première crise intérieure majeure du nouveau régime après les effets désastreux du « Grand Bond en avant » de Mao.

L'expérience personnelle de Mao Zedong a dû jouer un grand rôle dans l'émergence de cette crise. Bien que sa formation intellectuelle principale ait été marxiste et qu'il ait trouvé ses catégories utiles pour expliquer la situation difficile de son pays, il semble toujours les avoir diluées dans le pragmatisme et la simple recherche du pouvoir. Mao était impitoyable, mais avec une profonde compréhension de ce qui constituait le pouvoir en Chine ; son jugement sur les possibilités politiques semble avoir faibli seulement au cours des années de succès, lorsque la mégalomanie, la vanité et finalement l'âge ont fait des ravages.

Dès sa jeunesse, il prônait un marxisme sinisé, rejetant le dogme européen qui avait coûté cher au PCC. La vision du monde de Mao semble avoir été basée sur une vision de la société et de la politique comme une arène de forces en compétition dans laquelle la volonté humaine et la force brute pouvaient être déployées pour provoquer un changement moralement désirable et créatif – défini, bien sûr, par la vision d'un leader omniscient.

Ses relations avec son parti n'ont pas toujours été sereines, mais sa politique à l'égard de la paysannerie lui offrait une voie à suivre après le désastre qui avait frappé le communisme urbain. Après un revers temporaire au début des années 1930, il était, à partir de 1935 environ, pratiquement suprême au sein du parti. Les influences rurales prédominaient.

Une nouvelle voie semblait également s'ouvrir à Mao pour influencer les événements internationaux ; c'était l'idée selon laquelle,

dans d'autres parties du monde, une guerre révolutionnaire prolongée, menée à partir des campagnes et étendue aux villes, semblait plus prometteuse que la doxa marxiste qui exigeait un développement industriel préalable pour faire émerger un prolétariat révolutionnaire.

Après avoir bénéficié des expropriations violentes et de la libération des énergies qui ont marqué le début des années 1950, la Chine rurale a en effet été soumise en 1958 à un nouveau bouleversement. Des centaines de millions d'habitants des campagnes furent réorganisés en « communes », dont le but était la collectivisation totale de la vie. La propriété privée y fut effacée pour devenir collective, de nouveaux objectifs de production furent fixés de manière centralisée et de nouvelles méthodes agricoles furent imposées. Certaines des nouvelles méthodes ont fait des dommages graves et visibles²² (les campagnes d'extermination des oiseaux qui se nourrissaient des cultures, par exemple, ont provoqué une explosion de populations d'insectes prédateurs qui étaient en équilibre avec celles des oiseaux), d'autres ont simplement stimulé l'inefficacité. Les cadres du parti qui dirigeaient les communes se préoccupaient de plus en plus de réussites de façade pour montrer que les objectifs avaient été atteints plutôt que de la simple production alimentaire permettant de nourrir tout le monde. Le résultat fut désastreux ; la production agricole a chuté de façon catastrophique.

Le Grand Bond en avant, comme on a appelé cette campagne, a été la plus grande catastrophe provoquée par l'homme, si l'on excepte les deux guerres mondiales. En 1960, de vastes régions connaissaient des conditions de famine ou de quasi-famine. Les faits ont été étouffés ; ils n'étaient même pas connus de la plupart des élites dirigeantes. Entre-temps, selon certaines estimations, peut-être 40 millions de Chinois sont morts en quelques années.

Mao refusa obstinément de reconnaître l'échec du Grand Bond en avant, auquel il était personnellement identifié, et une chasse aux boucs émissaires commença au sein du parti. En 1961, de hauts responsables commencèrent néanmoins à rassembler des preuves irréfutables de ce qui s'était passé. La réputation de Mao a souffert alors que ses collaborateurs remettaient lentement l'économie sur les rails de la modernisation sans révéler les véritables faits.

En 1964, l'explosion d'une bombe atomique chinoise fut un symbole frappant d'un certain type de succès. La Chine a ainsi acquis un ticket d'entrée coûteux dans un club très exclusif.

22. Mao illustre un problème de beaucoup de leaders : ils sont très bons en politique, mais ce sont des apprentis sorciers pour gérer un pays.

Néanmoins, la base ultime de son influence internationale était forcément son immense population. Même après les revers de la famine, elle a continué à augmenter. On estime que la population chinoise était en 1950 de cinq cent quatre-vingt-dix millions d'individus. Vingt-cinq ans plus tard, en 1975, elle était de 835 millions. En 2013 on était à 1,338 million.

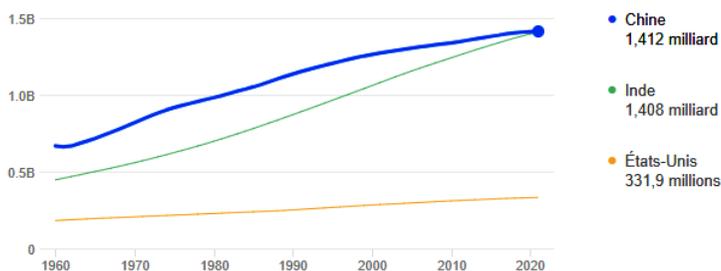


Figure VIII.2.11 : Évolution des populations de la Chine, de l'Inde et des États-Unis entre 1960 et 2020. La Chine et l'Inde viennent de se rejoindre.

Même si la part de la Chine dans la population mondiale a pu être plus élevée à certaines époques dans le passé – elle représentait près de 40% de l'humanité à la veille de la révolte des Taiping [au milieu du XIXe siècle] – dans les années 1960, la Chine était plus que jamais auparavant en opposition avec le reste du monde.

Ses dirigeants parlaient sans émotion de la possibilité d'une guerre nucléaire. Les Chinois survivraient en plus grand nombre que les peuples des autres pays. Certains signes laissaient penser que la présence d'une telle masse démographique à la frontière de ses régions les moins peuplées alarmait l'URSS. Bien entendu, la confrontation idéologique n'a fait qu'aggraver la situation.

Certains de ceux qui, dans le monde extérieur, étaient les plus hostiles au régime communiste ont accueilli avec satisfaction de telles informations, comme ils l'avaient fait au début des années 1960 quant à la véritable situation de la Chine continentale communiste et du Kuomintang à Taïwan (on dit que Tchang Kai-chek aurait souhaité lancer une invasion du continent par Taïwan, mais qu'il a été dissuadé par les Américains). Mais les dégâts ont été en grande partie masqués avec succès par la censure et la propagande.

Bientôt aussi, Mao recommença à chercher à reprendre son ascendant sur le parti et sur la Chine. Il était obsédé par le désir de justifier le Grand Bond en avant et de punir ceux qui, selon lui, l'avaient contrecarré, et donc l'avaient trahi.

L'une des armes qu'il a déployées contre eux a été la critique des événements survenus en URSS depuis la mort de Staline. Mao pensait qu'un relâchement de l'emprise de fer de la dictature, aussi modeste soit-il, avait ouvert la voie à la corruption et au compromis au sein de la bureaucratie et du parti. La crainte que quelque chose de similaire ne se produise si la discipline était relâchée en Chine a aidé Mao à promouvoir la « Révolution culturelle »²³, qui a déchiré le pays et le parti entre 1966 et 1969. Des millions de personnes ont été emprisonnées, privées de leur emploi ou purgées. Près d'un million de personnes sont mortes.



Figure VIII.2.12 : Culte de Mao sur la place Tian An Men. Gardes rouges lisant le *Petit livre rouge*. Fin des années 60.

La Révolution culturelle fut un autre revers pour ceux qui voulaient moderniser la Chine. Au cours de ces années, le culte de Mao et son prestige personnel furent revitalisés et réaffirmés, mais les hauts responsables du parti, les bureaucrates et les intellectuels furent harcelés ; les universités ont été fermées et un travail physique a été exigé de tous les citoyens afin de changer les attitudes traditionnelles.

Les jeunes gens étaient les principaux instruments de persécution. Le pays a été bouleversé par les « Gardes rouges », qui terrorisaient leurs aînés dans tous les domaines. Les opportunistes ont eu du mal à les rejoindre avant d'être eux-mêmes détruits par les jeunes gens.

23. Il a promu cette révolution en s'appuyant directement sur les masses et sur les étudiants, en les exhortant à critiquer le PCC. Autrement dit, il a contourné le PCC pour reprendre le pouvoir suprême.

Finalement, même Mao lui-même commença à montrer des signes qu'il pensait que les choses étaient allées trop loin. De nouveaux cadres du parti furent installés et un congrès confirma sa direction, mais le PCC renouvelé, avec Mao à sa tête, échoua à ramener l'ordre. L'armée finit par rétablir l'ordre, souvent au détriment, cette fois, des étudiants.

Pourtant, l'enthousiasme des Gardes rouges avait été réel, et les préoccupations morales ostentatoires qui ont fait surface lors de cet épisode à de nombreux égards encore mystérieux restent frappantes.

Les motivations de Mao lors du lancement de la Révolution culturelle étaient sans aucun doute diverses. En plus de chercher à se venger de ceux qui avaient provoqué l'abandon du Grand Bond en avant, il semble avoir réellement senti le danger que la révolution se fige et perde l'élan moral qui l'avait portée jusqu'ici.

En cherchant à la protéger, Mao exigea que les vieilles idées traditionnelles disparaissent²⁴, tout comme les vestiges de l'influence étrangère en Chine.

La société, le gouvernement et l'économie devaient être dirigés par l'idéologie, isolés du reste du monde si nécessaire.

Le prestige traditionnel des intellectuels et des érudits incarnait toujours l'ordre ancien, tout comme le système d'examens l'avait fait au début du siècle. La « rétrogradation » et la diabolisation des intellectuels ont été présentées comme une conséquence nécessaire de la construction d'une nouvelle Chine.

De même, les attaques contre l'autorité familiale n'étaient pas simplement des tentatives d'un régime, soupçonnant la famille d'être un lieu réactionnaire, pour encourager les informateurs et la déloyauté, mais des tentatives pour briser la plus conservatrice de toutes les institutions chinoises²⁵.

L'émancipation des femmes et la propagande visant à décourager le mariage précoce avaient des dimensions allant au-delà des idées

24. C'est lors de la Révolution culturelle que la stèle funéraire de Confucius fut profanée et mise à bas (en novembre 1966). Elle fut reconstruite longtemps après la mort de Mao, lorsque Confucius fut réhabilité.

25. C'est l'occasion de se souvenir que Platon, dans son utopie intitulée *La République*, recommande que les enfants ne connaissent pas leurs parents, et soient élevés par la communauté. Il interdit aussi le théâtre et la musique, et recommande que les Gardiens mentent au peuple.

Platon est porté aux nues par les intellos mondains dans les dîners parisiens et les émissions de radio grand public – car ça met en valeur la culture classique et philosophique ceux qui en parlent – mais ce que Platon préconisait fait paraître la Révolution culturelle comme une abbaye de Thélème.

féministes « progressistes » ou du contrôle de la population ; elles constituaient une attaque contre le passé comme aucune autre révolution n'en avait jamais faite, car en Chine, le passé signifiait pour les femmes un rôle bien inférieur à tout ce que l'on pouvait trouver dans l'Amérique, la France ou même la Russie pré-révolutionnaires.

Les attaques contre les dirigeants du parti, que la Révolution culturelle accusait de flirter avec les idées confucianistes, étaient bien plus que des moqueries. Elles n'ont aucun équivalent dans l'histoire de l'Occident. Du reste pendant des siècles, en Occident, il n'y avait pas de passé intellectuel comparable et aussi solidement enraciné à rejeter.

Même si la Révolution culturelle n'a eu que très peu à voir avec la modernisation, elle a ouvert la voie à un pays nouveau en détruisant l'ancien pays.

Mais le rejet du passé ne représente que la moitié de l'histoire. Plus de 2000 ans de continuité remontant aux Han et aux Qin, et peut-être même plus loin, ont façonné le communisme chinois. Un indice est le rôle de l'autorité dans le communisme. Malgré son coût et sa cruauté, cette révolution fut une entreprise héroïque, dont l'ampleur n'a d'égale que celle de bouleversements aussi gigantesques que la propagation de l'islam ou l'assaut de l'Europe sur le monde au début des temps modernes.

Néanmoins, la Révolution culturelle était différente de ces bouleversements parce qu'elle était, au moins dans son intention, contrôlée et dirigée de manière centralisée. C'est un paradoxe de la révolution chinoise qu'elle repose sur la ferveur populaire, mais elle est unimaginable sans une direction consciente d'un État héritant de tout le prestige mystérieux des détenteurs traditionnels du Mandat du Ciel. La tradition chinoise respecte l'autorité et lui confère un soutien moral qui a longtemps été difficile à trouver en Occident.

Pas plus que n'importe quel autre grand État, la Chine n'a pu se débarrasser de son histoire et, en conséquence, le gouvernement communiste a acquis une apparence paradoxalement conservatrice. Aucune grande nation n'a aussi longtemps fait comprendre à sa population que l'individu compte moins que l'ensemble collectif, que l'autorité peut légitimement exiger les services de millions de personnes, à n'importe quel coût, pour accomplir de grandes œuvres pour le bien de l'État²⁶. Dans l'État, cette autorité est incontestable tant qu'elle est exercée pour le bien commun.

26. Depuis les Sumériens, en passant par les Égyptiens et les Romains, cela a toujours été le cas, jusqu'à l'époque pré-moderne – que l'on peut faire s'achever vers 1500. Et c'est encore le cas en Occident en temps de guerre.

La notion d'opposition déplaît à de nombreux Chinois car elle suggère une perturbation sociale ; cela implique le rejet du type de révolution exprimée par l'adoption de l'individualisme occidental, mais pas de l'individualisme chinois ou du radicalisme collectif.

Le régime présidé par Mao a profité du passé chinois, tout en le détruisant, car son rôle était facilement compréhensible au sein de son idée d'autorité. Mao a été présenté comme un souverain sage²⁷, autant un enseignant qu'un homme politique dans un pays qui a toujours respecté les enseignants ; les commentateurs occidentaux s'amuserent du statut donné à sa pensée par l'omniprésence du *Petit Livre Rouge* (mais oublièrent la Bibliolâtrie de nombreux protestants européens).

Mao était le porte-parole d'une doctrine morale présentée comme le noyau de la société, tout comme l'avait été le confucianisme. Il y avait aussi quelque chose de traditionnel dans les intérêts artistiques de Mao ; il était admiré par le peuple en tant que poète et ses poèmes gagnaient le respect de juges qualifiés. Mais avant tout, le président était une figure de transition (bien que d'une grande importance) : sa tentative de marier la Chine au communisme et ses grandes campagnes de progrès ont toutes échoué, mais *il a réuni le pays et détruit une grande partie de son ancienne société et de ses vieilles croyances*, ouvrant la voie au prochain grand tournant de la révolution chinoise en cours.

Le poids du passé – pour le meilleur ou pour le pire – était également évident dans la politique étrangère chinoise. Bien qu'elle en soit venue à parrainer les révolutions dans le monde entier, la principale préoccupation de la Chine concernait l'Extrême-Orient et, en particulier, la Corée et l'Indochine, autrefois pays tributaires.

Dans ce dernier cas également, les politiques soviétique et chinoise avaient divergé. Même avant la guerre de Corée, les Chinois avaient commencé à fournir des armes aux forces de guérilla communiste au Vietnam pour ce qui était moins une lutte contre le colonialisme – qui avait déjà été décidée – que pour ce qui devait suivre.

En 1953, les Français abandonnèrent le Cambodge et le Laos. En 1954, ils perdirent dans une base nommée Dien Bien Phu une bataille décisive à la fois pour le prestige français et pour la volonté de continuer à combattre de l'électorat français.

27. Plus tard on a compris que son entêtement était très éloigné de la sagesse. On a appris aussi que c'était un empereur chinois à la vie privée dépravée (https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Vie_privée_du_président_Mao, mettre les accents).

Dès lors, il devint impossible aux Français de se maintenir dans le delta du Fleuve rouge.



Figure VIII.2.13 : Delta du Fleuve rouge, qui coule à Hanoï.

Une conférence à Genève en juillet 1954²⁸ a réuni des représentants de la Chine, qui fut ainsi réintégrée officiellement sur la scène diplomatique internationale, en collaboration avec les Soviétiques. Il a été convenu de diviser le Vietnam entre un gouvernement sud-vietnamien et les communistes qui en étaient venus à dominer le nord, en attendant des élections susceptibles de réunifier le pays. Les élections n'ont jamais eu lieu. Au lieu de cela, s'ouvrit bientôt en Indochine ce qui allait devenir la phase la plus féroce depuis 1945 d'une guerre asiatique contre l'Occident commencée en 1941.

Les prétendants occidentaux [voulant protéger le Sud Viêt-nam] n'étaient plus l'ancienne puissance coloniale²⁹, mais les Américains ; les Français étaient rentrés chez eux et les Britanniques avaient suffisamment de problèmes ailleurs.

Faisant face aux Américains se trouvait un mélange de communistes, de nationalistes et de réformateurs indochinois, soutenus par les Chinois et les Soviétiques, qui d'abord soutinrent conjointement les radicaux en Indochine puis, à partir de 1960, se disputèrent leur influence.

28. Cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Accords_de_Geneve

29. Car la France s'était emparée du Viêt-nam et d'une partie de l'empire khmer à la fin du XIXe siècle (voir une histoire de l'Indochine avant la conquête française pour vérifier les détails). Alors qu'auparavant c'était des pays indépendants, dans la sphère chinoise.



Figure VIII.2.14 : Asie du Sud-Est après la Seconde Guerre mondiale.

L'anticolonialisme professé par les américains et la conviction que les États-Unis devraient soutenir les gouvernements autochtones les ont amenés à soutenir les sud-vietnamiens anticommunistes tout comme ils avaient soutenu les gouvernements sud-coréens et philippins.

Malheureusement, ni le Laos, ni le Sud Viêt-nam, ni finalement le Cambodge, n'ont vu émerger des régimes d'une légitimité contestée par les populations qu'ils dirigeaient.

Le soutien américain apporté aux gouvernements de ces pays a simplement eu pour conséquences que leurs peuples identifièrent ces gouvernements avec les ennemis occidentaux si détestés en Extrême-Orient.

Le soutien américain a également eu tendance à dissuader de mener des réformes qui auraient uni les gens derrière ces régimes, surtout au Vietnam, où la partition de facto n'a pas produit de bon gouvernement ni de stabilité dans le sud.

Alors que les bouddhistes et les catholiques romains se disputaient âprement et que les paysans étaient de plus en plus éloignés du régime en raison de l'échec de la réforme agraire, une classe dirigeante apparemment corrompue semblait capable de survivre au sud gouvernement après gouvernement. Cela a profité aux communistes. Ils recherchèrent la réunification selon leurs propres conditions et maintinrent, depuis le nord, leur soutien au mouvement communiste clandestin du sud, le Vietcong.

En 1960, le Vietcong avait pris le contrôle d'une grande partie du sud. C'est dans ce contexte que le président américain John Kennedy prit une décision capitale en 1962 : celle d'envoyer non seulement une aide financière et matérielle, mais aussi 4000 « conseillers » américains pour aider le gouvernement du Sud-Vietnam à mettre de l'ordre dans ses affaires militaires. C'était le premier pas vers ce que Truman avait été déterminé à éviter, à savoir l'implication des États-Unis dans une guerre majeure sur le continent asiatique, et cela a finalement conduit à la perte de plus de 50 000 vies américaines [et le traumatisme de toute une génération].

Une autre réponse de Washington à la guerre froide en Asie a été de sauvegarder aussi longtemps que possible la position particulière résultant de l'occupation américaine du Japon. Il s'agissait d'un quasi monopole, même s'il y avait une participation symbolique des forces du Commonwealth britannique. Cela avait été possible en raison du retard soviétique à déclarer la guerre au Japon, car la rapidité de la capitulation du Japon avait surpris Staline. Les Américains rejetèrent fermement les demandes soviétiques ultérieures de participer à une occupation, que le pouvoir soviétique n'avait rien fait pour rendre possible³⁰. Le résultat fut le dernier grand exemple du paternalisme occidental en Asie et une nouvelle démonstration du don étonnant du peuple japonais à apprendre des autres seulement ce qu'il souhaitait, tout en protégeant sa propre société contre des changements qui pouvaient la perturber.

30. En faisant de l'uchronie, on pourrait imaginer qu'il y aurait eu une partition du Japon comme de l'Allemagne.

Les événements de 1945 ont contraint spirituellement le Japon à entrer dans un mode européenisé dans lequel il était déjà entré [depuis près de quatre-vingts ans] sur les plans économique et technologique. La défaite a confronté son peuple à des problèmes profonds et troublants d'identité et d'objectifs nationaux. L'occidentalisation de l'ère Meiji avait engendré le rêve d'une « Asie pour les Asiatiques » ; cela a été présenté comme une sorte de doctrine japonaise de Monroe, étayée par le sentiment anti-occidental si répandu en Asie et masquant la réalité de l'impérialisme japonais.

Il avait été anéanti par la défaite et, après 1945, le recul du colonialisme avait laissé le Japon sans rôle asiatique évident et crédible. Certes, à ce moment-là, il semblait peu probable que nous [les Alliés] ayons le pouvoir d'en avoir un pendant longtemps. De plus, la démonstration par la guerre de la vulnérabilité du Japon avait été un grand choc. Comme le Royaume-Uni, sa sécurité reposait essentiellement sur le contrôle de la surface des mers, et la perte de ce contrôle avait condamné le pays. Puis il y a eu les autres conséquences de la défaite ; la perte de Sakhaline et des îles Kouriles au profit de la Russie et l'occupation par les Américains. Enfin, il y avait de vastes destructions matérielles et humaines à réparer.

Du côté des atouts, les Japonais avaient encore en 1945 un grand sentiment de cohésion nationale, et même si les institutions centrales étaient délégitimées par la défaite militaire, c'était le prestige de l'empereur [Hiro-Hito (1901, 1989)] qui avait rendu possible une capitulation ordonnée. Le commandant américain dans le Pacifique, le général MacArthur (1880, 1964), souhaitait défendre la monarchie comme instrument pour une occupation pacifique et prenait soin de ne pas compromettre l'empereur en exhibant, par exemple, son rôle dans l'élaboration des politiques avant 1941. Il prit soin aussi de faire adopter une nouvelle constitution japonaise (avec un électorat doublé et comprenant désormais des femmes) avant que les républicains aux États-Unis ne puissent intervenir. Enfin il a trouvé efficace de soutenir que le Japon devait être immédiatement aidé économiquement afin de débarrasser plus rapidement le contribuable américain de ce fardeau.

Les Japonais qui, à la suite de la défaite, souhaitaient un réaménagement fondamental de la société japonaise pour éradiquer le militarisme et le régime autoritaire ont d'abord été grandement aidés par les réformes imposées par les Américains. Certains problèmes ont été atténués par une réforme agraire majeure au cours de laquelle environ un tiers des terres agricoles japonaises sont passées des propriétaires aux cultivateurs.

Mais dès 1948, la guerre froide commençait à avoir des effets aussi au Japon, tant parmi les Japonais que dans la politique d'occupation américaine. Dans ce que certains appellent une « marche arrière » (bien que ce soit une exagération), les autorités d'occupation américaines ont commencé à abandonner leur soutien aux syndicats et aux organisations radicales et ont commencé à faire la paix avec le grand nombre de bureaucrates, d'hommes d'affaires et de dirigeants locaux japonais qui avait soutenu la guerre mais n'y avait pas joué un rôle de premier plan. Peu à peu, la politique japonaise est revenue à la domination par les conservateurs qui a perduré jusqu'à aujourd'hui [écrit en 2013].

En 1951, alors que la guerre de Corée battait son plein, les Américains décidèrent qu'il était plus important d'avoir le Japon comme allié pour soutenir la guerre que de poursuivre l'éducation démocratique et une démilitarisation prudente. Ils proposèrent un traité de paix, conditionné à un traité d'alliance avec les États-Unis. Bien entendu, les Soviétiques et les Chinois ont refusé de signer.

Le Japon n'a donc pas retrouvé sa pleine souveraineté, pensaient certains, puisque sa constitution prévoyait de renoncer à jamais à « la guerre en tant que droit souverain de la nation et à la menace ou au recours à la force comme moyen de régler les différends internationaux... Le Japon ne maintiendra plus jamais de forces terrestres, maritimes ou aériennes ».

Mais d'autres Japonais ont célébré la constitution antimilitariste et ont fait campagne pour la maintenir même lorsque les Américains et de nombreux conservateurs nationaux voulurent qu'elle soit modifiée. Confiné dans ses propres îles, et face à une Chine progressivement mieux consolidée qu'elle ne l'était depuis un siècle, la position du Japon n'était toujours pas nécessairement désavantageuse. En moins de vingt ans, son statut allait, en réalité, se transformer à nouveau.

La guerre froide a fait du Japon un territoire important en tant que base occidentale et a galvanisé son économie. L'indice de la production industrielle remonta progressivement jusqu'au niveau des années 1930. Les États-Unis ont défendu les intérêts japonais à l'étranger par le biais de la diplomatie. Enfin, protégé par le parapluie nucléaire américain, le Japon n'avait dans un premier temps aucun coût de défense puisqu'il lui était interdit de disposer de forces armées.

En 1960, des manifestations de rue contre la révision du traité américano-japonais [appelées « manifestations contre l'Anpo »³¹]

31. Cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Manifestations_contre_l'Anpo

ont empêché le parti libéral-démocrate (PLD, qui était un parti au départ ni très libéral ni très démocrate³²) de réviser le traité de 1952, ainsi que de s'opposer davantage à la gauche, aux syndicats et au mouvement étudiant. Les manifestations ont obtenu gain de cause.

En outre, le Premier ministre, Kishi (1896, 1987), appartenant au PLD, qui avait été emprisonné après la guerre comme criminel de guerre présumé de classe A, a été contraint de démissionner. Ses successeurs ont abandonné l'idée de réviser la constitution [ce qui aurait permis au Japon de se réarmer] et ont aussi abandonné celle de contrer les syndicats dans les plans de croissance économique.



Figure VIII.2.15 : Manifestations monstres contre l'Anpo en 1960 devant le bâtiment de la Diète nationale japonaise, à Tokyo. Ces manifestations révélèrent que si le parti au pouvoir, le PLD, était très conservateur, et ayant gardé quelques aspects du Japon d'avant-guerre, la population était très en faveur du maintien du statut démilitarisé du Japon.

32. Le PLD a gouverné le Japon pendant presque tout l'après-guerre jusqu'à nos jours. Cf. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_liberal-democrate_\(Japon\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_liberal-democrate_(Japon)) (mettre les accents pour que le lien fonctionne).

La combinaison par les gouvernements japonais d'incitations publiques, d'importations de technologies, de modes de cooptation de la main-d'œuvre, d'améliorations de la productivité et de vastes marchés étrangers (grâce aux Américains) a conduit le PIB par habitant du Japon à passer de 16,2% de celui des États-Unis en 1960 à 105,8% en 1990. Ce fut une transformation remarquable.

Les liens étroits du Japon avec les États-Unis, sa proximité avec le monde communiste, ainsi que son économie et sa société avancées et stables, faisaient qu'il était naturel qu'il prenne finalement sa place dans le système de sécurité construit par les États-Unis en Asie et dans le Pacifique.

Les fondements de ce système étaient des traités avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines (devenues indépendantes en 1946). D'autres ont suivi avec le Pakistan et la Thaïlande. C'étaient les seuls alliés asiatiques des Américains autre que Taïwan.

L'Indonésie et (plus important encore) l'Inde sont restées à l'écart. Ces alliances reflétaient, en partie, les nouvelles conditions des relations internationales dans le Pacifique et en Asie après le retrait britannique de l'Inde.

Pendant encore quelque temps, il y aurait des forces britanniques à l'est de Suez, mais l'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient découvert pendant la Seconde Guerre mondiale que le Royaume-Uni ne pouvait pas les défendre et que les États-Unis le pouvaient.

La chute de Singapour en 1942 avait été décisive. Même si les forces britanniques avaient protégé les Malaisiens contre les Indonésiens dans les années 1950 et 1960, il était clair que la colonie de Hong Kong avait survécu seulement parce que cela convenait aux Chinois.

En revanche, il n'était pas question de régler les complexités du Pacifique d'après-guerre en alignant simplement les États dans les équipes de la guerre froide.

Le traité de paix avec le Japon lui-même a causé de grandes difficultés, car la politique américaine considérait le Japon comme une force anticommuniste potentielle tandis que d'autres – notamment en Australie et en Nouvelle-Zélande – se souvenaient de 1941 et craignaient une renaissance de la puissance japonaise.

Ainsi la politique américaine n'a pas été créée uniquement par l'idéologie. Néanmoins, elle a longtemps été induite en erreur par ce que l'on croyait être le désastre du succès communiste en Chine et par le patronage chinois des révolutionnaires jusqu'en Afrique et en Amérique du Sud.

Il y a certainement eu une transformation de la position internationale de la Chine et elle ira encore plus loin. Mais le fait crucial était la réémergence de la Chine en tant que puissance unifiée. En fin de compte, cela n'a pas renforcé le système bipolaire de la guerre froide, mais au contraire a commencé à le rendre dénué de sens.

Même si, au début, cela ne concernait que l'ancienne sphère chinoise, cela allait inévitablement entraîner un changement majeur dans les rapports de force relatifs ; le premier signe en a été observé en Corée, où les armées des Nations Unies ont été stoppées et où il a été jugé nécessaire d'envisager de bombarder la Chine.

Mais la montée en puissance de la Chine était une nouvelle donnée cruciale pour l'Union soviétique aussi. Après que la Chine eut été l'une des pièces maîtresses du système bipolaire, Moscou a dû, dans les années 1960, constamment regarder par-dessus son épaule pour voir ce que faisait son rival à Pékin.

La révolution chinoise a été à la fois le rejet et la confirmation de l'europanisation de l'Asie. La Chine était gouvernée par un parti communiste qui proclamait des idées toutes d'origine européenne. Mais ses confrontations publiques, d'abord avec les États-Unis, puis avec l'Union soviétique, en disaient long sur le rejet fébrile par la Chine de toute forme de domination occidentale. Et la société chinoise, bombardée par la propagande politique du PCC, a cherché de nouvelles formes d'organisation combinant des valeurs et des formes de pensée anciennes avec de nouvelles idées et perceptions.

La Chine, comme une grande partie de l'Asie, rompait avec un passé dominé par l'Europe, mais elle le faisait sous l'influence des emprunts à l'Occident lui-même, qu'il s'agisse du capitalisme industriel, de la participation politique, du nationalisme ou du marxisme.

Le Moyen-Orient s'affranchissait également de la fêrue européenne, mais d'une manière que très peu de gens avaient prédit une génération plus tôt. La survie d'Israël, l'avènement de la guerre froide et l'augmentation considérable de la demande de pétrole ont révolutionné la politique du Moyen-Orient après 1948.

Israël a concentré le ressentiment arabe plus fortement que la Grande-Bretagne ne l'avait jamais fait. Cela rendait le panarabisme plausible. Sur l'injustice de la saisie de ce qui était considéré comme des terres arabes, le sort des réfugiés palestiniens et les obligations des grandes puissances et des Nations Unies d'agir en leur nom, les masses arabes pouvaient ruminer amèrement et les dirigeants arabes ont pu se mettre d'accord. comme sur rien d'autre.

Néanmoins, après leur défaite dans la guerre israélo-arabe de 1948-1949, les États arabes ne furent plus disposés, pendant un certain temps, à engager ouvertement leurs propres forces. Un état de guerre formel a persisté, mais une série d'armistices avec Israël a établi des frontières de facto avec la Jordanie, la Syrie et l'Égypte qui ont duré jusqu'en 1967.

Il y a eu des incidents frontaliers continus au début des années 1950 et des raids ont été menés contre Israël depuis l'Égypte et la Syrie par des bandes de jeunes guérilleros recrutés dans les camps de réfugiés, mais l'immigration, le travail acharné et l'argent des États-Unis ont progressivement consolidé le nouvel Israël.

Une psychologie de siège a contribué à stabiliser la politique israélienne. Le prestige du parti qui avait fait exister le nouvel État n'était guère troublé pendant que les Juifs transformaient leur nouveau pays. En quelques années, ils purent faire des progrès considérables en mettant en culture des terres stériles et en créant de nouvelles industries. L'écart entre le revenu par habitant d'Israël et celui des États arabes les plus peuplés s'est progressivement creusé.

C'était là un autre irritant pour les Arabes. L'aide étrangère à leurs pays n'a rien produit de comparable au changement radical qu'a connu Israël [grâce à son travail acharné]³³.

L'Égypte, le plus peuplé d'entre eux, était confrontée à des problèmes particulièrement graves de pauvreté et de croissance démographique [c'est encore le cas 70 ans plus tard].

Alors que les États producteurs de pétrole bénéficièrent dans les années 1950 et 1960 d'une augmentation [phénoménale] de leurs revenus et du PIB par habitant, cela a souvent conduit à de nouvelles tensions et divisions au sein des États arabes.



Figure VIII.2.16 : Frontières d'Israël en 1949.

33. Ce contraste a contribué et contribue encore au XXIe siècle à ce que l'opinion occidentale considère les Arabes comme des gens arriérés, à la mentalité médiévale, et peu dignes d'estime.

Les contrastes se sont approfondis à la fois entre les différents États arabes et, au sein de chacun d'eux, entre les différentes classes.

La plupart des pays producteurs de pétrole étaient dirigés par de petites élites riches, parfois traditionalistes et conservatrices, parfois nationalistes et occidentalisées, généralement peu intéressées par les paysans pauvres et les habitants des bidonvilles de voisins plus peuplés.

Ce contraste a été exploité par un nouveau mouvement politique arabe fondé pendant la guerre, le parti Baas. Il tentait de synthétiser le marxisme et le panarabisme, mais les branches syrienne et irakienne du mouvement (c'est dans ces deux pays qu'il a toujours été le plus fort) s'étaient brouillées presque dès le début.

Le panarabisme avait trop de handicaps à surmonter, malgré la force fédératrice, née du sentiment anti-israélien et anti-occidental, poussant à une action unifiée.

Les royaumes hachémites³⁴, les cheikhs arabes et les États européens et urbanisés d'Afrique du Nord et du Levant avaient tous des intérêts très divergents et des traditions historiques très différentes.

Certains d'entre eux, comme l'Irak et la Jordanie, étaient des créations artificielles dont le découpage géographique et la structure socio-politique avaient été décidées par les puissances européennes après 1918. D'autres étaient des fossiles sociaux et politiques.

Même l'arabe était dans de nombreux endroits la langue commune uniquement à la mosquée (et tous les arabophones n'étaient pas musulmans).

Bien que l'islam ait été un lien entre de nombreux Arabes, il a longtemps semblé peu important ; en 1950, peu de musulmans en parlaient comme d'une foi militante et agressive.

Seul Israël a fourni un ennemi commun et donc une cause commune.

34. Ce sont les royaumes dirigés au départ par les descendants de Hussein ben Ali (c. 1853, 1931), voir page 1687.

En 1916, Hussein ben Ali (le chérif hachémite de La Mecque) prend la tête d'un mouvement d'indépendance panarabe contre l'Empire ottoman. Il s'allie aux Britanniques qui lui promettent la création d'un royaume arabe s'étendant de La Mecque jusqu'à Damas et Bagdad. Cependant, après la défaite de l'Empire ottoman, les Britanniques ne tiennent pas leurs promesses. Hussein ben Ali, fonde alors un royaume dans le Hedjaz, région de la péninsule arabique. Il en est chassé en 1925 par ibn Seoud chef de la secte des wahhabites qui est partisane d'un islam très rigoriste. Source : vikidia <https://fr.wikidia.org/wiki/Hachemites>.

Les espoirs ont été éveillés pour la première fois parmi les Arabes dans de nombreux pays par une révolution en Égypte, de laquelle est finalement sorti un jeune soldat, Gamal Abdel Nasser (1918, 1970).



Figure VIII.2.19 : Gamal Abdel Nasser (1918, 1970).

Pendant un certain temps, Nasser sembla capable à la fois d'unir le monde arabe contre Israël et d'ouvrir la voie au changement social. En 1954, il devint le chef de la junte militaire qui avait renversé la monarchie égyptienne deux ans auparavant³⁵.

Le sentiment nationaliste égyptien avait pendant des décennies entretenu comme principal objectif l'expulsion des Britanniques, toujours en garnison dans la zone du canal de Suez, et désormais accusés aussi pour leur rôle dans l'établissement d'Israël.

Le gouvernement britannique, pour sa part, fit de son mieux pour coopérer avec les dirigeants arabes en raison de ses craintes de l'influence soviétique dans une zone encore considérée comme cruciale pour les communications britanniques et l'approvisionnement en pétrole. Le Moyen-Orient (ironiquement, étant donné les motivations qui y avaient conduit les Britanniques en premier lieu) n'avait pas perdu sa fascination stratégique pour les Britanniques, même après leur retrait de l'Inde.

35. Le 23 juillet 1952, un comité « d'officiers libres » contestataires au sein duquel figurent deux futurs chefs de l'État égyptien, Gamal Abdel Nasser et Anouar el-Sadate (1918, 1981), renverse le gouvernement. Trois jours plus tard, le roi Farouk I (1920, 1965), qui régnait depuis 1936 – descendant direct de Méhémet Ali, mais playboy fade et décadent sous la coupe des Anglais – abdique et quitte le pays pour l'Italie où il mourra à 45 ans d'une indigestion.

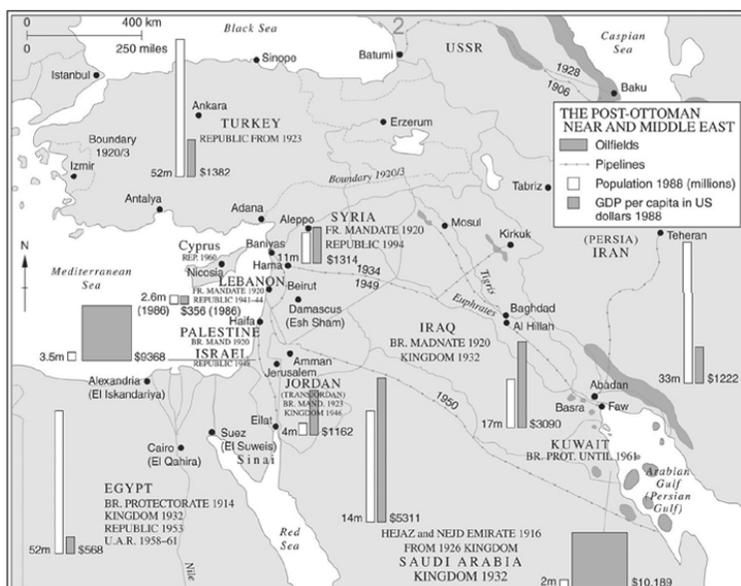


Figure VIII.2.20 : Moyen-Orient et Proche-Orient post-ottomans.

C'était également une époque de forts courants anti-occidentaux ailleurs dans le monde arabe. En 1951, le roi de Jordanie avait été assassiné. Pour survivre, son successeur³⁶ dut faire comprendre qu'il avait rompu les anciens liens privilégiés avec la Grande-Bretagne. Plus à l'ouest, les Français, qui avaient été contraints de reconnaître l'indépendance complète du Maroc et de la Tunisie peu après la guerre, furent confrontés en Algérie à des troubles qui, en 1954, se transformèrent en une rébellion nationale algérienne, qui allait bientôt se transformer en une guerre à grande échelle³⁷.

Aucun gouvernement français ne pouvait facilement abandonner un pays où se trouvaient plus d'un million de colons d'origine européenne.

36. Hussein ben Talal (1935, 1999), roi de Jordanie pendant plus de 46 ans du 11 août 1952 au 7 février 1999.

Le roi Hussein a su faire de la Jordanie un « îlot de stabilité ». Son règne exceptionnellement long durant la seconde moitié du xx^e siècle contraste avec l'instabilité que connaît le monde arabe au cours de cette période. Source : wikipedia.

37. Il y a avait déjà eu des manifestations pré-indépendantistes à Sétif en 1945 qui avaient été très violemment réprimées. https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacres_de_Setif,_Guelma_et_Kherrata

Par ailleurs, du pétrole venait d'être découvert au Sahara³⁸.

38. J'ai déjà signalé que mon oncle Daniel Cabannes (1922, 2015) a travaillé à Hassi Messaoud, dans le Sahara, au début de sa carrière dans les pétroles, dans les années 50.

Quand j'étais ado, avec des idées de centre gauche idéalistes, mon oncle, pour défendre l'exploitation par l'Occident du pétrole trouvé dans les territoires arabes, m'avait dit : « Est-ce que c'est parce qu'on a le cul assis sur du pétrole qu'il vous appartient ? » Il m'avait semblé entendre, dans cette question, l'opinion courante dans les couloirs du siège de la Compagnie Total à Paris près de la station de métro Michel-Ange-Molitor, et que reprenait à son compte mon oncle Daniel qui était un catholique pratiquant, conformiste, très anti-gaulliste. Il passait quinze jours tous les deux ans en Afrique pour aider les Noirs déshérités et habitait quant à lui un bel appartement avec jardin, rue des Saint-Pères dans le 7e arrondissement de Paris.



Figure VIII.2.21 : Villa les Glycines, Pâques 1958. De gauche à droite : Ma cousine Geneviève, moi, mon grand-père Jean Cabannes, ma grand-mère Marie Fabry-Cabannes, de dos mon frère trisomique Jean-Paul, et assis devant une machine à écrire mon oncle Daniel Cabannes, https://lapasserelle.com/images/fig_VIII_2_21_ori.png

Après l'école Polytechnique (promo 1941), il avait commencé sa carrière comme commissaire de la Marine embarqué (c'était en gros l'économiste du bateau comme son grand-père, Antoine Cabannes (1844, 1912), avait été économiste de lycée). Il était allé au Viêt-nam et en avait rapporté des souvenirs. Il avait beaucoup travaillé à apprendre le chinois, tenant de grands cahiers couverts de son écriture en chinois.

Après la Marine il était passé dans les pétroles. C'était une voie classique dans la Marine, consistant à passer chez un grand fournisseur.

Daniel était l'archétype du bourgeois aisé, social-démocrate de tendance conservatrice (il avait été clairement algérie-française), avec des idées chrétiennes, altruistes et bienveillantes (il ne manquait jamais la messe du dimanche à St Germain-des-près), mais une vision tellement stéréotypée du monde qu'on peut parler de mythe barthésien.

Parmi ses qualités, il m'a appris à ne jamais rentrer dans des polémiques.

Dans le contexte d'un monde arabe en pleine effervescence, la rhétorique de Nasser sur la réforme sociale et le nationalisme trouvait un écho auprès d'une large audience. Ses sentiments anti-israéliens ne faisaient aucun doute et il eut rapidement à son actif le succès d'un accord avec la Grande-Bretagne pour l'évacuation de la base de Suez. Les Américains, de plus en plus conscients de la menace soviétique au Moyen-Orient, le considérèrent pendant un temps avec faveur comme un anticolonialiste et un client potentiel.

Rapidement il les séduisit beaucoup moins. Les raids de guérilla contre Israël depuis le territoire égyptien, où se trouvaient les camps de réfugiés palestiniens les plus importants, irritaient Washington [où le lobby juif a toujours été très puissant³⁹]. En 1950, les Britanniques, les Français et les Américains avaient déjà déclaré qu'ils n'effectueraient que des livraisons limitées d'armes aux États du Moyen-Orient et uniquement dans des conditions permettant de maintenir un équilibre entre Israël et les Arabes.

Lorsque Nasser a conclu un accord d'armement avec la Tchécoslovaquie en 1955⁴⁰ pour assurer la sécurité de la récolte de coton et que l'Égypte a reconnu la Chine communiste, les opinions sur lui se sont durcies. En signe de mécontentement, une offre américaine et britannique de financer un projet de développement interne très apprécié, un barrage sur le haut Nil, a été retirée. En guise de riposte, Nasser a saisi les actifs de la société privée qui possédait et exploitait le canal de Suez, affirmant que ses bénéfices devaient financer le barrage. Cela toucha un nerf sensible britannique. Des instincts seulement à moitié disciplinés par le retrait impérial semblaient pour une fois cohérents à la fois avec l'anticommunisme et avec l'amitié envers les États arabes plus traditionnels, dont les dirigeants commençaient à considérer Nasser d'un mauvais œil comme un radical révolutionnaire.

Le Premier ministre britannique Anthony Eden (1897, 1977), lui aussi, était obsédé par une analogie fallacieuse, qui l'a amené à

39. Une inclination proarabe comme en avait manifesté par exemple de Gaulle, après la guerre des Six Jours, dans une conférence de presse en novembre 1967 – quand il avait déclaré : « Certains même redoutaient que les Juifs, jusqu'alors dispersés, et qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, une fois qu'ils seraient rassemblés dans les sites de son ancienne grandeur, n'en viennent à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles : "l'an prochain à Jérusalem". » – était impossible de la part d'un président américain.

40. https://www.lemonde.fr/archives/article/1955/09/29/le-colonel-nasser-annonce-que-la-tchecoslovaquie-fournira-des-armes-a-l-egypte_1949580_1819218.html

considérer Nasser comme un nouveau Hitler, qu'il fallait contrôler avant qu'il ne se lance dans une carrière d'agression réussie. Quant aux Français, ils étaient lésés par le soutien que Nasser fournissait à l'insurrection algérienne.

Les deux nations ont protesté officiellement auprès de l'ONU contre la saisie du canal et, en connivence avec Israël, ont commencé à planifier le renversement de Nasser.

En octobre 1956, les Israéliens envahirent soudainement l'Égypte pour détruire, annonçaient-ils, les bases à partir desquelles les guérilleros harcelaient leurs colonies. Les gouvernements britannique et français ont immédiatement déclaré que la liberté de circulation à travers le canal était en danger. Ils ont appelé à un cessez-le-feu. Lorsque Nasser a rejeté cette proposition, ils ont lancé d'abord une attaque aérienne [avec parachutistes], puis un assaut maritime contre l'Égypte. La collusion avec Israël a été niée, mais ce déni était absurde. C'était un mensonge et, pire encore, invraisemblable dès le début. Bientôt, les Américains furent réellement alarmés ; ils craignaient que l'URSS ne tire un avantage de ce renouveau de l'impérialisme et ils utilisèrent la pression financière pour forcer la Grande-Bretagne à accepter un cessez-le-feu négocié par les Nations Unies. L'aventure anglo-française s'effondra dans l'humiliation.



Figure VIII.2.22 : 1956 : Attaque anglo-française en Égypte pour tenter d'empêcher la nationalisation du canal de Suez (échec car les Américains interdirent sa réussite). Et écrasement à Budapest de la révolte des Hongrois pour plus de liberté par les chars soviétiques (réussite)⁴¹.

L'affaire de Suez ressemblait à un désastre (et fut un désastre) anglo-français, mais à long terme, sa principale importance fut psychologique. Ce sont les Britanniques qui ont le plus souffert ; cela

41. J'étais à Budapest 14 ans plus tard, pour les Olympiades de mathématiques, et l'on voyait encore les traces de l'écrasement de l'insurrection sur les murs de la ville.

leur a coûté la bonne volonté de beaucoup de partenaires, en particulier au sein du Commonwealth, et a amoindri la confiance dans la sincérité de leur retrait de l'empire. Cela a confirmé la haine des Arabes envers Israël ; le soupçon qu'elle était indissolublement liée à l'Occident les rendait encore plus réceptifs aux flatteries soviétiques. Le prestige de Nasser s'est encore accru. Certains étaient également amers du fait que Suez avait, à un moment crucial, détourné l'Occident de l'Europe de l'Est (où une révolution en Hongrie contre son gouvernement satellite soviétique avait été écrasée par l'armée soviétique alors que les Occidentaux se disputaient).

Néanmoins, les affaires au Moyen-Orient sont restées, pour l'essentiel, comme elles étaient avec la crise, aussi puissant le coup de fouet au panarabisme fût-il. Suez n'a modifié ni l'équilibre de la guerre froide, ni celui du Moyen-Orient.

En 1958, les sympathisants du Baas tentèrent d'unir la Syrie et l'Égypte dans une République arabe unie (RAU) qui porta brièvement ses fruits en 1961. Le gouvernement pro-occidental du Liban fut renversé et la monarchie irakienne balayée par la révolution cette année-là aussi. Ces faits ont encouragé les panarabistes, mais les divergences entre les pays arabes ont vite resurgi. Le monde a observé avec curiosité le moment où les forces américaines ont été appelées au Liban et les forces britanniques en Jordanie pour aider à maintenir leurs gouvernements contre les forces pro-Nasser. Pendant ce temps, les combats se sont poursuivis sporadiquement à la frontière entre Israël et la Syrie, même si les guérilleros ont été un temps tenus en échec.



Figure VIII.2.23 : Plateau du Golan entre Israël et la Syrie. Le Golan appartient à la Syrie, mais a été envahi par Israël en 1967, lors de la guerre des Six Jours contre l'Égypte.

[Israël revendique désormais le Golan pour sa sécurité. L'ONU ne reconnaît pas cette annexion. Mais le président Trump (né en 1946) a déclaré en 2019 que les États-Unis reconnaissent le Golan comme territoire israélien ⁴².]

Cependant, de l'affaire de Suez en 1956 jusqu'à l'année 1967, le développement le plus important dans le monde arabe n'a pas eu lieu là-bas, mais en Algérie. L'intransigeance des « pieds noirs » (les colons français) et la désillusion de nombreux militaires qui sentaient que rétablir l'ordre en Algérie française face à un mouvement indépendantiste était mission impossible, ont failli provoquer un coup d'État en France même en 1958.

Le gouvernement du général de Gaulle ouvrit néanmoins des négociations secrètes avec les rebelles algériens et en juillet 1962, après un référendum, la France accorda formellement l'indépendance à une nouvelle Algérie.

Un million de pieds noirs en colère [qui pensaient que la métropole les protégerait eux et leurs possessions souvent établies en 1870 ou même avant] ont émigré en France. Cela envenima la politique française ⁴³.

Ironiquement, moins de vingt ans plus tard, la France bénéficiait de la main-d'œuvre de plus d'un million de travailleurs immigrés algériens, dont les envois de fonds vers l'Algérie étaient essentiels à l'économie algérienne ⁴⁴.

Alors que la Libye était sortie de la tutelle des Nations Unies pour devenir indépendante en 1951, toute la côte nord-africaine, à l'extérieur des minuscules enclaves espagnoles [de Ceuta et Mellila], était désormais libérée de la suprématie européenne, voir carte fig. VIII.2.18 page 1913.

Néanmoins, les influences extérieures continuaient de perturber l'histoire des pays arabes, comme elles l'avaient fait depuis les conquêtes ottomanes [et même arabes] des siècles auparavant, même si elles le faisaient désormais indirectement, par le biais de l'aide et

42. <https://www.everycrsreport.com/reports/IN11081.html>

43. Il y avait en France un nombre important de gens qui étaient en faveur de l'Algérie française. Ils se sentirent floués par de Gaulle qui avait déclaré en 1958 aux pieds noirs à Alger « Je vous ai compris », alors que rétrospectivement il était vraisemblable qu'il avait déjà décidé que la seule issue était l'indépendance algérienne. De Gaulle fut la cible d'un attentat manqué au Petit-Clamart en août 1962, après la signature des accords d'Évian au mois de mars précédent.

44. Noter que du travail par des immigrés qui envoient une partie de l'argent gagné en France à leurs familles restées au bled est équivalent à des importations de services dans la balance des paiements française.

de la diplomatie. Les États-Unis et les Soviétiques, après la décolonisation de l'Afrique du Nord, cherchaient à se faire des amis des différents pays formellement indépendants.

Les États-Unis étaient désavantagés : aucun président américain ni aucun Congrès ne pouvait sérieusement faire pression sur Israël pour qu'il conclue la paix. Les perceptions du public américain quant au sort du peuple juif et à l'influence des communautés juives dans ce pays étaient trop grandes pour être surmontées, même si le président Eisenhower avait eu le courage de les affronter au sujet de Suez, et ce en année électorale. Les politiques égyptienne et syrienne ont continué à paraître anti-américaines et à s'avérer irritantes. L'URSS, en revanche, avait abandonné son soutien initial à Israël dès que celui-ci avait cessé d'être une arme utile pour embarrasser les Britanniques. La politique soviétique adopta désormais une ligne résolument proarabe et attisa assidûment le ressentiment arabe face aux survivances de l'impérialisme britannique au Moyen-Orient, en Égypte et ailleurs [Soudan, par exemple]. À la fin des années 1960, les Soviétiques ont également gagné un petit bonus d'approbation arabe en harcelant leurs propres dissidents juifs.

Pendant ce temps, le contexte des problèmes du Moyen-Orient évoluait lentement. Dans les années 1950, deux développements importants ont eu lieu concernant le pétrole. Le taux de découverte [de nouveaux gisements] augmenta beaucoup par rapport à ce qu'il avait été jusqu'alors, en particulier sur la rive sud du golfe Persique, dans les petits États dirigés par des cheikhs alors encore sous influence britannique et en Arabie séoudite. La seconde a été une énorme accélération de la consommation d'énergie dans les pays occidentaux, notamment aux États-Unis.

Les principaux bénéficiaires du boom pétrolier ont été l'Arabie séoudite, la Libye, et le Koweït [une vraie éponge gorgée de pétrole]. Loin derrière venaient l'Iran et l'Irak, les principaux producteurs jusqu'alors. Cela a eu deux conséquences importantes. Les pays dépendants du pétrole du Moyen-Orient – les États-Unis⁴⁵, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest et, bientôt, le Japon – ont dû accorder davantage de poids aux opinions arabes dans leur diplomatie. Cela signifiait également de grands changements dans la richesse relative et la position des États arabes. Aucun des trois principaux producteurs de pétrole n'était fortement peuplé ni traditionnellement très important dans les affaires internationales.

45. Même si les États-Unis avaient eux-mêmes beaucoup de pétrole dans le golfe du Mexique, voir carte ci-contre :

La portée de ces changements n'était pas encore très visible lors de la dernière crise du Moyen-Orient des années 1960, qui a commencé lorsqu'une faction beaucoup plus extrémiste a pris le pouvoir en Syrie en 1966 et a obtenu le soutien soviétique pour ses objectifs.

Le roi de Jordanie reçut des menaces s'il ne soutenait pas la guérilla palestinienne (organisée depuis 1964 sous le nom d'Organisation de libération de la Palestine, ou OLP). Les forces jordaniennes ont donc commencé à se préparer à se joindre à une attaque contre Israël avec l'Égypte et la Syrie.

Mais en 1967, provoqués par une tentative de blocus de leur port [d'Eilat] sur la mer Rouge, les Israéliens frappèrent les premiers. Au cours d'une brillante campagne, ils détruisirent l'aviation et l'armée de terre égyptiennes dans le Sinaï et repoussèrent les Jordaniens, conquérant en six jours de nouvelles frontières sur le canal de Suez, le plateau du Golan (voir fig. VIII.2.23 page 1920) et le Jourdain.

Du point de vue de la défense d'Israël, ces nouvelles frontières étaient bien plus sûres que les anciennes et les Israéliens ont annoncé qu'ils les conserveraient.

Ce n'était pas tout. À la suite de la défaite égyptienne, particulièrement humiliante, durant la guerre des Six Jours, Nasser – qui avait été le premier leader plausible du panarabisme – avait perdu son prestige dans le monde arabe.

Nasser restait visiblement dépendant de la puissance soviétique (une escadre navale soviétique arriva à Alexandrie tandis que l'avant-

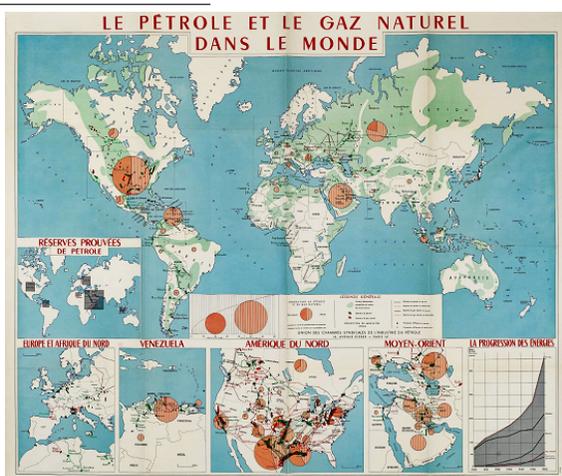


Figure VIII.2.24 : Production de pétrole et de gaz par région du monde, en 1962.

garde israélienne atteignait le canal de Suez) et des subventions des États pétroliers. Les Russes comme les États arabes riches exigèrent de lui plus de prudence, ce qui signifiait par voie de conséquence des difficultés entre Nasser et les dirigeants radicaux des masses arabes.

Cependant, la guerre des Six Jours de 1967 ne résolut rien. Il y eut de nouvelles vagues de réfugiés palestiniens ; en 1973, environ 1 400 000 Palestiniens étaient dispersés dans les pays arabes, tandis qu'un nombre similaire restait en Israël et dans les territoires occupés par Israël. Lorsque les Israéliens commencèrent à implanter des colonies dans le cadre de leurs conquêtes nouvellement acquises [ce qu'on appelle « les colonies dans les territoires occupés »], le ressentiment éprouvé par les Arabes s'exacerba.

Même si le temps, le pétrole et le taux de natalité semblaient jouer en faveur des Arabes, pour le reste ce n'était pas clair. Aux Nations Unies, un « Groupe des 77 » pays soi-disant non alignés a obtenu la suspension d'Israël (ainsi que de l'Afrique du Sud) de certaines organisations internationales, existant sous l'égide de l'ONU, et, peut-être plus important encore, une résolution unanime condamnant l'annexion israélienne de la ville de Jérusalem. Une autre a appelé au retrait d'Israël des territoires arabes occupés en échange de la reconnaissance d'Israël par ses voisins.

Pendant ce temps, l'OLP s'est tournée vers le terrorisme en dehors des territoires contestés pour promouvoir sa cause. Comme les sionistes des années 1890, ils avaient décidé que le mythe occidental de la nationalité était la réponse à leur sort malheureux : un nouvel État devait être l'expression de leur identité nationale. Et comme les militants juifs des années 1940, pour promouvoir leur cause ils choisirent comme armes le terrorisme – l'assassinat et le meurtre aveugle⁴⁶.

Il était clair que cela aboutirait à une nouvelle guerre israélo-arabe. Par conséquent le danger devint réel qu'en raison de l'identification des intérêts américains et soviétiques avec des camps opposés, une guerre mondiale puisse soudainement éclater à partir d'un conflit local, comme cela avait été le cas en 1914.

Le danger est devenu palpable lorsque l'Égypte et la Syrie ont attaqué Israël le jour saint juif de Yom Kippour en octobre 1973. Les Israéliens ont été pour la première fois confrontés à la possibilité d'une défaite militaire face aux forces armées de leurs adversaires beaucoup améliorées par les matériels et l'assistance soviétiques.

46. En 1972, aux Jeux olympiques de Munich, l'organisation arabe Septembre noir commit un attentat qui fit 17 morts, dont 11 athlètes israéliens.

Les Égyptiens avancèrent dans le Sinaï et leurs adversaires eurent de grandes difficultés à les repousser. Mais le 20 octobre, les forces israéliennes avaient avancé à moins de 100 kilomètres du Caire et à moins de 40 kilomètres de la capitale syrienne Damas.

Une fois de plus, les Israéliens ont gagné, mais seulement après que les Soviétiques eurent envoyé des armes nucléaires en Égypte et les Américains mis leurs forces en alerte dans le monde entier. Ce sombre contexte, tout comme la possibilité évidente que les Israéliens eux-mêmes disposaient d'armes nucléaires qu'ils seraient prêts à utiliser dans une situation ultime, n'était pas pleinement perceptible pour le public de l'époque⁴⁷.

Mais ce n'est pas la seule façon dont la crise a transcendé la région. Les problèmes de succession ottomane laissés en 1919, dont l'émergence d'Israël n'était qu'une partie, avaient été en outre empoisonnés successivement par les politiques de l'entre-deux-guerres de la Grande-Bretagne et de la France, puis par la Guerre froide.

Il devenait désormais évident qu'un changement bien plus fondamental s'était produit dans le rôle du Moyen-Orient dans le monde. En 1945, le Venezuela était le plus grand exportateur mondial de pétrole ; vingt ans plus tard, ce n'était plus le cas et la plupart des économies développées dépendaient pour une grande partie de leur pétrole du Moyen-Orient.

Dans les années 1950 et pendant la majeure partie des années 1960, les Britanniques et les Américains pouvaient compter sur un approvisionnement bon marché et assuré en provenance du Moyen-Orient et de Perse. Ils avaient géré ce qui semblait autrefois être une menace possible pour leur accès au pétrole iranien en 1953 en renversant un gouvernement nationaliste iranien⁴⁸, avaient exercé une influence de contrôle informelle en Irak jusqu'en 1963 (quand un régime Baas y a pris le pouvoir) et n'avaient eu aucune difficulté à conserver la bonne volonté saoudienne.

Mais la guerre du Kippour a mis fin à cette époque [de diplomatie relativement aisée]. Menés par l'Arabie séoudite, les États arabes ont annoncé qu'ils allaient réduire leurs livraisons de pétrole à l'Europe, au Japon et aux États-Unis.

47. Il est vrai que dans les années 70-80 j'avais compris comme on était passé près d'une guerre atomique en 1962, mais pas comme on était passé près d'une telle guerre aussi 11 ans plus tard.

48. Il s'agit du renversement du premier ministre Mossadegh (1882, 1967) pour mettre à la place le chah d'Iran, Reza Pahlavi (1919, 1980), qui serait lui-même chassé 26 ans plus tard par la révolution fondamentaliste iranienne de l'imam Khomeini (1902, 1989).

Israël dut faire face à la possibilité effrayante qu'il ne puisse pas toujours compter sur le soutien diplomatique qu'il avait toujours trouvé en dehors de la région. Il ne pourrait peut-être pas continuer à compter indéfiniment sur le sentiment de culpabilité occidentale à l'égard de l'Holocauste, sur la sympathie et l'admiration pour un État progressiste dans une région arriérée et sur l'influence des communautés juives aux États-Unis.

Ce n'était pas le bon moment pour les États-Unis et leurs alliés d'afficher leur soutien indéfectible à Israël [même s'il resta essentiellement acquis à Israël à travers la période de fortes turbulences qui s'annonçait à partir de la fin 73].

En 1974, avec 138 États membres des Nations Unies, il y eut pour la première fois des majorités à l'Assemblée générale contre la position des puissances occidentales (sur les questions liées à Israël et à l'Afrique du Sud). Même si pour le moment les Nations Unies acceptèrent d'envoyer une force dans le Sinaï [les « casques bleus » de l'ONU] pour séparer les Israéliens et les Égyptiens, aucun des problèmes fondamentaux de la région n'a été résolu.

L'impact de la « diplomatie du pétrole » [qu'on peut aussi appeler le chantage au pétrole] s'est toutefois étendu bien au-delà de la région. À la suite de la décision de l'OPEP de monter ses prix, les prix mondiaux du pétrole ont explosé.

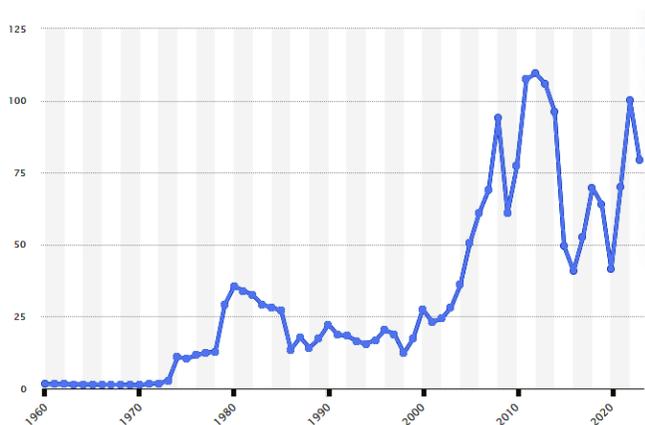


Figure VIII.2.25 : Évolution du prix du pétrole (dollar par baril). Avant l'explosion de fin 1973, le prix du baril de pétrole de référence fluctuait aux alentours de 2 dollars.

Du jour au lendemain, fin 1973, le prix du pétrole des pays de l'OPEP⁴⁹ a été multiplié par 3 ou 4. Les problèmes économiques qui s'étaient développés depuis la fin des années 1960 sont devenus aigus. Partout, la dépendance à l'égard des importations pétrolières a causé des ravages engendrant des problèmes de balance des paiements.

Les États-Unis, plongés dans ce qui était devenu un borbier indochinois, furent durement ébranlés. Le Japon et l'Europe semblaient être confrontés à des récessions à grande échelle. On commençait à penser qu'une crise semblable à celle des années 1930 était peut-être en gestation. Quoi qu'il en soit, l'âge d'or de la croissance économique assurée semblait révolu. Entre-temps, ce sont les pays importateurs de pétrole les plus pauvres qui ont le plus souffert de la crise pétrolière. Beaucoup d'entre eux furent bientôt confrontés à une inflation des prix galopante et certains à un quasi-assèchement des revenus dont ils avaient besoin pour payer les intérêts de leurs lourdes dettes envers leurs créanciers étrangers⁵⁰.

L'impact de la hausse des prix du pétrole a été considérable dans une grande partie de l'Afrique. Dans les années 1950 et au début des années 1960, la décolonisation dans ce continent a été d'une rapidité surprenante. C'était exaltant, mais a laissé derrière elle de nouveaux États fragiles, notamment au sud du Sahara.

La France, la Belgique et la Grande-Bretagne étaient les principales puissances impériales concernées par ce qui était *dans l'ensemble* un processus peut-être étonnamment pacifique. L'Italie avait perdu ses derniers territoires africains en 1943. Ce n'est qu'en Algérie et dans les colonies portugaises que beaucoup de sang a coulé

49. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a été créée le 14 septembre 1960, lors de la Conférence de Bagdad, principalement à l'initiative du chah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi, dans le but de négocier avec les sociétés pétrolières, en représentant conjointement tous les membres de l'OPEP, tous les accords relatifs à la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concession.

50. Dont la Banque Mondiale à cause d'un mécanisme pernicieux, qui fut une conséquence de la décision de l'OPEP de 1973 :

1. les pays de l'OPEP devinrent très riches ;
2. ils placèrent leur argent sur les marchés financiers occidentaux ;
3. il devint facile pour la Banque Mondiale de prêter des sommes importantes ;
4. les pays pauvres empruntèrent souvent pour des projets qui s'avèrent non rentables (voire des « éléphants blancs ») ;
5. ils rencontrèrent des problèmes terribles pour rembourser la BM.

au cours du processus de libération. Les Portugais ont finalement lâché prise après leur révolution intérieure de 1974. Ainsi les Ibères qui avaient mené l'aventure européenne de domination d'outre-mer furent presque les derniers à l'abandonner.

Il y a eu toutefois, il est vrai, beaucoup d'effusion de sang – *dans les pays nouvellement indépendants* – après la déconstruction des empires occidentaux, lorsque les Africains se sont mis à diriger eux-mêmes leurs affaires. Mais les problèmes, pour les Français et les Britanniques, ont eu tendance à survenir seulement là où il y avait d'importantes communautés de colons blancs à prendre en compte. Ailleurs, les hommes politiques français et britanniques se sont montrés soucieux de conserver leur influence, s'ils le pouvaient, en manifestant un intérêt bienveillant envers leurs anciens sujets⁵¹.

Le résultat fut une Afrique qui doit sa forme actuelle en grande partie aux décisions des Européens du XIXe siècle (tout comme le Moyen-Orient doit son cadre politique aux Européens du XXe siècle). Les nouvelles « nations » africaines étaient généralement définies par les frontières des anciennes colonies et ces frontières se sont révélées remarquablement durables. Elles renfermaient souvent des peuples de langues, de souches et de coutumes variées à l'intérieur d'un même pays, à qui les administrations coloniales n'avaient apporté guère plus qu'une unité formelle.

Comme l'Afrique ne disposait pas, contrairement à l'Asie, de l'influence unificatrice des grandes civilisations indigènes pour compenser la fragmentation coloniale du continent, le retrait impérial a été suivi de sa balkanisation. La doctrine du nationalisme qui séduisit les élites africaines occidentalises (le Sénégal, pays musulman, avait un président⁵² qui écrivait de la poésie en français et était un expert de Goethe) confirmait la fragmentation d'un continent, ignorant souvent des réalités importantes que le colonialisme avait contenues ou manipulées. La rhétorique nationaliste parfois véhémement des nouveaux dirigeants était souvent une réponse aux dangers des forces centrifuges.

51. Roberts commence par une présentation angélique et naïve du processus de décolonisation africain (plus loin il devient plus réaliste). En ce qui concerne la France, par exemple – sauf en Algérie qui est restée un problème difficile à part – on a remplacé dans nos anciennes colonies les gouverneurs par des roitelets ou des potentats locaux maintenant de bonnes relations avec la France, dans le cadre de ce qui est devenu la Françafrique (cf. le dvd présenté dans les suggestions de lecture et de visionnage).

En 2023, la France rencontre encore des problèmes avec ses anciennes colonies africaines, notamment le Niger et le Gabon qui veulent passer dans la sphère d'influence russe ou chinoise.

52. Léopold Sédar Senghor (1906, 2001), homme d'État français puis sénégalais, poète, écrivain et premier président de la République du Sénégal.

Les Africains de l'Ouest ont compulsé les archives historiques des anciens empires du Mali et du Ghana, et les Africains de l'Est ont médité sur le passé qui pourrait être caché dans des reliques, telles que les ruines du Zimbabwe, afin de forger des mythologies nationales comme celles des premiers bâtisseurs de nations en Europe. Le nationalisme était autant le produit de la décolonisation en Afrique noire que sa cause.

Les nouvelles divisions internes ne constituaient pas le seul ni le pire problème de l'Afrique. Malgré l'énorme potentiel du continent, les bases économiques et sociales d'un avenir prospère étaient fragiles. Une fois de plus, l'héritage impérial était primordial.

Les régimes coloniaux en Afrique ont laissé derrière eux des infrastructures culturelles et économiques plus faibles qu'en Asie. Les taux d'alphabétisation étaient faibles et les cadres éduqués pour être des administrateurs et des experts techniques étaient peu nombreux⁵³. Les importantes ressources économiques de l'Afrique (en particulier les minerais) nécessitaient pour leur exploitation des compétences, des capitaux et des moyens de commercialisation, qui ne pourraient, dans un avenir proche, venir que du monde extérieur (et l'Afrique du Sud de l'apartheid était considérée comme « extérieure » par la plupart des politiciens noirs).

En outre, certaines économies africaines avaient récemment subi des perturbations et des modifications particulières en raison des besoins et des intérêts européens. Pendant la guerre de 1939-1945, l'agriculture de certaines colonies britanniques s'était orientée vers des cultures commerciales [i.e. destinées à rapporter du cash, par opposition aux cultures vivrières] à grande échelle destinées à l'exportation. Que cela fût ou non dans l'intérêt à long terme des paysans qui cultivaient et élevaient auparavant uniquement pour leur propre consommation est discutable, mais ce qui est certain, c'est que les conséquences immédiates furent rapides et profondes. L'une d'elles fut un afflux d'argent liquide pour payer les produits dont les Britanniques et les Américains avaient besoin.

Cela a entraîné des salaires plus élevés, mais la généralisation d'une économie monétaire a souvent eu des effets locaux perturbateurs. Une croissance urbaine et un développement régional inattendus ont eu lieu⁵⁴. La corruption s'est aussi accrue.

53. L'un de mes amis français a été n°2 de l'électricité de Côte d'Ivoire. Il avait un patron ivoirien qui ne connaissait pas grand chose à l'électricité, mais avait une ferme, et demandait parfois à mon ami d'acheter des zébus.

54. Quand on modifie les structures et les échanges au sein d'une communauté, elle évolue de manière complexe et souvent inattendue. C'est de la planification et de l'« urbanisme » (suite au bas de la page suivante).

De nombreux pays africains étaient ainsi liés à des modèles de développement qui allaient bientôt montrer leurs vulnérabilités et leurs limites dans le monde d'après-guerre.

Même les intentions bienveillantes d'un programme comme le British Colonial Development and Welfare Fund, ou de nombreux programmes d'aide internationale, ont objectivement contribué à enchaîner les producteurs africains à un marché mondial auquel ils n'étaient pas prêts à accéder en tant qu'acteurs indépendants.

Ces handicaps étaient d'autant plus grands qu'ils étaient souvent aggravés par une politique économique mal inspirée [pour ne pas dire incompétente, ou alors kleptocratique] après l'indépendance.

Les efforts d'industrialisation en augmentant les échanges avec l'étranger [importation d'équipements industriels et aussi de nourriture, et exportation d'un ou deux produits de base, dans lequel le pays se spécialisait, pour financer les importations] ont souvent eu des conséquences agraires désastreuses⁵⁵.

D'une part les producteurs locaux de nourriture pour la consommation locale devenaient trop chers par rapport aux importations⁵⁶. D'autre part, les prix mondiaux des cultures pour exportation étaient souvent trop bas pour permettre aux agriculteurs locaux de vivre.

Presque toujours, les agriculteurs étaient sacrifiés en faveur des citoyens et les bas prix ne les incitaient pas à augmenter leur production.

Étant donné que la population des anciens empires coloniaux africains avait commencé à augmenter dans les années 1930 et que

L'« urbanisme » est une plaie du monde moderne (cf. les livres de Jane Jacobs). Par exemple, on crée des « grands ensembles » pour loger beaucoup de monde, et le résultat est des ghettos où la police ne peut plus aller.

Noter que transformer la culture vivrière d'un pays en machine à cash est équivalent à transformer un pays en usine au profit de ses propriétaires.

55. On ne s'insère pas rapidement dans une économie mondiale d'échanges internationaux sans profonds bouleversements internes, et pas toujours pour le meilleur. C'est pour ça que je pense qu'une capacité d'autarcie est toujours bonne, et qu'il faut gérer ses échanges internationaux avec lucidité. Les pays comme le Japon, la Corée du Sud, et Taïwan l'ont fait beaucoup mieux que les pays africains.

L'économie d'un pays a beaucoup de points communs avec celle d'une famille. Les enfants doivent faire leur lit eux-même plutôt que de faire appel aux services d'une femme de ménage, même si une femme de ménage « est moins cher ». Cf. https://lapasserelle.com/billets/greek_crisis.html et mes cours et papiers financiers et monétaires.

56. Comme, quand on trouvait des oignons de Nouvelle-Zélande au Casino de Saint-Cyr moins cher que ceux de la vallée de Saint-Côme à 1 kilomètre.

cette croissance était encore plus rapide après 1960, le mécontentement était inévitable alors que la déception face à la réalité de la « liberté » vis-à-vis des puissances coloniales s'installait.

Néanmoins, malgré ses difficultés, le processus de décolonisation en Afrique noire s'est poursuivi sans interruption.

En 1945, les seuls pays véritablement indépendants d'Afrique étaient l'Éthiopie (qui avait elle-même été brièvement sous domination coloniale italienne de 1935 à 1943) et le Libéria, bien qu'en réalité et en droit, l'Union sud-africaine fût un dominion autonome du Commonwealth britannique et n'est donc que formellement exclue de cette catégorie des pays indépendants. Un statut légèrement plus vague masquait également la quasi-indépendance pratique de la colonie britannique de Rhodésie du Sud.

En 1961, lorsque l'Afrique du Sud est devenue une république totalement indépendante et a quitté le Commonwealth, vingt-trois nouveaux États africains avaient déjà vu le jour dans les années 50 et surtout en 1960. Ils sont désormais plus d'une cinquantaine.

En 1957, le Ghana a été la première nouvelle nation anciennement coloniale à émerger en Afrique subsaharienne⁵⁷. À mesure que les Africains se sont débarrassés du colonialisme, leurs problèmes ont rapidement fait surface. Au cours des cinquante-cinq années suivantes, vingt-cinq guerres majeures ou guerres civiles allaient éclater en Afrique et trente chefs d'État ou premiers ministres seraient assassinés. Il y a eu des conflits particulièrement graves. Dans l'ancien Congo belge, une tentative de sécession de la région riche en minéraux du Katanga a provoqué une guerre civile à laquelle les influences rivales soviétiques et américaines se sont rapidement mêlées, tandis que les Nations Unies s'efforçaient de rétablir la paix⁵⁸.

57. Son premier président a été Kwame Nkrumah (1909, 1972), voir photo à la conférence de Bandung, fig. VIII.2.6 page 1886.

58. La décolonisation a conduit à l'assassinat de nombreux leaders à la pensée révolutionnaire – au sens de la Révolution française (dont les marxistes se réclament) – par des forces conservatrices soit locales (mues par d'autres intérêts que la liberté du peuple), soit carrément encore coloniales.

Parmi ces leaders indépendantistes, devenus des symboles historiques, citons Patrice Lumumba (1925, 1961), leader indépendantiste dans le Congo belge; Sylvanus Olympio (1902, 1963), président du Togo; et Félix-Roland Moumié (1925, 1960), figure de l'indépendantisme camerounais.

Le secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld (1905, 1961), paya aussi de sa vie, dans un « accident » d'avion, l'orientation résolument en faveur de la décolonisation du Tiers Monde de l'ONU.

Puis, à la fin des années 1960, survint un épisode encore plus douloureux : une guerre civile au Nigeria [dans la région du Biafra], jusqu'alors l'un des nouveaux États africains les plus stables et les plus prometteurs. Cela a également incité les non-Africains à se mêler au bain de sang (une des raisons était que le Nigeria avait rejoint les rangs des producteurs de pétrole). Dans d'autres pays, des luttes moins sanglantes mais néanmoins acharnées entre factions, régions et tribus ont troublé les petites élites politiques occidentalisées et les ont encouragées à abandonner les principes démocratiques et libéraux dont on parlait tant à l'époque grisante où le système colonial était en cours de démantèlement.

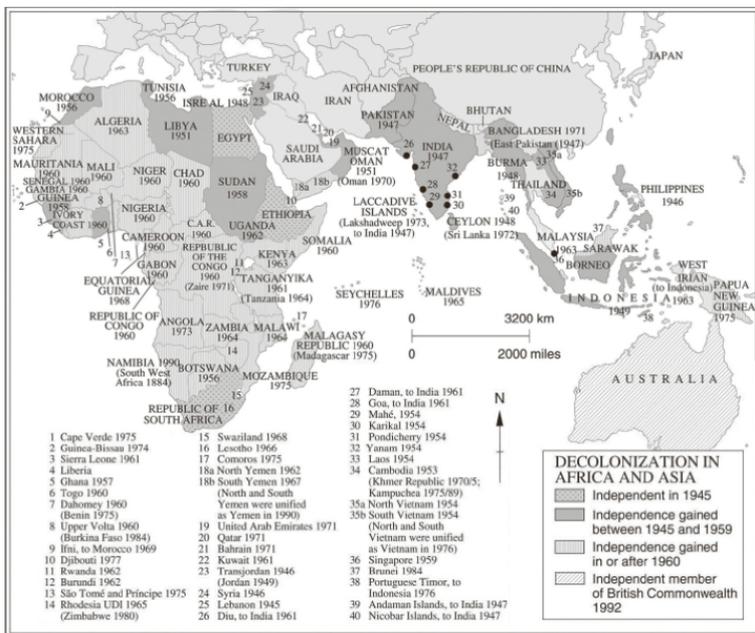


Figure VIII.2.26 : Décolonisation de l'Afrique et de l'Asie.

Les guerres survenues à la fin de la guerre froide – qu'elles soient directement liées à la décolonisation ou bien prenant place dans le cadre plus général de l'affrontement monde libre vs monde communiste – ont été particulièrement dévastatrices pour l'Afrique.

Les guerres en particulier contre l'Afrique du Sud de l'apartheid et ses partisans ont créé beaucoup de misère humaine, tout comme

les guerres civiles fomentées par les Sud-Africains dans les pays voisins.

La guerre civile rwandaise de 1990 à 1993, au cours de laquelle les démagogues se sont inspirés des conflits ethniques passés pour inciter au génocide contre la population tutsie, a entraîné la mort d'au moins un demi-million de personnes, soit près de 20% de la population.

Au Zaïre (anciennement Congo belge), qui avait été la « propriété personnelle » du roi des Belges Léopold II (1835, 1909), pendant les trente-deux années de règne du dictateur Mobutu (1930, 1997) soutenu par l'Occident, la guerre civile avec participation étrangère à la fin des années 1990 s'est rapidement transformée en la guerre la plus dévastatrice que le continent ait jamais connue, avec au moins 5 millions de morts.

*La fin du colonialisme n'a pas signifié la fin des souffrances de l'Afrique*⁵⁹.

59. Le colonialisme européen en Afrique a officiellement pris fin dans les années 50 et au début des années 60. Mais il a été remplacé par une exploitation sous une forme différente, « néocoloniale », du continent par ces mêmes européens – au premier chef les Français, « chargés » par les Américains de protéger l'Afrique contre le communisme en échange de fermer les yeux sur ce que la France y faisait.

Depuis les années 2000 et la montée du terrorisme islamique contre l'Occident – pour une part la conséquence de l'exploitation pétrolière des pays arabes par l'Occident, avec maintien de régimes pro-occidentaux qui n'ont pas le soutien des populations (Maroc, Égypte, Arabie saoudite, etc.) – le système africain post-colonial mis en place entre 1960 et 2000 touche lui aussi à sa fin.

La destruction des deux tours du World Trade Center à New York, le 11 septembre 2001, est une illustration particulièrement frappante et symbolique, mais pas unique, de cette montée du terrorisme islamique contre l'Occident (et aussi, malgré toute sa technologie, de la faiblesse du renseignement américain !).

La France rencontre des difficultés avec ses ex-colonies devenues des sortes de « dominions français », en Haute-Volta, au Mali, en Centrafrique, au Gabon, au Niger, etc. En 2023, après une révolution de palais, les nouvelles autorités ont exigé le départ du Niger de tous les militaires français et de l'ambassadeur.

La situation est d'autant plus compliquée, que la suite n'est pas enfin une vraie décolonisation, mais la mainmise sur l'Afrique par les Russes [toujours cherchant depuis un siècle à déstabiliser l'Occident de toutes les façons possibles] et surtout par les Chinois. Ces derniers négocient des contrats à long terme de fourniture de matières premières vers la Chine en échange de la construction d'infrastructures en Afrique, qui ressemblent parfois à une nouvelle forme de tutelle.

Cette montée en puissance de la Chine en dehors de ses frontières ne se limite pas à l'Afrique ou l'Asie du Sud-Est. Les Chinois ont quasiment acheté le port du Pirée à côté d'Athènes pour aider la Grèce à sortir de ses difficultés économiques, financières et monétaires qui ont éclaté en 2011.

Dans nombre de nouvelles nations, la nécessité, réelle ou imaginaire, de prévenir la désintégration, de réprimer la dissidence ouverte et de renforcer l'autorité centrale, avait conduit dans les années 1970 à un gouvernement autoritaire à parti unique ou à l'exercice de l'autorité politique par des soldats (c'était un peu comme l'histoire des nouvelles nations d'Amérique du Sud après les guerres de libération).

Souvent, l'opposition au parti « national » qui avait émergé dans la période précédant l'indépendance d'un pays particulier était stigmatisée comme une trahison une fois l'indépendance obtenue.

Les régimes survivants d'une Afrique indépendante plus ancienne n'y ont pas non plus échappé. L'impatience à l'égard d'un ancien régime apparemment incapable d'apporter un changement politique et social pacifique a conduit en 1974 à la révolution en Éthiopie. La mise de côté du « Lion de Judée » marqua presque incidemment la fin de la plus ancienne monarchie chrétienne du monde (et d'une lignée de rois supposée dans une version de l'histoire remonter jusqu'au fils de Salomon et à la reine de Saba). Un an plus tard, les militaires qui avaient pris le pouvoir semblaient tout aussi discrédités que leurs prédécesseurs.

Des changements similaires ailleurs en Afrique ont parfois émergé des dirigeants politiques ressemblant à des tyrans qui rappelaient aux Européens les dictateurs antérieurs, mais cette comparaison peut être trompeuse. Les africanistes ont suggéré que bon nombre des « hommes forts » des nouvelles nations pouvaient être considérés comme les héritiers des royaumes africains précoloniaux, plutôt qu'avec une grille de lecture occidentale. Mais certains étaient de purs et simples ruffians⁶⁰.

Les difficultés des pays africains avec leurs propres dirigeants, leurs politiques, leurs économies et leurs sociétés, n'ont pas atténué l'irritation fréquente avec laquelle de nombreux Africains regardaient à l'égard du monde extérieur.

Certaines des racines de cette situation ne sont peut-être pas très profondes. Le drame tragique et devenu mythique construit sur la vieille traite négrière européenne, que les Africains étaient encouragés à considérer comme un exemple suprême d'exploitation raciale, était une création européenne et nord-américaine⁶¹.

60. Comme la moitié des hommes célèbres et célébrés dans l'histoire de l'Occident depuis des millénaires, par exemple Polycrate de Samos (-574, -522).

61. Que les Arabes aient pratiqué la traite négrière avec l'Afrique subsaharienne pendant des siècles avant l'Europe est rarement mentionné par les révolutionnaires tiers mondistes.

Un sentiment d'infériorité politique était également apparent dans un continent composé d'États relativement impuissants (certains comptant moins d'un million d'habitants). En termes politiques et militaires, une Afrique désunie ne pouvait pas espérer avoir beaucoup de poids dans les affaires internationales, même si des tentatives ont été faites pour surmonter la faiblesse née de la division.

Un exemple avorté fut celui de 1958 pour fonder les États-Unis d'Afrique; elle a ouvert une ère d'alliances, d'unions partielles et d'essais d'une fédération qui ont culminé avec l'émergence en 1963 de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), en grande partie grâce à l'empereur éthiopien Haïlé Sélassié (1892, 1975).

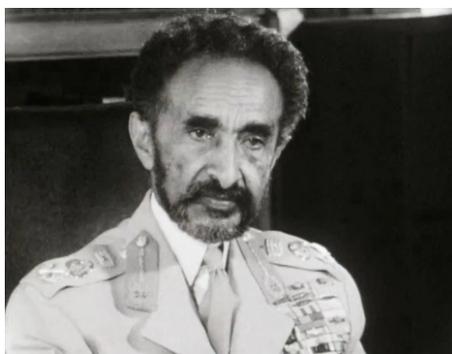


Figure VIII.2.27 : Haïlé Sélassié (1892, 1975), empereur d'Éthiopie, appelé aussi « le Négus ».

Politiquement, cependant, l'OUA a eu peu de succès, même dans sa forme actuelle d'Union africaine. Il faut signaler toutefois à son crédit d'avoir conclu avec l'Europe en 1975 des négociations commerciales bénéfiques pour défendre les producteurs africains.

La déception même que produisit une grande partie de l'histoire politique des débuts de l'Afrique indépendante a poussé certains hommes politiques vers la coopération en matière de développement économique, surtout avec l'Europe, qui est longtemps restée la plus importante source de capitaux étrangers de l'Afrique⁶².

Mais les souvenirs de l'exploitation de l'ère coloniale étaient un frein à de tels développements, tout comme l'accord injuste que de

62. Ce n'est plus vrai depuis les années 2000 où la Chine est devenue le plus gros investisseur international en Afrique.

nombreux pays africains estimaient avoir obtenu globalement sur les prix à l'exportation de leurs matières premières⁶³.

De nombreux pays se sont repliés sur eux-mêmes et ont introduit des économies dirigées de toutes sortes. Certains ont commencé à coopérer avec l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est. Mais très peu de ces projets ont connu un quelconque succès en termes de développement. [Ces analyses datent d'avant la montée en puissance de la Chine en Afrique.]

Le bilan économique de l'Afrique indépendante a été, jusqu'à récemment, catastrophique. En 1960, la production alimentaire suivait encore à peu près le rythme de la croissance démographique, mais en 1982, dans tous les trente-neuf pays d'Afrique subsaharienne, sauf sept, elle était inférieure par habitant à ce qu'elle avait été en 1970. La corruption, des politiques mal conçues et une préoccupation pour des projets d'investissement de prestige [= des « éléphants blancs »] ont dilapidé les ressources des pays, ainsi qu'une partie de l'aide au développement qu'ils recevaient⁶⁴.

En 1965, le PIB de l'ensemble du continent africain était inférieur à celui de l'Illinois et dans plus de la moitié des pays africains, la production manufacturière a chuté dans les années 1980. C'est sur ces économies faibles que sont tombés d'abord le choc de la crise pétrolière du début des années 1970, puis la récession commerciale qui a suivi. Les effets dévastateurs pour l'Afrique ont été encore aggravés peu de temps après par l'apparition de sécheresses répétées.

63. Depuis la décolonisation, de nombreux pays africains sont devenus quasiment monoculture, avec une balance des paiements reposant sur l'exploitation d'une seule culture principale, café, ou coton, ou phosphates, ou bois rares, etc. Cela les rend très vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux ou à des accords de long terme à des prix qui rapidement ne sont plus rémunérateurs.

64. On a vu aussi que la Banque Mondiale n'est pas sans torts. Elle-même nageant dans le cash qu'y déposaient les pétromonarchies à partir de 1974, elle a prêté libéralement pour des projets dont, pour nombre d'entre eux, il était facile de voir qu'ils ne se rembourseraient jamais.

La crise asiatique de 1998 a cette origine. La Thaïlande a surinvesti dans ses capacités touristiques, en empruntant, puis n'a pas été en mesure de rembourser ses emprunts en dollars. Cela a conduit à une dévaluation du baht par rapport au dollar, puis par effet domino à une crise financière dans toute l'Asie, cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_economique_asiatique.

Le b-a-ba d'un bon projet financé par des emprunts est qu'il doit se rembourser par les revenus qu'il crée. Par exemple, une autoroute ou un pont peuvent être financés par l'emprunt (auprès de banques, d'organismes d'aide au développement, ou par émission d'obligations sur les marchés financiers), à la condition que le flux de revenus qu'ils engendreront ultérieurement (péages) paient les intérêts et le remboursement progressif du capital emprunté.

Dans les années 60, le PIB de l'Afrique avait connu une croissance annuelle peu encourageante, mais toujours positive, d'environ 1,6% ; la tendance s'est rapidement inversée et, dans la première moitié des années 80, la *baisse* était de 1,7% par an.

Il n'est guère surprenant qu'en 1983 la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ait décrit l'image de l'économie du continent, qui émergeait des tendances historiques, comme « presque un cauchemar ».

Depuis la fin des années 1990, la plupart des économies africaines ont commencé à croître, et le tableau semblait plus prometteur, du moins jusqu'à la crise économique de 2008. Les prix des matières premières ont augmenté et la gouvernance s'est améliorée, du moins dans certains pays. La fin des guerres civiles qui ont duré très longtemps a également été une grande aide, tout comme l'amélioration des systèmes bancaires, des communications et des infrastructures.

Mais il reste encore des problèmes majeurs à résoudre avant que l'Afrique ne sorte de la pauvreté et des inégalités. Il faudra beaucoup de temps pour surmonter les terribles conséquences du virus du sida sur le continent (dans certains pays plus de 10% de la population jeune est infectée et la maladie continue de se propager).

Il existe également beaucoup trop de pays qui dépendent d'une seule culture ou d'un seul minerai pour la quasi-totalité de leur revenu national [en devises fortes provenant de leurs exportations], et les niveaux d'éducation sont faibles.

La plus grande partie de l'Afrique semble avoir désespérément besoin de stabilité politique sous la direction de gouvernements représentatifs afin de passer du chaos et des conflits à des niveaux de croissance durables.

Le fait que le plus puissant des États africains, l'Union sud-africaine, ait été pendant des années un pays dirigé par les Blancs, coupé du reste du continent, n'a pas aidé le développement de l'Afrique. Les Boers de langue afrikaans, qui dominaient ce pays en 1945, gardaient des griefs contre les Britanniques qui remontaient au Grand Trek et qui avaient été intensifiés par la défaite dans la guerre des Boers au début du XXe siècle.

Cela avait conduit à la destruction progressive des liens avec le Commonwealth britannique après la Première Guerre mondiale, processus facilité par la concentration des électeurs d'origine anglo-saxonne dans les provinces du Cap et du Natal.

Les Boers [d'origine néerlandaise] étaient retranchés dans le Transvaal et les principales zones industrielles ainsi que dans l'arrière-pays rural.

L'Afrique du Sud, il est vrai, est entrée dans la guerre en 1939 aux côtés des Britanniques et a fourni d'importants contingents de combattants – alors même que les « Afrikaners » intransigeants, comme ils s'appelaient de plus en plus eux-mêmes, étaient en faveur de la coopération avec les nazis.

Le leader des Boers [= Afrikaners], Daniel François Malan (1874, 1959), est devenu Premier ministre en 1948, après avoir battu le principal homme d'État sud-africain, Jan Smuts (1870, 1950), lors des élections générales.

Tandis que les Afrikaners avaient progressivement accaparé le pouvoir au sein de l'Union et avaient renforcé leur position économique dans les secteurs industriel et financier, la perspective d'imposer une politique à l'égard des Africains noirs qui s'écartait de leurs profonds préjugés était inconcevable.

Le résultat fut la construction d'un système de séparation des races : l'*Apartheid*. Il incarnait et renforçait systématiquement la réduction légale de l'Africain noir au statut inférieur qu'il occupait dans l'idéologie boer. Son objectif était de garantir la position des Blancs dans un pays où l'industrialisme et l'économie de marché avaient beaucoup contribué à briser la régulation et la répartition de la population noire croissante par les anciennes divisions tribales.

L'Apartheid avait un certain attrait – pour des raisons encore moins avouables que les superstitions primitives ou les prétendues nécessités économiques des Afrikaners – auprès des Blancs ailleurs en Afrique. Le seul pays où existait un équilibre de population noir et blanc similaire à celui de l'Afrique du Sud et une concentration de richesse similaire était la Rhodésie du Sud, où les colons, au grand embarras du gouvernement britannique, firent sécession du Commonwealth en 1965 afin d'éviter une décolonisation complète.

L'Angleterre craignait que l'objectif des sécessionnistes fût d'évoluer vers une société de plus en plus semblable à celle de l'Afrique du Sud. Le gouvernement britannique a tergiversé et a raté sa chance. Les États d'Afrique noire ne pouvaient rien faire immédiatement concernant la Rhodésie, et les Nations Unies ne pouvaient pas faire grand-chose non plus, bien que des « sanctions » aient été imposées sous la forme d'un embargo sur le commerce avec l'ancienne colonie.

De nombreux États d'Afrique noire les ont ignorées et le gouvernement britannique a fermé les yeux sur les mesures prises par les grandes compagnies pétrolières pour garantir que leurs produits parviennent aux rebelles.

Dans l'un des épisodes les plus honteux de l'histoire d'un ministère affaibli, le prestige de la Grande-Bretagne a gravement décliné aux yeux des Africains, qui, naturellement, ne voyaient pas pourquoi un gouvernement britannique ne pouvait pas intervenir militairement pour réprimer une rébellion coloniale aussi flagrante que celle de 1776.

De nombreux Britanniques pensaient que c'était précisément ce précédent lointain qui dissuadait une métropole impériale lointaine et militairement faible d'intervenir.

Même si l'Afrique du Sud (l'État le plus riche et le plus fort d'Afrique, et le devenant encore plus à mesure que le temps passait) semblait en sécurité, elle fut, avec la Rhodésie et le Portugal, l'objet d'une colère croissante des Africains noirs au début des années 1970.

Les lignes de bataille raciales n'ont guère été modifiées par des concessions mineures faites aux Noirs d'Afrique du Sud et par ses liens économiques croissants avec certains États noirs.

Il y avait également un risque que d'autres puissances extérieures soient bientôt impliquées.

En 1975, après l'effondrement de l'empire portugais, un régime marxiste prit le pouvoir en Angola. Lorsque la guerre civile a suivi, des soldats communistes étrangers sont arrivés de Cuba pour soutenir le gouvernement, tandis que le soutien sud-africain et américain a rapidement été apporté aux rebelles.

Le gouvernement sud-africain a montré qu'il pouvait agir. Il cherchait à se détacher de l'embarras d'une association avec une Rhodésie indépendante et inflexible (dont les perspectives s'étaient fortement détériorées lorsque la domination portugaise prit fin au Mozambique en 1974 et qu'une campagne de guérilla fut lancée contre elle depuis ce pays).

Le gouvernement américain contemplait les conséquences si la Rhodésie s'effondrait aux mains de nationalistes noirs dépendant du soutien communiste. Il a exercé des pressions sur les Sud-Africains qui, à leur tour, l'ont exercé sur les Rhodésiens. En septembre 1976, le Premier ministre rhodésien déclara avec découragement à ses compatriotes qu'ils devaient accepter le principe du vote pour tous.

La dernière tentative de fonder un pays africain dominé par les Blancs avait échoué.

Ce fut également un autre jalon dans le recul de la puissance impériale européenne.

Néanmoins, la guérilla se poursuivait, alors que les Rhodésiens blancs traînaient les pieds pour mettre en œuvre le régime de la majorité totale.

Enfin, en 1980, la Rhodésie revint brièvement sous la domination britannique avant de réapparaître sous forme d'une nation indépendante : la nouvelle nation du Zimbabwe, avec un Premier ministre africain – Robert Mugabe (1924, 2019)⁶⁵.

Cela laissa l'Afrique du Sud comme seul État dominé par les Blancs, tout en étant le plus riche du continent et l'objet d'une réprobation croissante à travers le monde entier.

Bien que l'opinion mondiale ait été divisée par la guerre civile en Angola, les dirigeants du monde ont généralement réussi à trouver un terrain d'entente contre la discrimination raciale en Afrique du Sud.

En 1974, l'Assemblée générale des Nations Unies a interdit à l'Afrique du Sud d'assister à ses sessions en raison de l'apartheid.

L'Union soviétique et ses alliés sont devenus de plus en plus actifs en soutenant avec des armes les soi-disant « États de première ligne » (contre l'Afrique du Sud), et les troupes cubaines sont restées en Angola.

Depuis Pretoria, la vue vers le nord paraissait de plus en plus menaçante et la situation intérieure se détériorait également en termes de sécurité : de plus en plus de jeunes Sud-Africains rejoignaient l'opposition à l'apartheid. En 1976, 176 personnes ont été abattues lors d'émeutes contre le gouvernement à Soweto, un township noir de Johannesburg.

Au début des années 1980, il ne faisait aucun doute que l'Afrique du Sud blanche était confrontée à une crise. Le commerce du pays était touché par les sanctions, mais plus dévastateur encore était le sentiment parmi les Sud-Africains blancs qu'ils n'avaient aucun soutien étranger pour leurs opinions sur la ségrégation raciale. Même les États-Unis ont introduit des sanctions en 1985.

65. Mugabe, au départ officiellement d'obédience marxiste, fut premier ministre de 1980 à 1987, puis président de 1987 à 2017, avant d'être enfin chassé par un coup d'État. Mugabe plongea son pays dans la misère économique, et fut pour son peuple l'un des plus abominables tyrans qui soient.

Mais le simple sentiment d'oppression faisait également des ravages : tous ses habitants souffraient alors que le pays devenait de plus en plus un État policier par peur de la résistance militante noire.

De plus en plus de groupes non blancs ont commencé à se regrouper autour de la direction du Congrès national africain (ANC), interdit, avec Nelson Mandela (1918, 2013) – emprisonné depuis 1964 – comme principal symbole.

Même certains jeunes Blancs ont commencé à s'opposer ouvertement au système dont ils avaient hérité, et les guerres en Namibie et en Angola ont été particulièrement impopulaires.

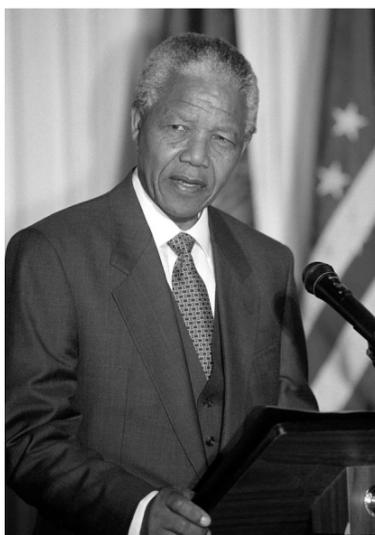


Figure VIII.2.28 : Nelson Mandela (1918, 2013). Après avoir été emprisonné de 1964 à 1990, il devint en 1994 le premier président noir d'Afrique du Sud.

Au milieu de divisions croissantes dans le camps des Afrikaners, le gouvernement a été contraint de se retirer d'Angola et d'accepter un règlement pour la Namibie, qui a donné à ce pays son indépendance sous un régime majoritaire en 1988.

Impopulaire tant parmi les libéraux que les conservateurs, le président Pik Botha (1932, 2018) a dû démissionner en 1989.

Celui qui l'a remplacé, Frederik de Klerk (1936, 2021), a rapidement fait savoir qu'il souhaitait des réformes qui aboliraient définitivement l'apartheid.



Figure VIII.2.29 : Frederik de Klerk avec Nelson Mandela. De Klerk mit fin à l'apartheid, et facilita l'accession au pouvoir de Mandela. Ils partagèrent le prix Nobel de la paix en 1993.

Sous De Klerk, l'opposition et les protestations politiques bénéficiaient de beaucoup plus de liberté. Les réunions et les marches étaient autorisées. Les dirigeants nationalistes noirs (dont Mandela) qui étaient emprisonnés ont été libérés.

La fin de la guerre froide⁶⁶ a rendu ces changements encore plus urgents ; même les dirigeants conservateurs afrikaners craignaient les images de la police sud-africaine tirant sur des manifestants partout dans le monde au moment même où le communisme cédait pacifiquement en Europe de l'Est.

66. La guerre froide a pris fin avec l'effondrement de l'URSS en 1991. Cela a engendré un sentiment de joie et de liberté dans une grande partie du monde – tout le monde occidental et une partie du tiers monde.

Cela n'a pas été le cas parmi les dirigeants chinois, qui ont plutôt éprouvé une grande inquiétude. Deux ans avant l'effondrement de l'URSS, le gouvernement chinois avait réprimé avec une brutalité inouïe les grandes manifestations étudiantes de juin 1989.

Depuis, le PCC a mis en place des outils de contrôle de sa population avec reconnaissance faciale dans les foules, contrôle policier de l'Internet, et opposition muselée, qui laisse songeur sur les moyens dont peuvent disposer les opposants pour un jour renverser ce régime dictatorial et peu éclairé.

Mais l'histoire montre que toute forme de répression aussi rigoureuse soit-elle engendre des moyens pour la contourner, et ce sera sans doute aussi le cas avec la répression chinoise – avec de nouveaux outils utilisant l'IA qui permettront de déstabiliser le pouvoir sans être pris.

La disparition de la guerre froide a été malheureusement seulement fugitive. Le dirigeant russe Vladimir Poutine (né en 1952) qui a accédé au pouvoir à Moscou en 1999 a relancé la guerre froide – et même chaude en Ukraine en 2022.

Soudain, la voie s'est ouverte de façon spectaculaire. En février 1990, de Klerk annonçait « une nouvelle Afrique du Sud ». Neuf jours plus tard, la figure emblématique de Nelson Mandela, le leader de l'ANC, sortait enfin de prison. Peu de temps après, il s'est engagé dans des discussions avec le gouvernement sur ce qui pourrait suivre. Malgré toute la fermeté de son langage, il y avait des signes d'espoir d'un nouveau réalisme selon lequel il fallait tenter de rassurer la minorité blanche sur un avenir sous une majorité noire, même si les Afrikaners eux-mêmes rendaient parfois un tel réalisme difficile. Bien entendu, ces signes ont également suscité une plus grande impatience chez certains hommes politiques noirs.

Le parcours que Nelson Mandela a dû suivre pour parvenir au sommet du pouvoir en Afrique du Sud, en ménageant la crainte voire la colère des uns et l'enthousiasme voire le désir de revanche des autres, surtout pour un homme qui venait tout juste d'être libéré après vingt-sept ans de prison, a été compliqué et a demandé un grand sens politique.

La transition vers un régime démocratique en Afrique du Sud n'a pas été simple. Même si de Klerk, agissant avec célérité et courage, avait abrogé la majeure partie de la législation sur l'apartheid à la fin de 1991, nombreux étaient ceux parmi l'élite blanche qui, de diverses manières, résistaient au changement. Mais ni l'assassinat en 1993 de Chris Hani, un éminent dirigeant de gauche de l'ANC, ni les conflits ethniques dans les townships noirs (souvent attisés par des éléments voyous au sein de l'État d'apartheid) n'ont pu entraver la voie vers un gouvernement représentant la majorité de la population.

Progressivement la plupart des Sud-Africains de toutes races en sont venus à considérer Nelson Mandela – auquel on faisait respectueusement référence sous le nom de son clan, « Madiba » – comme le garant de la stabilité politique et du progrès économique dans un nouvel État multiracial.

Lorsqu'il a été élu président en 1994, Mandela a parlé d'un pays renaissant et d'une fierté retrouvée pour tous les Sud-Africains. Mais c'est l'année suivante, lorsque le président Mandela a enfilé le maillot de l'équipe nationale sud-africaine de rugby entièrement blanche – les Springboks – pour célébrer leur victoire à la Coupe du monde, qu'il est devenu le symbole de l'unité nationale des Blancs et des Noirs. « La magie de Madiba a fonctionné pour nous », a déclaré le capitaine blanc de l'équipe. En 1999, lorsque Mandela a quitté la présidence, toute l'Afrique du Sud avait des raisons de dire la même chose.

En Amérique du Sud, des changements étaient également en cours à la fin du XXe siècle. Pour une grande partie de sa population, les décennies précédentes s'étaient révélées décevantes en termes de bien-être et de niveau de vie. Après un début de siècle plein d'espoir, à la fin du XXe siècle l'Amérique latine semblait bloquée dans des problèmes non résolus laissés par l'histoire et dans une constellation de pays qui ne facilitait pas sa marche vers le progrès social et politique.

Près de cent ans plus tôt, en 1900, certains pays d'Amérique latine avaient commencé à s'installer, non seulement dans la stabilité mais aussi dans une certaine forme de prospérité. L'Argentine était l'un des pays les plus riches du monde.

Aux implantations coloniales, d'origine espagnole et portugaise, du début sur le continent s'était ajoutée l'influence culturelle de l'Europe du XIXe siècle, en particulier de la France, vers laquelle les élites latino-américaines avaient été attirées dans la période post-coloniale.

Les classes supérieures latino-américaines étaient fortement européanisées et la modernité de nombreuses grandes villes du continent en témoignait, tout comme elles reflétaient aussi l'immigration européenne récente, qui commençait à submerger les vieilles élites coloniales. Quant aux descendants des Amérindiens, ils avaient été poussés sur le côté un peu partout. Dans un ou deux pays, leur suppression a été si complète qu'elle a conduit à une quasi-extinction.

Presque tous les États d'Amérique latine étaient des producteurs primaires agricoles ou miniers pour l'exportation. Certains étaient relativement fortement urbanisés, mais leur secteur manufacturier était négligeable et, pendant longtemps, ils ne semblaient pas préoccupés par les problèmes sociaux et politiques de l'Europe du XIXe siècle.

Les capitaux avaient afflué vers le continent, seulement occasionnellement et brièvement freinés par des désastres financiers et des désillusions⁶⁷.

La seule révolution sociale dans un État latino-américain avant 1914 (par opposition aux innombrables changements dans le personnel gouvernemental) a commencé avec le renversement du dic-

67. La première crise financière argentine [= incapacité à faire face aux engagements financiers de paiement d'intérêt et remboursement de capital à des prêteurs étrangers, essentiellement britanniques, mais aussi italiens] date de la fin du XIXe siècle. Ce fut le début de nombreuses autres, et cela dure encore en 2023

tateur mexicain Porfirio Díaz (1830, 1915) en 1911⁶⁸. Elle a ouvert la voie à près de dix ans de combats qui ont fait un million de morts, mais le rôle principal a été joué par une classe moyenne qui se sentait exclue des bénéfices du régime, et non par un prolétariat industriel ou rural. Et cette classe moyenne a été la principale gagnante, avec les politiciens du parti qui ont émergé pour monopoliser le pouvoir jusque dans les années 1990⁶⁹.

Même si la plupart des pays d'Amérique latine ont connu de nombreux conflits de classes dans leurs zones rurales, ils n'ont pas connu le type d'insatisfaction sociale se transformant en violence fréquent en Europe industrialisée et urbanisée.

Ces sociétés latino-américaines prometteuses ont traversé la Première Guerre mondiale en restant prospères. Cela a apporté des changements importants dans leurs relations avec l'Europe et l'Amérique du Nord.

Avant 1914, même s'ils exerçaient une influence politique prédominante dans les Caraïbes, les États-Unis n'avaient pas beaucoup de poids économique dans le sud.

En 1914, les États-Unis ne fournissaient que 17% de tous les investissements étrangers au sud du Rio Grande – la Grande-Bretagne fournissant bien plus.

La liquidation des possessions britanniques pendant la Grande Guerre a changé la donne; en 1919, les États-Unis étaient la plus grande source d'investissements directs étrangers (IDE) en Amérique du Sud, fournissant environ 40% des capitaux étrangers du continent.

Puis vint la crise économique mondiale de 1929. Cette date a marqué le début d'une ère nouvelle et difficile pour les États latino-américains, le véritable début de leur XXe siècle et la fin du XIXe⁷⁰.

68. Voir la révolution mexicaine de 1910-1920, https://fr.wikipedia.org/wiki/Revolucion_mexicaine

69. L'un de mes amis, connu à Stanford, le français polytechnicien d'origine espagnole, José Cordoba (né en 1950), devint l'éminence grise du président Carlos Salinas (né en 1948), président de 1988 à 1994.

Aux dernières nouvelles, Cordoba après avoir séjourné aux États-Unis après 1994, vit à nouveau au Mexique où il travaille avec PlaNet Finance, l'organisme d'aide au développement créé par Jacques Attali (né en 1943)

70. Les périodes historiques ne collent pas toujours exactement avec le découpage en siècle. Ainsi, par exemple, on considère que le « XIXe siècle » européen s'est terminé en réalité en 1914. Ainsi de même le « XIXe siècle » en Amérique latine et du Sud s'est terminé en 1929.

Beaucoup n'ont pas pu honorer leurs paiements aux investisseurs étrangers et il est devenu presque impossible d'emprunter davantage de capitaux à l'étranger⁷¹.

L'effondrement de la prospérité a conduit à une affirmation nationaliste croissante, parfois contre d'autres États latino-américains, parfois contre les Nord-Américains et les Européens. Les compagnies pétrolières étrangères ont été expropriées au Mexique et en Bolivie.

Les oligarchies européennes traditionnelles ont perdu de leur crédit dans leurs propres populations à cause de leur incapacité à résoudre les problèmes posés par la baisse des revenus nationaux. À partir de 1930, il y a eu plus de coups d'État militaires, de soulèvements et de rébellions avortées qu'à aucun autre moment depuis les guerres d'indépendance⁷².

L'année 1939 apporta à nouveau la prospérité alors que les prix des matières premières augmentaient en raison de la demande en temps de guerre (en 1950, la guerre de Corée prolongea cette tendance).

Malgré l'admiration notoire des dirigeants argentins pour l'Allemagne nazie et les intérêts manifestes de l'Allemagne dans certaines autres républiques⁷³, la plupart des pays d'Amérique latine [j'utilise indifféremment Amérique latine et Amérique du Sud] étaient

71. Comme on vient de le voir cela avait déjà été le cas dans les années 1880, mettant en grave péril plusieurs banques anglaises.

Quand, parmi mes différents cours, j'enseignais la finance internationale à Poitiers il y a 20 ans, https://lapasserelle.com/escem/international_finance/IF_schedule.htm, certaines sessions étaient consacrées à des présentations par de petits groupes d'élèves.

Un des thèmes sur lesquels je leur demandais de plancher était la crise argentine (financière et monétaire) des dernières années du XXe siècle. Ils faisaient généralement des présentations intéressantes.

Je cherchais moi-même à comprendre comment un pays qui avait été l'un des plus riches du monde en 1900, à partir des années 1920 n'avait *plus jamais* été capable de sortir de la crise. Je dois avouer que, à part « la malédiction de l'Amérique latine et du Sud », je n'ai toujours pas de réponse satisfaisante.

72. Par exemple, en Argentine, eut lieu en 1930 le coup d'État du général Uriburu (1868, 1932), https://fr.wikipedia.org/wiki/Coup_d'Etat_de_1930_en_Argentine (mettre l'accent sur Etat), qui initia une série de dictatures plus ou moins populistes ou militaires pendant la plus grande partie du XXe siècle.

73. Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux dirigeants nazis qui réussirent à ne pas de faire prendre, fuirent en Amérique du Sud (Paraguay, Brésil, Argentine, Bolivie – cf. Klaus Barbie (1913, 1991) – et y vécurent parfois encore longtemps sous des noms d'emprunt et conduisirent des affaires prospères.

soit sympathisants des Alliés qui les courtoisaient, soit soumis aux États-Unis.

La plupart d'entre eux ont officiellement rejoint les Nations Unies avant la fin de la guerre et l'un d'entre eux, le Brésil, a envoyé une petite force expéditionnaire en Europe pour assister les Alliés, un geste qui a frappé les esprits.

Mais les effets les plus importants de la guerre de 39-45 sur l'Amérique latine furent d'ordre économique. L'un d'entre eux, d'une grande importance, était que l'ancienne dépendance à l'égard des États-Unis et de l'Europe pour les produits manufacturés conduisit à des pénuries. Des programmes d'industrialisation accélérée ont alors été mis en place dans plusieurs pays.

Sur la main-d'œuvre urbaine que l'industrialisation avait fait émerger s'est construite une nouvelle forme de pouvoir politique qui est entrée en lice en tant que concurrente de l'armée et des élites traditionnelles dans l'après-guerre.

Des mouvements de masse autoritaires, semi-fascistes mais populaires [populistes même] ont amené au pouvoir un nouveau type d'homme fort. Juan Perón (1895, 1974) en Argentine était le plus célèbre, mais la Colombie en 1953 et le Venezuela en 1954 ont produit des dirigeants similaires. Le communisme n'a pas eu un tel succès parmi les masses.



Figure VIII.2.30 : Juan Perón (1895, 1974), leader populiste argentin, qui dirigea le pays de 1946 à 1955.

Un changement significatif s'était également produit (mais pas à cause de la guerre) dans la manière dont les États-Unis utilisaient leur puissance dominante dans les Caraïbes.

Vingt fois au cours des vingt premières années du XXe siècle, les forces armées américaines étaient intervenues directement dans les républiques voisines, allant deux fois jusqu'à établir des protectorats. Puis, entre 1920 et 1939, il n'y a eu que deux interventions de ce type, au Honduras en 1924 et au Nicaragua deux ans plus tard. En 1936, il n'y avait aucune force américaine sur le territoire d'un État latino-américain, sauf dans un cas, dans le cadre d'un accord datant du début du siècle, à la base de Guantanamo à Cuba.

Les pressions indirectes ont également diminué. Dans une large mesure, il s'agissait de la reconnaissance lucide d'un changement dans la situation géopolitique. Il n'y avait rien à obtenir par une intervention directe dans les années 1930⁷⁴. Le président Roosevelt fit de nécessité vertu en proclamant une politique de « bon voisinage » (il a utilisé l'expression pour la première fois, de manière significative, dans son premier discours inaugural) qui mettait l'accent sur la non-intervention directe des pays du continent américain dans les affaires des uns et des autres. (Roosevelt a également été le premier président des États-Unis à se rendre dans un pays d'Amérique latine en voyage officiel.)

Avec certains encouragements de Washington, cette nouvelle politique a ouvert une période de coopération diplomatique et institutionnelle à travers le continent (qui a également été encouragée par la détérioration de la situation internationale et la prise de conscience croissante des intérêts allemands à l'œuvre en Amérique du Sud). Elle a réussi à mettre fin à la sanglante « guerre du Chaco » entre la Bolivie et le Paraguay, qui fit rage de 1932 à 1935. Elle aboutit à une déclaration de neutralité latino-américaine en 1939, et à la proclamation d'une zone de neutralité de 300 milles dans ses eaux. Lorsque, l'année suivante, un croiseur américain fut envoyé à Montevideo pour renforcer la résistance du gouvernement uruguayen à un coup d'État nazi redouté, il devint plus évident que jamais que la doctrine Monroe et son « corollaire Roosevelt » avaient évolué presque silencieusement vers quelque chose qui ressemblait plus à un système de sécurité mutuelle.

74. Les États-Unis ne sont pas intervenus en Argentine pour protéger le président Yrigoyen (1852, 1933) – d'origine française basque – démocratiquement élu, contre le coup d'État du général Uriburu. En revanche en 1973, les États-Unis sont intervenus au Chili pour aider le général Pinochet à renverser le président Allende. Il est vrai que dans un cas Uriburu était un fasciste de droite, tandis que dans l'autre Allende – d'origine basque aussi – était un socialiste qui pouvait ouvrir la voie au communisme en Amérique latine – l'une des hantises des États-Unis depuis l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir à Cuba en 1959.

Après 1945, l'Amérique latine allait à nouveau être le reflet d'une situation internationale évolutive. Alors que la politique américaine était dominée par les préoccupations européennes au début de la guerre froide, après la Corée ils ont lentement commencé à se tourner à nouveau vers le sud.

Washington n'était pas alarmé outre mesure par les manifestations occasionnelles du nationalisme latino-américain, malgré toute sa connotation anti-Yanqui [version espagnol du mot Yankee⁷⁵], mais s'inquiétait de plus en plus que le continent sud-américain pût céder à l'influence soviétique.

La guerre froide s'est accompagnée d'une plus grande sélectivité dans le soutien des États-Unis aux gouvernements latino-américains. Cela a aussi parfois conduit à des opérations secrètes : par exemple, au renversement en 1954 d'un gouvernement au Guatemala qui bénéficiait du soutien communiste.

Dans le même temps, les décideurs politiques américains souhaitaient éliminer la pauvreté et le mécontentement en Amérique latine qui constituaient des points d'appui pour le communisme.

Les États-Unis ont fourni davantage d'aide économique (l'Amérique latine n'avait reçu qu'une infime fraction de ce qui était allé à l'Europe et à l'Asie dans les années 1950, mais c'était néanmoins bien plus dans la décennie suivante) et ont applaudi les gouvernements sud-américains qui disaient rechercher des réformes sociales.

Malheureusement, quand les programmes de ces gouvernements sud-américains réformateurs contemplaient aussi la nationalisation de possessions américaines, Washington leur retirait son soutien et demandait de telles compensations financières que les réformes devenaient impossibles à mettre en œuvre.

Dans l'ensemble donc, même si les États-Unis pouvaient déplorer ici ou là les excès d'un régime autoritaire individuel, comme celui de Fulgencio Batista (1901, 1973) à Cuba avant 1958, le gouvernement américain avait tendance à se retrouver, comme en Asie, à soutenir les intérêts conservateurs en Amérique latine⁷⁶.

Ce n'était toutefois pas toujours le cas. Certains gouvernements ont agi efficacement, notamment celui de la Bolivie, qui a procédé à une réforme agraire en 1952.

75. Le mot « yanqui » est un terme familier espagnol qui désigne les citoyens américains, en particulier ceux d'origine européenne, vivant aux États-Unis. Il est adapté du mot anglais Yankee, lui-même dérivé du néerlandais "Janke", signifiant "petit Jean".

76. Les auteurs abusent de la construction "complément (temps, lieu, autre) + limitateur (même si...) + affirmation". Cela donne un caractère limité à leur pensée.

Il n'en est pas moins vrai, comme pendant la plus grande partie du XIXe siècle, que les Latino-Américains les plus démunis n'étaient l'objet d'aucune attention de la part de leurs dirigeants, qu'ils soient conservateurs ou populistes⁷⁷, car ceux-ci n'écoutaient que les villes. Les Latino-Américains plus défavorisés, bien entendu, étaient les paysans, pour la plupart d'origine indienne.

Néanmoins, malgré toute la nervosité qui régnait à Washington, il y avait peu d'activité révolutionnaire en Amérique latine. Entre 1945 et 1960, il y eut seulement la révolution communiste victorieuse à Cuba, dont on espérait et redoutait beaucoup à l'époque, qui inquiéta Washington.

Il s'agissait, à bien des égards, d'un problème tout à fait exceptionnel. La situation de Cuba à une distance relativement courte des États-Unis conférait à cette île une importance particulière⁷⁸.

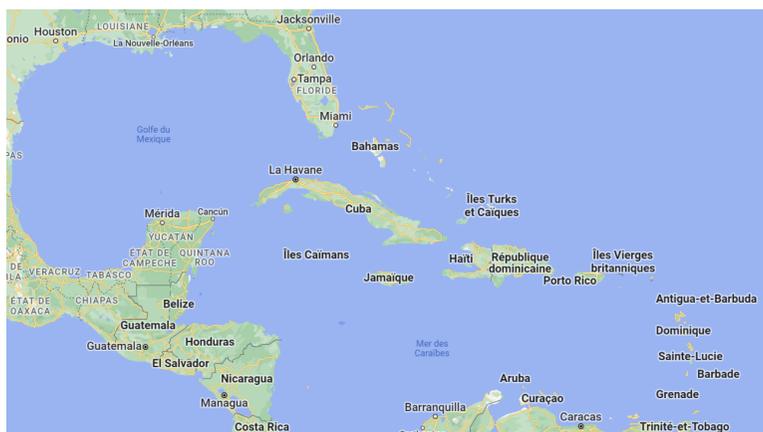


Figure VIII.2.31 : Cuba et mer des Caraïbes. (La distance la plus courte entre Cuba et la Floride est d'environ 200 km.)

Il a souvent été souligné que les abords du canal de Panama avaient encore plus d'importance dans la pensée stratégique américaine que Suez dans celle des Britanniques.

77. Les populistes se croyant des réformateurs messianiques, mais étant juste des conservateurs accoutrés en guignol, cf. Juan Péron fig. VIII.2.30.

78. Les Américains en avaient pris le contrôle lors d'une guerre éclair en 1898, dans le cadre de leur guerre contre les restes de l'empire espagnol (principalement Philippines), et y avaient installé des dirigeants à leur main, https://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1987_num_34_4_1431

Deuxièmement, Cuba avait été particulièrement durement touchée par la Dépression; elle dépendait pratiquement d'une seule culture, le sucre, et cette culture n'avait qu'un seul débouché, les États-Unis.



Figure VIII.2.32 : Récolte de la canne à sucre à Cuba ⁷⁹

De plus, ce lien économique n'était qu'un parmi tant d'autres qui

79. Entre 1960 et 2000, Cuba a été le plus gros exportateur mondial de sucre. Mais si le régime castriste a eu des succès sur le plan de l'éducation et de la médecine, il a été désastreux en matière économique. Dans les années 2010, Cuba a *importé* du sucre de France – c'était comme livrer de la glace aux Esquimaux.

Quand nous sommes allés, Félix et moi, à Cuba en décembre 2012, et que nous avons traversé l'île du nord au sud en autocar, pour aller de La Havane à Trinidad de Cuba, on voyait dans les champs des installations sucrières à l'abandon.



Figure VIII.2.33 : Plaza Mayor, Trinidad de Cuba.

https://www.lapasserelle.com/hostal_montesol/index.html

donnaient à Cuba une « relation spéciale » plus étroite, et par certains côtés plus embarrassante, avec les États-Unis que n'importe quel autre État d'Amérique latine.

Il y avait des liens historiques qui remontaient à 1898 et à l'obtention de l'indépendance de l'Espagne. Jusqu'en 1934, la constitution cubaine contenait des dispositions spéciales restreignant la liberté diplomatique de Cuba. Les Américains gardèrent toujours leur base navale sur l'île. Ils investirent massivement dans l'immobilier et les services publics urbains.

La pauvreté et les prix bas de Cuba rendaient Cuba attrayante pour les Américains à la recherche de jeux de hasard et de filles. La Havane devint aussi un repère de la pègre américaine, en particulier à l'hôtel Nacional.



Figure VIII.2.34 : Hotel Nacional, La Havane. Réunion de la pègre américaine dans l'hôtel, c. 1950.

Dans l'ensemble, cela n'aurait dû surprendre personne que Cuba finisse par produire un mouvement fortement anti-américain bénéficiant d'un grand soutien populaire.

Les États-Unis ont longtemps été accusés d'être la véritable puissance derrière le régime conservateur cubain d'après-guerre, même si après l'arrivée au pouvoir du dictateur Batista en 1952, cela avait en fait cessé d'être le cas. Le Département d'État l'a désapprouvé et a interrompu son aide en 1957.

À cette époque, un jeune avocat nationaliste, Fidel Castro (1926, 2016), avait déjà lancé une campagne de guérilla contre un gouvernement très corrompu. En deux ans, il a réussi. En 1959, alors qu'il était premier ministre d'un Cuba nouveau pays révolutionnaire, il qualifiait son régime d'« humaniste » et, en particulier, spécifiquement de non communiste.

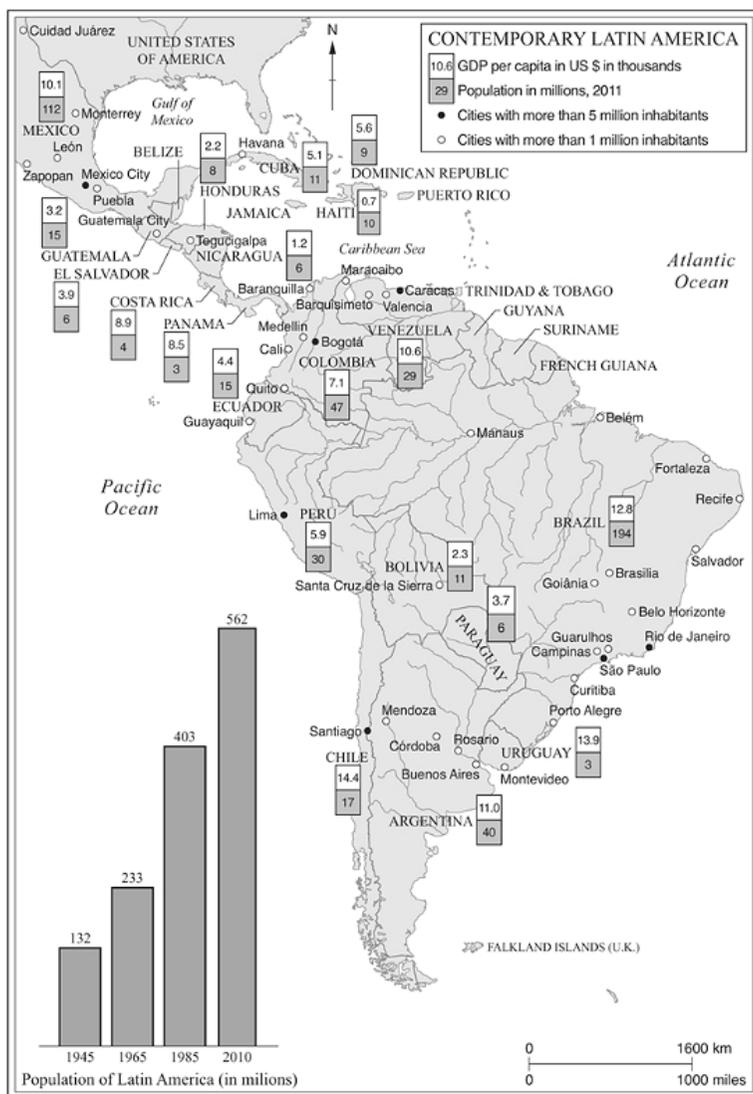


Figure VIII.2.35 : Amérique latine contemporaine.

Les objectifs initiaux de Castro ne sont toujours pas connus. Peut-être qu'il n'était pas lui-même clair sur ce qu'il pensait. Dès le début, il a travaillé avec un large éventail de personnes souhaitant

renverser Batista, des libéraux aux marxistes. Cela a contribué à rassurer les États-Unis, qui l'ont brièvement vu comme le « Sukarno des Caraïbes ».

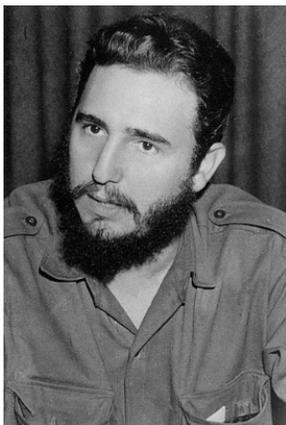


Figure VIII.2.36 : Fidel Castro (1926, 2016), photographié ici en 1959. Les premiers mois après son coup d'État, les Américains l'apprécièrent, le voyant comme le « Sukarno des Caraïbes ».

L'opinion publique américaine l'idolâtrait comme une figure romantique et la barbe devint à la mode parmi les radicaux américains.

Les relations se sont cependant rapidement détériorées lorsque Castro a commencé à s'immiscer dans les intérêts commerciaux américains, à commencer par la réforme agraire et la nationalisation des entreprises sucrières. Il a également dénoncé publiquement les éléments américanisés de la société cubaine qui avaient soutenu l'ancien régime. L'antiaméricanisme était un moyen logique – peut-être le seul – dont disposait Castro pour unir les Cubains derrière la révolution, et il ne faisait aucun doute qu'il partageait lui-même certaines de ces attitudes.

Bientôt, les États-Unis, encore sous l'administration Eisenhower, rompirent leurs relations diplomatiques avec Cuba et commencèrent à imposer d'autres types de pression. Le gouvernement américain devint convaincu que l'île risquait de tomber aux mains des communistes sur lesquels Castro comptait de plus en plus.

Cela n'a pas aidé lorsque le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev (1894, 1971) a averti les États-Unis du danger de représailles avec des fusées soviétiques s'ils agissaient militairement contre Cuba et a déclaré la doctrine Monroe morte; le Département d'État a

rapidement annoncé que les informations faisant état de l'abandon de la doctrine Monroe étaient grandement exagérées. Finalement, le gouvernement américain a décidé de promouvoir le renversement de Castro par la force.

Il a été convenu que cette tâche devrait être confiée aux exilés cubains. Lorsque la présidence changea de mains en 1961, le nouveau président John Kennedy (1917, 1963) hérita de cette décision. Les exilés s'entraînaient déjà avec le soutien américain au Guatemala et les relations diplomatiques avec Cuba étaient rompues.

Kennedy n'avait pas initié ces activités, mais il n'était ni assez prudent ni assez réfléchi pour les empêcher.

C'était d'autant plus regrettable qu'il y avait bien d'autres éléments de bon augure dans l'attitude du nouveau président à l'égard de l'Amérique latine, où il était évident depuis un certain temps que les États-Unis devaient cultiver la bonne volonté.

Or, les possibilités d'une approche plus positive ont été presque immédiatement réduites à néant par le fiasco connu sous le nom d'opération de la « Baie des Cochons », lorsqu'une expédition d'exilés cubains, soutenue par l'argent et les armes américaines, échoua lamentablement et de manière humiliante en avril 1961. Castro fit alors désormais délibérément entrer Cuba dans la sphère soviétique. Et, à la fin de l'année, il se déclara lui-même marxiste-léniniste [ce qu'il n'était sans doute pas avant son coup d'État].

Une nouvelle phase beaucoup plus explicite de la guerre froide commença alors dans l'hémisphère occidental, et commença mal pour les États-Unis. L'initiative américaine a suscité partout la désapprobation parce qu'elle constituait une attaque contre un régime populaire et solidement fondé. Désormais, Cuba était un pôle d'attraction pour les révolutionnaires latino-américains. Le régime de Castro s'est tourné de plus en plus vers le modèle soviétique et son gouvernement a poursuivi des politiques qui, associées à la pression américaine, ont gravement nui à l'économie cubaine, mais incarnaient l'égalitarisme et la réforme sociale (déjà dans les années 1970, Cuba prétendait avoir les taux de mortalité infantile les plus bas de toute l'Amérique latine).

Un sous-produit de la révolution cubaine fut donc un regain sur un nouveau théâtre de la confrontation monde libre contre monde communiste. Ce fut entre les deux grandes puissances de chaque camp, les États-Unis et l'URSS, la confrontation la plus grave de toute la guerre froide et peut-être son tournant.

Au début de 1962, Khrouchtchev décida d'installer des missiles nucléaires soviétiques à Cuba, en partie pour défendre la révolution cubaine et en partie pour obtenir un avantage stratégique contre les États-Unis. Les Américains disposaient déjà de leurs missiles dans les pays limitrophes de l'Union soviétique, a déclaré Khrouchtchev à ses collègues.

Le dirigeant soviétique, qui était un impulsif, faisait avec cette décision un pied de nez aux Américains tout en rassurant ses amis révolutionnaires du monde entier sur le fait que l'URSS était la véritable amie de la révolution, quoi qu'en disent leurs détracteurs chinois.

C'est ainsi commença le bras de fer dangereux qui, en octobre 1962, vit des ogives nucléaires soviétiques secrètement installées à Cuba, ainsi que des missiles à moyenne portée capables de lancer ces bombes atomiques en n'importe quel point du territoire continental des États-Unis.

Des reconnaissances photographiques aériennes américaines confirmèrent en octobre 1962 que les Soviétiques construisaient des sites de missiles à Cuba. Le président Kennedy a attendu que cela se révèle incontestable et a ensuite annoncé que la marine américaine arrêterait tout navire livrant de nouveaux missiles à Cuba et que ceux déjà à Cuba devaient être retirés.



Figure VIII.2.37 : Site de missiles nucléaires soviétiques à San Cristobal, et localisation sur l'île de Cuba.

Un navire libanais a été arraisonné et fouillé dans les jours qui ont suivi. Les navires soviétiques étaient, eux, seulement observés [mais pas arraisonnés et fouillés]. La force de frappe nucléaire américaine était sur le pied de guerre.

Dieu merci, après quelques jours et quelques échanges de lettres personnelles entre Kennedy et Khrouchtchev, ce dernier accepta que les missiles soient retirés.

Cette crise domine l'histoire de l'hémisphère, et ses répercussions à l'extérieur de celui-ci sont mieux discutées dans d'autres ouvrages [du second auteur].

En ce qui concerne l'histoire de l'Amérique latine, même si les États-Unis ont promis de ne pas envahir Cuba, ils ont continué à essayer de l'isoler autant que possible de leurs voisins.

Sans surprise, l'attrait de la révolution cubaine a néanmoins semblé pendant un certain temps gagner du terrain auprès de la jeunesse des autres pays d'Amérique latine⁸⁰. Cela n'a pas rendu leurs gouvernements plus bienveillants à l'égard de Castro, surtout lorsqu'il a commencé à parler de Cuba comme d'un pôle révolutionnaire pour le reste du continent.

80. La révolution cubaine apparut aussi très attrayante à la jeunesse du monde occidental entre 1965 et la fin du XXe siècle. Che Guevara (1928, 1967), le bras droit de Fidel Castro, était vu comme une figure romantique particulièrement inspirante. N'importe quelle chambre d'adolescent se devait d'avoir un poster du Che avec son célèbre béret. [Il n'y en avait pas dans la mienne.]



Figure VIII.2.38 : Che Guevara (1928, 1967), idole des ados révolutionnaires en chambre entre 1965 et 2000.

Une chanson à sa gloire écrite en 1965 par Carlos Puebla, chantée en 1997 par Nathalie Cardone, se maintint plusieurs mois en haut du hit-parade en France : https://lapasserelle.com/songs_video/hasta_siempre_comandante/hasta_siempre_comandante.html

On apprit plus tard que Che Guevara était à La Havane un tortionnaire abominable des opposants à la révolution.

En l'occurrence, comme l'a montré une tentative infructueuse en Bolivie⁸¹, l'exportation de la révolution ne s'avérerait probablement pas facile. La situation cubaine était très atypique. Les espoirs que nourrissaient les révolutionnaires cubains de déclencher une rébellion paysanne ailleurs se révélèrent illusoire.

Les communistes locaux d'autres pays ont déploré les efforts de Castro. Les recrues potentielles et les soutiens pour la révolution se sont avérés être, dans l'ensemble, des urbains plutôt que des ruraux, et des classes moyennes plutôt que des paysans. C'est dans les grandes villes que les mouvements de guérilla firent pendant quelques années la une des journaux.

Bien qu'elles fussent spectaculaires et dangereuses, il n'est pas certain qu'elles aient bénéficié d'un large soutien populaire, même si les brutalités mises en œuvre pour les combattre par les gouvernements autoritaires de certains pays firent perdre à ces gouvernements le soutien de leur population.

Pendant ce temps, l'antiaméricanisme continuait à être fort. Les espoirs de Kennedy d'une nouvelle initiative américaine, basée sur la réforme sociale – une « Alliance pour le Progrès », comme il l'appelait – n'ont pas pu grand-chose contre l'animosité suscitée par le traitement américain à l'égard de Cuba.

Son successeur à la présidence, Lyndon Johnson (1908, 1973), n'a pas fait mieux, peut-être parce qu'il était moins intéressé par l'Amérique latine que par les réformes intérieures⁸².

L'initiative de Kennedy n'a jamais été reprise après l'effondrement initial de l'Alliance. Pire encore, elle fut dépassée en 1965 par un nouvel exemple d'interventionnisme, cette fois en République dominicaine, où, quatre ans auparavant, l'aide américaine avait contribué au renversement et à l'assassinat d'un dictateur corrompu et tyrannique⁸³ et à son remplacement par un gouvernement démocratique réformateur.

81. Che Guevara y perdit la vie en 1967, dans une opération clandestine menée par les Américains pour le tuer.

En Bolivie en 1967 combattait aussi du côté de la tentative de révolution castriste un jeune intellectuel français né en 1940, Régis Debray. Il fut capturé, mais la diplomatie française parvint à le faire rapatrier.

Il devint plus tard, comme beaucoup de gens brillants engagés à l'extrême gauche dans leur jeunesse, un parangon de la droite et des valeurs traditionnelles. Castriste à 20 ans, il est devenu un farouche gaulliste à 40 ans.

82. Johnson a lancé des programmes ambitieux d'amélioration de la société américaine : la guerre à la pauvreté et la « Great Society », qui contribuèrent à l'émergence de ce qu'on a appelé l'État-providence par ses fortes redistributions aux couches les moins favorisées de la société.

83. Rafael Trujillo (1891, 1961).

Lorsque ce gouvernement a été écarté par les soldats agissant en défense des privilégiés, qui se sentaient menacés par la réforme, les Américains ont coupé l'aide. Il semblait, après tout, que l'Alliance pour le Progrès pouvait être utilisée de manière discriminatoire. Mais l'aide a été rapidement rétablie – comme elle l'a été pour d'autres régimes de droite. Une rébellion contre les soldats en 1965 entraîna l'arrivée de 20 000 soldats américains pour la réprimer.

À la fin de la décennie, l'Alliance avait pratiquement été oubliée, en partie à cause des craintes persistantes du communisme, qui ont conduit la politique américaine à soutenir les conservateurs partout en Amérique latine, et en partie parce que les États-Unis avaient de nombreux autres problèmes.

Le résultat ironique fut une nouvelle vague d'attaques contre les intérêts fonciers des États-Unis par des gouvernements qui n'avaient pas à craindre la perte du soutien américain alors que la menace communiste semblait perdurer.

Le Chili a nationalisé la plus grande entreprise américaine de cuivre⁸⁴.

Les Boliviens ont repris les sociétés pétrolières et les Péruviens les plantations américaines.

En 1969, il y a eu une réunion historique des gouvernements latino-américains à laquelle aucun représentant des États-Unis ne fut convié. Et le comportement des Yanqui a été explicitement et implicitement condamné.

Une tournée entreprise par un représentant du président des États-Unis cette année-là a donné lieu à des protestations, des émeutes, des destructions de propriétés américaines et des demandes de maintien à l'écart de certains pays. C'était un peu comme à la fin de la décennie précédente, lorsqu'une tournée de « bonne volonté » du vice-président d'Eisenhower s'était terminée par des assauts de manifestants et des crachats sur lui.

Dans l'ensemble, en 1970, il semblait que le nationalisme latino-américain entraînait dans une période nouvelle et vigoureuse. Si les guérillas inspirées par Cuba avaient jamais été un danger pour les gouvernements d'Amérique latine, il semblait qu'elles ne le fussent plus. Une fois dissipée la peur de la révolution, les gouvernements n'avaient plus aucune raison de ne pas essayer de capitaliser sur le sentiment anti-américain.

84. L'entreprise Anaconda Copper, qui exploitait en particulier la mine de Chuquibambilla – la plus grande du monde – au nord du Chili.

Cependant, les véritables problèmes de l'Amérique latine étaient toujours là sans que personne ne s'y attaque sérieusement⁸⁵.

Au cours des années 1970 et, plus encore, des années 1980, des troubles économiques chroniques sont apparus. Et, en 1985, les observateurs parlaient d'une crise apparemment insoluble.

Il y avait plusieurs sources à cela. Malgré son industrialisation rapide, le continent sud-américain était menacé par la combinaison mortelle de la croissance démographique et des inégalités sociales. Cette combinaison commençait à produire ses pires effets au moment même où les difficultés des économies latino-américaines commençaient à nouveau à montrer leur caractère insoluble.

Le programme d'aide de l'Alliance pour le Progrès n'a manifestement pas réussi à y faire face, et son échec a donné lieu à des querelles sur l'utilisation des fonds américains.

La mauvaise gestion a produit d'énormes dettes extérieures, qui ont paralysé les tentatives visant à soutenir les investissements et à améliorer les balances commerciales.

Les disparités sociales restaient menaçantes⁸⁶. Même les pays latino-américains les plus avancés présentaient d'extraordinaires écarts en matière de richesse et d'éducation. Les processus constitutionnels et démocratiques, là où ils existaient, semblaient de plus en plus impuissants face à de tels problèmes.

85. Quand on parle des problèmes profonds d'une société, sans donner de détail, il s'agit en général des suivants :

- inégalités économiques fortes
- paysannerie exploitée par des propriétaires absents ("absentee landlords")
- infrastructures insuffisantes (routes, ponts, voies de chemin de fer)
- niveau d'instruction insuffisant de la population
- sous-développement économique (industriel, commercial)
- balance commerciale équilibrée seulement par recours à l'endettement
- dette publique excessive, etc.

86. L'Amérique du Sud a toujours eu une élite richissime possédant d'immenses terres ou des actifs industriels considérables à côté d'une classe moyenne réduite, et d'une large proportion de la population à peine au-dessus ou même en dessous du seuil de pauvreté.

L'indice de Gini – qui varie entre 0 et 1 et mesure globalement l'inégalité des revenus dans un pays (0 est l'absence d'inégalité, 1 est une très forte inégalité) – indique en Amérique latine de plus grandes inégalités que dans les pays occidentaux développés.

Les pays du monde s'échelonnent entre 0,25 (pays d'Europe scandinave et centrale) et 0,70 (pays émergents d'Amérique latine, d'Afrique centrale).

Dans les années 1960 et 1970, le Pérou, la Bolivie, le Brésil, l'Argentine et le Paraguay ont tous subi un régime autoritaire prolongé, dirigé par une junte militaire, et nombreux sont ceux qui étaient prêts à croire que seul l'autoritarisme pouvait apporter des changements dont les gouvernements démocratiques et civils s'étaient révélés incapables.

Dans les années 1970, le monde a commencé à entendre parler de torture et de répression violente de la part de pays comme l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, autrefois considérés comme des États civilisés et de droit.

Le Chili a connu une histoire de gouvernement constitutionnel plus longue et plus continue que la plupart de ses voisins, jusqu'à ce que, lors des élections de 1970, une droite divisée laisse entrer une coalition socialiste minoritaire.

Lorsque le nouveau gouvernement de Salvador Allende (1908, 1973) s'est lancé dans ce qu'il a appelé « la voie chilienne vers le socialisme » – nationalisation des mines de cuivre [dont on a parlé plus haut], redistribution des terres et augmentations obligatoires des salaires pour les pauvres – les pressions sur l'économie ont conduit à une grave inflation et à une pénurie de biens de consommation.

La droite chilienne a mobilisé son soutien dans les rues et le résultat a été, en 1973, un coup d'État militaire, approuvé [et aidé en sous-main] par les États-Unis. De nombreux Chiliens de la classe moyenne, effrayés par ce qui semblait être une aggravation de la situation, y ont été favorables, estimant que le gouvernement renversé était sous contrôle communiste, mettant ainsi fin à la plus longue expérience de régime constitutionnel d'Amérique du Sud.

Le nouveau gouvernement militaire autoritaire du Chili, dirigé par le général Pinochet (1915, 2006), a rapidement montré qu'il n'avait aucun scrupule à lancer une persécution brutale et de grande envergure contre ses opposants et ses critiques, en utilisant pour ce faire les méthodes les plus sauvages.

Finalement, il a reconstruit l'économie et même, à la fin des années 1980, il a commencé à donner l'impression qu'il était capable de se restreindre [en matière de répression].

Cet épisode malheureux de l'histoire du Chili a néanmoins creusé la division idéologique dans la société chilienne plus profondément que jamais auparavant. Et ce pays est devenu l'archétype de ce qui risquait d'arriver dans d'autres pays d'Amérique latine.

Tous les pays n'étaient toutefois pas dans la même situation. Dans les années 1970, la Colombie était déjà engagée dans une guerre civile (qui faisait toujours rage au début du XXI^e siècle) alimentée par les luttes pour contrôler l'énorme production de cocaïne du pays, qui divisait pratiquement le pays.

Sur un continent agité par les troubles et les convulsions depuis les indépendances au début du XIX^e siècle, est tombée, pour couronner ses malheurs, la crise pétrolière du début des années 1970. Elle a propulsé hors de contrôle les problèmes de dette extérieure de ses pays importateurs de pétrole (c'est-à-dire la plupart d'entre eux, à l'exception du Mexique et du Venezuela).

Au cours des deux décennies suivantes, de nombreuses solutions économiques ont été tentées dans un pays ou dans un autre, mais toutes se sont révélées inapplicables ou en tout cas inefficaces. Il semblait impossible de faire face à une inflation galopante, aux frais d'intérêt sur la dette extérieure, à la distorsion de l'allocation des ressources résultant d'un mauvais gouvernement passé et aux lacunes administratives et culturelles qui ont nourri la corruption.

En 1979, le gouvernement argentin a été renversé par des troubles populaires et, au cours de la décennie suivante, les Argentins ont connu un taux d'inflation de 20 000 pour cent.

L'Amérique latine apparaît encore, et peut-être plus que jamais, comme un continent explosif et perturbé, composé de nations de moins en moins semblables les unes aux autres, malgré toutes leurs racines communes, sauf dans leur détresse.

Aux couches de différenciation établies par les expériences indiennes, esclavagistes, coloniales et postcoloniales, toutes fortement reflétées dans les différences de bien-être économique, s'ajoutaient désormais de nouvelles divisions apportées par l'arrivée dans les années 1950 et 1960, pour les plus favorisés, des modes de vie des pays développés, avec des sociétés de haute technologie, dont les bénéfiques profitent aux plus riches, mais pas aux pauvres.

Tout comme en Asie, même si cela a été moins évident, les effets de la civilisation moderne sur des sociétés historiquement profondément enracinées sont aujourd'hui plus visibles que jamais, même si l'Amérique latine en subit certaines depuis le XVI^e siècle.

Mais dans les années 1980, ces troubles se sont également exprimés à travers le terrorisme manifesté aussi bien par les radicaux que par les autoritaires, et ils ont continué à menacer les normes civilisées et constitutionnelles acquises auparavant.

Cependant, dans les années 1990, il y a eu ce qui semblait être une restauration majeure du gouvernement constitutionnel et démocratique et une reprise économique dans les principaux États d'Amérique latine. Dans tous ces pays, les juntes militaires ont été formellement poussées de côté.

Finalement, seul Cuba est resté comme un régime ouvertement non démocratique.

Cela a contribué à produire de meilleures relations entre les hémisphères de la planète.

L'Argentine et le Brésil ont tous deux convenu de mettre fin à leurs programmes d'armes nucléaires, tandis qu'en 1991, ils ont convenu, avec le Paraguay et l'Uruguay, de créer un marché commun, le Mercosur, qui a immédiatement entrepris un important travail de réduction des droits de douane.

En 1996, le Chili y a adhéré. Cette atmosphère prometteuse n'a été troublée que par quelques tentatives de coups d'État, alors que la situation économique résistait.

Malheureusement, ces conditions ont commencé à se détériorer à l'échelle du continent au milieu de la décennie [1990 à 2000] et, à la fin de celle-ci, le Fonds monétaire international a dû monter de nouvelles opérations pour sauver l'Argentine et le Brésil de graves troubles.

De manière inquiétante, bien que l'Argentine ait lié sa monnaie au dollar américain (lui-même à l'origine de certaines de ses difficultés), le Brésil de son côté commençait à nouveau à ressentir les effets de l'inflation, tandis que la dette de l'Argentine envers l'étranger était devenue incontrôlable.

La communauté internationale s'est préparée à faire face à une faillite de l'Argentine [= une incapacité à honorer ses engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur] d'une ampleur sans précédent. À la fin de l'année 2001, la population de Buenos Aires est de nouveau descendue dans la rue et, après quelques effusions de sang et l'éviction de trois présidents en dix jours, elle a été confrontée à une nouvelle déflation et à des temps difficiles.

Le début des années 2000 a montré clairement les gagnants et les perdants de la croissance économique qui commençait à s'installer dans la plupart des pays d'Amérique latine. Alors que les économies de nombreux pays ont connu une croissance plus rapide que depuis les années 1950, les bénéfices intérieurs de ces progrès ont été inégalement répartis dans la population.

Le Brésil, par exemple, est, à bien des égards, la société la plus inégalitaire au monde. Alors que les 10% les plus avancés de ses 170 millions d'habitants ont un niveau de vie égal à la moyenne de l'UE, les 50% les plus pauvres n'ont connu que peu de progrès au cours des années 1990.

Les élections de gouvernements de gauche dans de nombreux pays d'Amérique latine au début des années 2000 reflètent une préoccupation face à cette inégalité croissante. Mais même les dirigeants radicaux – du populiste vénézuélien Hugo Chavez aux présidents socialistes modérés Michelle Bachelet au Chili (élu en 2006) et Lula da Silva au Brésil (élu en 2003) – ne voulurent pas toucher aux politiques orientées vers le marché.

Les réformes économiques de la décennie précédente, vers plus de libéralisme, sont largement considérées comme ayant produit le premier progrès économique que ces pays aient connu depuis plus d'une génération. Il est donc probable que la contradiction entre croissance économique et pauvreté consternante restera la question clé du développement de l'Amérique latine dans les années à venir.

Suggestions de lecture et de visionnage

BELLO Walden, *La démondialisation : Idées pour une nouvelle économie mondiale*, Éditions du Rocher, 2011.

BENQUET Patrick, *Françafrique : 50 années sous le sceau du secret*, Phares et balises, 2014. Dvd montrant comment la France a continué à exploiter son ancien empire africain après la décolonisation.

BERNSTEIN Peter L., *Le Pouvoir de l'or*, Mazarine, 2007.

BLUSTEIN Paul, *And the Money Kept Rolling In (and Out) : Wall Street, the IMF, and the Bankrupting of Argentina*, Public Affairs, 2005.

COSSERY Albert, *Mendiants et orgueilleux*, Joëlle Losfeld, 2013.

DROZ Bernard, *Histoire de la décolonisation au XXe siècle*, Points, 2009

FABRE Guilhem (sous la direction de), *Revo. cul. dans la Chine pop.*, 10/18, 1974.

- GALBRAITH James K., *Inégalité - Ce que chacun doit savoir*, Le Seuil, 2019.
- JACOBS Jane, *The Death and Life of Great American Cities*, Vintage Digital, 2016.
- KARDON Isaac, *China's Ports in Africa*, edited by Nadège Rolland, Essay from NBR Special Report no. 98, 2022.
- LEVINSON Marc, *The Economist Guide To Financial Markets : Why they exist and how they work*, The Economist, 2018.
- LEYS Simon, *Essais sur la Chine*, Robert Laffont, 1998.
- TOCQUEVILLE Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Garnier-Flammarion, 2023.
- ZHANG YIMOU, *Le Sorgho Rouge*, dvd montrant la vie dans un village chinois sous le communisme, avec Gong Li, 2008.

Index

- abbaye de Thélème, 1901
Allende, Salvador, 1961
Anaconda Copper, 1959
Angola, 1939
Apartheid, 1938
Attali, Jacques, 1945
- Bachelet, Michelle, 1964
Baie des Cochons, 1955
Bangladesh, 1884
Barbie, Klaus, 1946
Batista, Fulgencio, 1949
Bello, Walden, 1964
Benes, Edvard, 1867
Benquet, Patrick, 1964
Bernstein, Peter L., 1964
Biafra, 1932
Blustein, Paul, 1964
Boers, 1937
bombe H, 1876
Botha, Pik, 1941
British Colonial Development and
Welfare Fund, 1930
- Cabannes, Daniel, 1917
Cardone, Nathalie, 1957
casques bleus, 1926
Castro, Fidel, 1952
Cent Fleurs, 1896
chah d'Iran, 1925
Chavez, Hubo, 1964
Chuquicamata, 1959
colonies dans les territoires occu-
pés, 1924
conférence de Bandung, 1886
Congrès national africain (ANC),
1941
Congrès national indien, 1884
Cordoba, José, 1945
- Cossery, Albert, 1964
Couve de Murville, Maurice, 1892
- De Gaulle, Charles, 1892
De Klerk, Frederik, 1941
Debray, Régis, 1958
Diaz, Porfirio, 1945
Dien Bien Phu, bataille, 1903
Droz, Bernard, 1964
- Eden, Anthony, 1918
Eilat, 1923
el-Sadate, Anouar, 1915
États-Unis d'Afrique, 1935
- Fabre, Guilhem, 1964
Farouk I, 1915
- Galbraith, James K., 1965
Gong Li, 1965
Grand Bond en avant, 1896, 1898
Great Society, 1958
Groupe des 77, 1924
guerre du Chaco, 1948
guerre du Kippour, 1924
Guevara, Che, 1957
- Hammarskjöld, Dag, 1931
Hani, Chris, 1943
Haïlé Sélassié, 1935
Hiro-Hito, 1907
Holocauste, 1926
Huang Zhen, 1892
- indice de Gini, 1960
- Jacobs, Jane, 1965
Jinnah, 1885
Johnson, Lyndon, 1958
- Kardon, Isaac, 1965

- Katanga, 1931
 Kennedy, John, 1955
 Khomeini, Rouhollah, 1925
 Khrouchtchev, Nikita, 1954
 Kishi, Nobusuke, 1909

 langue afrikaans, 1937
 Léopold II, 1933
 Levinson, Marc, 1965
 Leys, Simon, 1965
 ligne Oder-Neisse, 1877
 Lion de Judée, 1934
 Lula da Silva, 1964
 Lumumba, Patrice, 1931

 MacArthur, Douglas, 1907
 Malan, Daniel François, 1938
 Mandela, Nelson, 1941
 Mao Tsé-toung, 1890
 Mao Zedong, *voir* Mao Tsé-toung
 Mercosur, 1963
 Mobutu Sese Seko, 1933
 Modi, Narendra, 1884
 Mossadegh, Mohammad, 1925
 Moumié, Félix-Roland, 1931
 Mugabe, Robert, 1940

 Nagas, 1884
 Nasser, Gamal Abdel, 1915
 Négus, 1935
 Nehru, 1885
 Nkrumah, Kwame, 1931

 Olympio, Sylvanus, 1931
 Organisation de libération de la
 Palestine (OLP), 1923
 Organisation de l'unité africaine
 (OUA), 1935
 Organisation du Traité de l'At-
 lantique Nord (OTAN),
 1873

 Pacte de Varsovie, 1877
 Panmunjeom, 1875
 parti Baas, 1914
 parti libéral-démocrate, 1909

 Perón, Juan, 1947
 Petit livre rouge, 1900
 Pinochet, Augusto, 1961
 plan Marshall, 1870
 Platon, 1901
 Polycrate de Samos, 1934
 Poutine, Vladimir, 1942
 Pretoria, 1940
 Puebla, Carlos, 1957

 Rhodésie du Sud, 1938
 rideau de fer, 1871
 République arabe unie (RAU),
 1920
 Révolution culturelle, 1896

 Salinas, Carlos, 1945
 Sauvy, Alfred, 1886
 Sénégal, 1928
 Senghor, Léopold Sédar, 1928
 Smuts, Jan, 1880, 1938
 Soweto, 1940
 Springboks, 1943
 Staline, 1876
 Suharto, 1889
 Sukarno, 1888

 Tiers Monde, 1886
 Tocqueville, Alexis, 1965
 traité de Brest-Litovsk, 1868
 Trinidad de Cuba, 1951
 Trujillo, Rafael, 1958
 Truman, Harry, 1870
 Trump, Donald, 1921

 Uriburu, José Félix, 1946

 Vietcong, 1906

 World Trade Center, 1933

 Yalu, fleuve, 1891
 Yrigoyen, Hipólito, 1948

 Zhang Yimou, 1965
 Zimbabwe, 1940